

LYCÉES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER (5/5)

À Luanda, Total fournit des élèves et des enseignants

P. I-II

FORUM & DÉBATS

Les souvenirs de vacances sont à distiller avec modération

P. III

RACONTE-MOI L'HOMME (9/9)

Entretien avec Hélène Carrère d'Encausse sur le langage et la pensée

P. IV-V

EXPOSITION

Monaco passe en revue cinquante ans d'art new-yorkais

P. VII

FRANCE

Des débats animés sont attendus pour l'université d'été du PS à La Rochelle

P. 5

Services

Bourse P. 16
Carnet P. 21
Liturgie P. 22
Météo P. II
Mots croisés P. II
Petites annonces P. 21

AVEC CE NUMÉRO



Lieux spirituels Camargue, Terre de saintes

124e année-ISSN/0242-6056. Italie: 1,50 €; Belgique: 1,10 €; Maroc: 14DH; Espagne: 1,50 €; Portugal (Cont): 1,50 €; Suisse: 2,30FS; Luxembourg: 1,10 €; Canada: 2,50 SCA; Grèce: 1,50 €; Autriche: 2 €; Côte d'Ivoire/Sénégal/Congo et zone CFA: 900 CFA; Antilles-Réunion: 1,50 €. Bayard logo

Un cahier de 8 pages

été



www.la-croix.com

Vendredi 25 août 2006 - Quotidien n° 37529

1,10 €

Les nouveaux convertis de l'islam

Ils sont plusieurs milliers, surtout des jeunes et dans les banlieues, à devenir musulmans en France chaque année. Certains, entrés en islam par une voie radicale, évoluent vers une spiritualité plus modérée

P. 3-4



Jeune homme converti à l'islam, étudiant le Coran.

ROBERT KLUBA/CIRIC

Editorial

D'une foi l'autre

Par Michel Kubler

Formulé de la manière la plus neutre, le constat pourrait s'énoncer ainsi: en ce début de millénaire, de plus en plus de Français de souche choisissent de devenir musulmans. Le problème est qu'il reste difficile, dans les mentalités contemporaines, de s'en tenir à une stricte neutralité sur un sujet aussi sensible. Pour les uns, il n'y a là que de l'anecdote, et les itinéraires singuliers d'artistes ou de sportifs convertis au Coran ne seraient qu'autant d'arbres médiatiques cachant l'absence de forêt. Pour les autres, cette image irénique ne résiste pas à une vision catastrophiste, concluant déjà à un Hexagone tout uniment en passe de devenir musulman.

Et si ces conversions étaient, dans une perspective inversée, un indice du fait que l'islam devient enfin français? L'adoption de cette religion par un nombre croissant de ceux qu'on appelle désormais les « Gaulois » peut être comprise comme une conséquence statistique inévitable de la présence d'un nombre important de musulmans sur le territoire national.

Il n'y a pas lieu de s'étonner, d'un tel point de vue, que ce soit dans les cités et les banlieues que ce phénomène est le plus souvent constaté: là, précisément, où la convivialité porte le plus spontanément à un partage des pratiques, voire des convictions. On voit, en effet, de plus en plus de personnes d'origine - sinon de foi - chrétienne se mettre à observer tout ou partie des prescriptions du Ramadan, par sympathie pour leurs voisins musulmans, avant que quelques-uns, par capillarité, franchissent le

pas de la confession de foi. Et il n'est pas rare qu'un quartier, voire une commune, voie ses magasins d'alimentation passer peu à peu sous le label hallal de conformité avec l'islam.

Ces signes de l'inscription d'un culte dans le paysage national, en toute liberté religieuse (y compris celle, pour des musulmans, de cesser de l'être), ne sont pas univoques pour autant. Ils invitent l'ensemble d'une société à faire une place digne aux croyants d'une religion de tradition plus récente en son sein. Mais ils sont aussi un appel à rester vigilant par rapport à des discours et comportements qui iraient contre la loi de la République. Et ils donnent l'occasion de rappeler qu'à côté des disciples de Mohammed, ceux de Jésus doivent pouvoir garder droit de cité et voix au chapitre, dans un pays qu'ils n'ont certes pas cessé de contribuer à former.

Le Billet

d'Alain
RémondL'art
de la rentrée

Et vous, êtes-vous rentrés? Sinon, dépêchez-vous, vous allez être en retard. C'est fou ce que les gens rentrent, ces temps-ci. Pas un jour sans qu'on lise, sans qu'on entende: Untel fait sa rentrée. On ne s'était pas franchement aperçu qu'Untel était parti, notez bien. Mais l'événement, c'est qu'il fait sa rentrée. Et ça se bouscule au portillon: c'est à qui fera le premier sa rentrée, en jouant des coudes pour doubler tous les autres. Interviews, livres, meetings, universités d'été: tout est bon pour sauter sur la grande scène de la rentrée, sous les projecteurs et les applaudissements. Le week-end qui vient s'annonce à cet égard particulièrement chargé. Ça va rentrer tous azimuts, et plutôt deux fois qu'une. Tout l'art consiste à mettre en scène sa propre rentrée, pour qu'elle fasse parler. Car rentrer, c'est bien. Mais éclipser la rentrée des autres prétendants à la rentrée, c'est encore mieux. Remarquez, tous ces champions de la rentrée ont intérêt à en profiter. Parce que, d'ici peu, j'ai dans l'idée qu'ils seront un certain nombre à se faire sortir.

LE SAINT DU JOUR

Saint Louis (1214-1270). Monté sur le trône à l'âge de 12 ans, Louis IX est le seul roi de France à avoir été canonisé. Réputé de son vivant pour sa piété et sa justice, il fonda des hôpitaux et des monastères, puis lança deux croisades pour délivrer la Terre sainte, avant de mourir à Tunis au début de la seconde, atteint de la peste.

Comment joindre la Croix:
Abonnements ou changement d'adresse
« La Croix » Contact de 8 h 30 à 19 heures
Tél.: 0.825.825.832.
Fax: 0.825.825.855.
bpcontact@bayard-
presse.com

ou écrire à: « La Croix », TSA 30412
59063 Roubaix Cedex 01.

Rédaction
3, rue Bayard, 75393 Paris Cedex 08.
Tél.: 01.44.35.68.36.
Fax: 01.44.35.60.01.

Courrier
lecteurs.lacroix@bayard-presse.com

Carnet de 9 heures à 18 heures.
Tél.: 01.44.35.66.06.
Fax: 01.44.35.60.03.

Petites annonces de 9 heures à 18 heures.
Tél.: 01.41.38.83.06.
Fax: 01.41.38.83.04.

Publicité Tél.: 01.44.35.65.90.

Qualité réception
« La Croix » administration générale,
service qualité réception,
3, rue Bayard, 75393 Paris cedex 08.
(Si le journal vous arrive en retard de
façon répétitive)

**Contacts pour les marchands
de journaux** Tél.: 0800.29.36.87.

L'ESSENTIEL

MONDE

Une jeune Autrichienne retrouvée
huit ans après son enlèvement

■ Une Autrichienne de 18 ans a été retrouvée mercredi, huit ans après son enlèvement. Natascha Kampusch s'est échappée de chez son ravisseur présumé, un électricien de 44 ans qui la retenait dans un réduit sous son pavillon à Strasshof, près de Vienne et du domicile de la famille de Natascha. Il s'est suicidé mercredi soir. L'enlèvement de la fillette sur le chemin de l'école, le 2 mars 1998, avait entraîné de vastes recherches. La jeune fille a été identifiée par sa famille et les résultats de tests ADN devaient être annoncés hier. Sa sœur a témoigné à la télévision que sa mère « n'avait jamais renoncé ». Natascha serait atteinte du syndrome de Stockholm, un attachement à son ravisseur.

Le Soudan refuse un nouveau
projet de résolution de l'ONU

■ Les journaux soudanais ont annoncé hier que le Parti du congrès national, au pouvoir au Soudan, rejetait le projet de résolution de l'ONU qui entend transférer la mission de maintien de la paix dirigée par l'Union africaine à des forces des Nations unies. Alors que la situation au Darfour empire, le gouvernement craint que le déploiement des forces de l'ONU ne conduise à des actes de violence dans la région. Dans une lettre, mercredi, le président soudanais Omar Al Bachir a demandé au Conseil de sécurité des Nations unies de donner du temps à son gouvernement pour restaurer la paix. Le Conseil de sécurité devait se réunir hier pour en discuter.

Une explosion à Grozny
tue quatre soldats russes

■ Quatre soldats russes d'une unité des troupes du ministère de l'intérieur en Tchétchénie ont été tués et un cinquième blessé par une explosion qui s'est produite hier à Grozny. La déflagration est survenue au sein d'une installation du ministère de l'intérieur. Le vice-procureur de Tchétchénie, Nikolai Kalouguine, a indiqué que rien ne permettait d'affirmer dans un premier temps qu'il s'agissait d'un attentat. Un responsable du ministère de l'intérieur à Grozny a affirmé, sous le couvert de l'anonymat, que les soldats russes avaient été victimes d'un engin explosif qu'ils tentaient de désamorcer.

Le second suspect des attentats
déjoués en Allemagne s'est rendu

■ Jihad Hamad, un Libanais soupçonné d'avoir participé à une tentative d'attentat terroriste en Allemagne fin juillet, s'est rendu aux autorités du Liban cinq jours après l'arrestation de son complice présumé outre-Rhin. Le ministère allemand de la justice a indiqué qu'une extradition était envisageable, en utilisant les canaux diplomatiques, même si aucune convention d'extradition n'existe entre l'Allemagne et le Liban. Youssef Mohamad, le complice présumé, également libanais, avait été interpellé samedi dernier à Kiel (nord de l'Allemagne) sans opposer de résistance. Les deux hommes sont soupçonnés d'avoir fomenté deux attentats à la bombe simultanés dans des trains régionaux.

FRANCE

Demande de levée du secret défense
dans l'affaire des frégates de Taïwan

■ La Commission consultative du secret de la défense nationale (CCSDN) a été saisie « au début du mois d'août » d'une demande du ministre des finances Thierry Breton sur une déclassification de documents sur l'affaire des frégates de Taïwan, a-t-on appris hier à la CCSDN, qui devrait rendre son avis à la fin du mois de septembre. La CCSDN a déjà rendu trois avis négatifs sur les demandes de déclassification de documents dans cette affaire instruite par les juges Renaud van Ruymbeke et Xavière Simeoni. Les deux magistrats cherchent à savoir si des rétrocommissions ont été versées à des personnalités ou à des partis politiques français.

ÉCONOMIE

Pas de réforme des droits
de succession, selon Thierry Breton

■ Le projet d'exonération totale des droits de succession pour le conjoint survivant, évoqué dans la presse comme une possible mesure fiscale du budget 2007, et qui a les faveurs d'une partie de l'UMP, « n'existe pas à ce stade », a déclaré Thierry Breton hier sur France 2. Le ministre de l'économie a par ailleurs confirmé qu'il réfléchissait avec le premier ministre « à la mise en œuvre d'une facilité qui permettrait d'accompagner les Français « qui utilisent beaucoup les transports » pour aller au travail. Enfin, à l'occasion du conseil des ministres, Thierry Breton a indiqué que les prix du gaz et de l'électricité n'augmenteraient plus jusqu'au 1^{er} juillet 2007.



La Bastille transformée en un immense marché

Hier matin sur la place de la Bastille, les Parisiens ont assisté à la prise... des melons et des pommes. Malgré le crachin, une file de plus de 150 personnes s'est formée pour acheter fruits et légumes directement aux producteurs (photo Meigneux/SIPA). Une initiative du Parti communiste et du Mouvement de défense des exploitations familiales (Modéf) qui voulaient dénoncer le décalage entre les prix versés aux agriculteurs par la grande distribution et ceux qu'elle fait payer aux consommateurs.

► LE CHIFFRE

25

millions de francs suisses, soit 16 millions d'euros. C'est le très généreux don qu'a fait un homme à l'Armée du salut en Suisse l'an dernier. Cet homme est resté anonyme. Lors de la publication des comptes de l'année 2005 hier, le porte-parole de l'association a expliqué que la région de Zurich était « une véritable mine d'or » pour la récolte de fonds. « Il n'est pas rare de voir des billets de 1000 francs suisses (660 €) dans les marmites » lors des campagnes de collecte de dons. Au total, en 2005, l'Armée du salut a reçu 31 millions de francs suisses de legs.

► L'HISTOIRE

Les taxis
français
pourront faire
des courses
à Genève

Les taxis français vont désormais pouvoir prendre des clients sur le territoire du canton de Genève, pour autant que la course ait été commandée au préalable, ont décidé les autorités locales genevoises. Il s'agit pour le canton de se mettre en conformité avec l'accord de libre circulation signé entre la Suisse et l'Union européenne, au grand dam des chauffeurs de taxi locaux qui hurlent à la concurrence déloyale. Alors que le canton compte déjà 1000 taxis, les chauffeurs genevois dénoncent les détaxes sur le carburant et les avantages sur la TVA dont jouissent leurs homologues français.

RELIGION

Benoît XVI consacre un séminaire
à la théorie de l'évolution

■ Chaque année, le cardinal Ratzinger organisait un séminaire d'été avec certains de ses anciens étudiants. Devenu pape, il a décidé de maintenir cette tradition et a choisi cette année, en pleine polémique aux États-Unis sur le darwinisme, de réunir un groupe de philosophes et de théologiens à Castel Gandolfo, début septembre, sur le thème de la création et de l'évolution. Pour l'Église, l'évolution est compatible avec la création, mais pas un darwinisme qui expliquerait l'arrivée de l'homme comme une simple évolution physique de l'animal; elle récuse par ailleurs les lectures fondamentalistes du créationnisme, qui ne tiennent pas compte des connaissances archéologiques.

Le pape restera un jour de plus
en Turquie cet automne

■ Benoît XVI sera en Turquie du 28 novembre au 1^{er} décembre et non jusqu'au 30 novembre comme initialement prévu. C'est Mgr Louis Pelâtre, vicaire apostolique d'Istanbul, qui l'a confié hier à l'agence de presse romaine I.Media. « S'il n'avait pas allongé son voyage d'un jour, il n'aurait pas pu rencontrer les catholiques d'Istanbul », a-t-il précisé, ajoutant que « le programme initial était fait de telle façon qu'il ne restait plus rien » pour les catholiques qui « désiraient quand même aussi voir le pape! ». Benoît XVI « nous consacra une petite matinée », a noté Mgr Pelâtre. Il célébrera la messe, le 1^{er} décembre, dans la cathédrale du Saint-Esprit.

SPORTS

Les Français en 8^e de finale du
championnat du monde de basket

■ L'équipe de France de basket s'est qualifiée pour les huitièmes de finale du championnat du monde masculin en battant le Venezuela (81-61), hier à Sendai (Japon), lors de la 5^e et dernière journée de la phase préliminaire. Deuxième de son groupe A, elle rencontrera dimanche l'Angola (à 10 heures sur Canal +) pour une place en quarts de finale. Le Liban est, lui, éliminé après sa défaite face au Nigeria (72-95). Les autres 8^e de finale: Argentine-Nouvelle-Zélande, Turquie-Slovénie, Espagne-Serbie-Monténégro, Lituanie-Italie, Grèce-Chine, États-Unis-Australie et Allemagne-Nigeria.

À LIRE
DEMAINSPORTS D'ÉTÉ
Le canyoning

Ces Français qui deviennent musulmans

● Le phénomène toucherait 3 600 personnes par an en France ● À côté d'une séduction intellectuelle et spirituelle, c'est dans les banlieues que ces conversions sont les plus fréquentes ● Il n'est pas rare de voir des convertis, souvent nourris par un milieu radical, se tourner finalement vers un islam modéré

REPÈRES

DES SPORTIFS CONVERTIS À L'ISLAM

■ Franck Ribéry.

À 23 ans, le footballeur professionnel de l'Olympique de Marseille est membre de l'équipe de France. Il a grandi à Boulogne-sur-Mer, où certains de ses copains étaient musulmans. Issu d'une famille modeste et marié avec Wahiba, d'origine algérienne. Il s'est converti durant son adolescence et prie sur les terrains avant les matchs. « Cette religion, c'est moi qui l'ai choisie. C'est aussi elle qui me donne de la force », a-t-il expliqué au mois de juin dans *Paris Match*.

■ Nicolas Anelka.

À 27 ans, le footballeur joue actuellement à Fenerbahçe, en Turquie. Il a grandi à Trappes, en région parisienne. Ses parents sont venus de Martinique et travaillaient pour l'éducation nationale. Il se serait converti vers 16 ans, alors qu'il était stagiaire au PSG. Il ne parle pas ou peu de religion dans ses interviews, sauf dans un entretien dans *L'Équipe magazine*, en avril 2005 : « Je vis ma religion sereinement, sans prosélytisme. »

■ Philippe Troussier.

L'ex-footballeur professionnel de 51 ans a entraîné notamment le Nigeria et l'Olympique de Marseille. Il vit au Maroc depuis une dizaine d'années, et s'est converti au printemps, avec sa femme. Il a expliqué dans *L'Équipe magazine* du 8 avril 2006 que sa conversion correspondait à un « long cheminement ». Par ailleurs, d'après lui, sa conversion va lui permettre de faire des trois petites filles qu'il a adoptées au Maroc ses héritières, tout en les élevant dans leur culture.

■ Tariq Abdul-Wahad (ex-Olivier Saint-Jean).

Le basketteur de 31 ans est le premier Français à avoir joué en NBA, en 1997. Il est né à Maisons-Alfort, en banlieue parisienne, de parents venus de Guyane. Il s'est converti en 1997, aux États-Unis, où il jouait pour l'université de San Jose et où il a rencontré un musulman dont la force de caractère et la générosité l'ont poussé à vouloir en savoir plus. Il affiche sa religion (il y a d'ailleurs toute une rubrique sur l'islam sur son site Internet personnel). Il est marié avec une Française d'origine marocaine, Khadija, qui porte le foulard. Ils ont trois enfants.

La Grande Mosquée de Lyon. Ils seraient une dizaine par jour à se convertir à l'islam en France, en prononçant la *chahada*, la profession de foi islamique.

Jean Gouraud a embrassé l'islam il y a huit ans. Il avait 18 ans. « J'étais de culture catholique, mais j'avais arrêté de pratiquer », raconte ce jeune homme de la région parisienne, âgé aujourd'hui de 26 ans. Arrêt de la pratique catholique, mais poursuite de la quête spirituelle. Ailleurs. Et d'abord avec « beaucoup d'amis musulmans que je fréquentais », explique-t-il. Une première approche de l'islam, prolongée et nourrie par des lectures et de rencontres avec des musulmans... convertis de la première génération, il y a une vingtaine d'années. Notamment ceux qui ont fondé l'Institut des hautes études islamiques d'Embrun, lié à la Mosquée de Lyon. « C'est avec eux que j'ai pu avancer », explique-t-il. Et embrasser définitivement l'islam, en prononçant la *chahada*, la profession de foi islamique tirée du Coran : « J'atteste qu'il n'y a pas d'autre divinité que Dieu et que Mohammed est Son Envoyé. » Unique rituel – à faire devant deux témoins – nécessaire pour devenir musulman.

Comme Jean il y a huit ans, prénommé désormais Abd Al Wadoud, ils seraient aujourd'hui une dizaine par jour à se convertir à l'islam en France, « selon les remontées que nous font les responsables associatifs musulmans », signale Didier Leschi, chef du bureau des cultes au ministère de l'intérieur. Soit 3 600 convertis par an environ. Combien sont-ils aujourd'hui en estimation cumulée ? Difficile à dire, mais des chiffres circulent. Évaluation basse : 30 000. Haute : 70 000. « Il y a toujours eu des conversions à l'islam, rappelle Didier Leschi. Ce qui change aujourd'hui, c'est le type de mouvements vers lequel les jeunes convertis se dirigent. »

Il y a vingt ans, en effet, la grosse majorité des convertis français issus de la culture judéo-chrétienne passaient par le soufisme, au terme d'une quête spirituelle dans le sillage

notamment d'un René Guénon, qui a joué un rôle spirituel très important dans les conversions à l'islam après-guerre. Aujourd'hui, les convertis découvrent de plus en plus l'islam dans le cadre d'une proximité vécue avec celui des banlieues. Et, contrairement à Jean « Abd Al Wadoud » Gouraud, plutôt dans la lignée des convertis de la première génération, un nombre croissant optent pour un islam radical, notamment via le salafisme, précise Didier Leschi. Échappant aux mosquées et aux grandes organisations islamiques françaises, quelles qu'elles soient. « Jeunes en rupture familiale, en conflit générationnel avec leurs parents, ils n'ont pas la valeur "familialiste" que les grandes organisations prônent, et n'ont pas la même rigueur dans la pratique », souligne encore le responsable du bureau des cultes.

« Un tiers sont des convertis mystiques à l'issue d'une quête spirituelle, un tiers le sont par proximité avec des musulmans. »

La conversion de proximité : un phénomène déjà décrit par la sociologue Fatiha Ajbli, membre de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), auteur d'un mémoire de DEA sur la conversion dans le Nord, département où certains jeunes non musulmans côtoient l'islam au quotidien à l'école. Un phénomène que constate aussi Éric « Younès » Geoffroy, islamologue à l'université Marc-Bloch de Strasbourg. Lui s'est converti en 1984 via le soufisme, après une quête spirituelle « de longue haleine » le faisant passer par le catholicisme – sa religion d'origine –, la pratique zen, le bouddhisme, le christianisme orthodoxe, puis l'islam.

« Jusqu'à il y a une quinzaine d'années, la plupart des conversions étaient comparables à la mienne et passaient par un intérêt spirituel, explique l'universitaire alsacien. Ce qui est nouveau, ce sont les conversions de proximité, dans les cités, où des jeunes Européens, pas toujours "français" d'origine, côtoient des musulmans. Ce sont des conversions plus simples que la mienne. Et là-dedans, il y a des conversions salafistes, ou même djihadistes. Ce dernier phénomène est incontestable, mais marginal. »

Un phénomène perçu notamment lors des récentes tentatives d'attentats en Grande-Bretagne, et qui avait attiré l'attention des Renseignements généraux (RG) français en juin 2005. Un rapport remis alors au ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy par les RG présentait les conclusions d'une étude menée sur 1 610 convertis, repérés par la police comme étant prosélytes, impliqués dans des faits de délinquance – certains passant par la prison – ou ayant des relations avec des radicaux. Dans 37 % des cas étudiés, l'environnement social et les fréquentations étaient à l'origine de l'apprentissage de l'islam.

Loïc Le Pape, doctorant à l'École des hautes études en sciences sociales de Marseille, a étudié certains cas de conversions à l'islam, sur les secteurs de Strasbourg et Marseille. Il distingue pour sa part quatre types de convertis aujourd'hui : « Un tiers sont des convertis mystiques à l'issue d'une quête spirituelle, un tiers le sont par proximité avec des musulmans, notamment dans les banlieues, et un autre tiers sont des convertis par le mariage avec un conjoint musulman », constate-t-il. Car même si un musulman peut se marier avec une adepte d'une autre religion monothéiste, une musulmane doit épouser un coreligionnaire. ●●●

(Lire la suite page 4.)

PIERRE SCHMIDT

«Certains de ces conversions existent pour faire plaisir à la belle-famille, ou au conjoint», précise Kamel Kabtane, recteur de la Grande Mosquée de Lyon. Et ne débouchent pas forcément sur une conversion réelle. «Il reste un quatrième type de conversion, radicale, touchant une population jeune qui en d'autres temps se serait engagée dans la bande à Baader», souligne Loïc Le Pape.

Sans forcément être synonymes de radicalité, certaines conversions sont en tout cas «plus idéologiques, contiennent un rejet de la société occidentale, comme avant on pouvait adhérer à un parti politique», souligne Bruno «Abd Al Haqq» Guiderdoni, astrophysicien, converti il y a vingt ans. «Pour certains, l'islam est devenu un moyen de marquer sa différence», souligne aussi Marc «Aberrachid» Bossa, qui a prononcé la *chahada* il y a vingt-cinq ans devant le recteur de la Grande Mosquée de Paris d'alors, Si Hamza Boubakeur.

«Les jeunes gens issus des quartiers qui se convertissent sont en recherche de repères, constate Kamel Kabtane. Ils rencontrent l'islam autour d'eux, et c'est l'islam qui vient répondre à leur questionnement sur la famille, l'autorité, etc. En venant à la mosquée, les jeunes convertis retrouvent un environnement, une démarche communautaire, et ils se sentent entourés.»

Ainsi, là où les convertis français d'il y a vingt ans voyaient leur démarche comme un prolongement et un aboutissement de leur origine judéo-chrétienne, dans une optique spirituelle et apolitique, les jeunes issus des banlieues qui se convertissent aujourd'hui à l'islam accompagnent cette démarche de convictions sociales ou politiques, en rupture avec la société actuelle. «Il y a un vide de formation», sou-

ligne Eric Geoffroy. Les organisations musulmanes françaises ont des difficultés à s'adapter à cette donne, qui n'est pas assimilable au phénomène de «re-conversion» de jeunes de culture musulmane, réel lui aussi.

Pour accompagner la démarche des nouveaux convertis, certaines mosquées ont cependant mis en place des formations qui leur sont notamment destinées. La Grande Mosquée de Paris, par exemple, propose des cours d'initiation religieuse et fait passer un test de connaissances aux candidats, avant de délivrer un certificat de conversion. Ce dernier étant demandé surtout dans le cadre d'un mariage en pays musulman, d'un pèlerinage à La Mecque, ou pour un futur enterrement. De son côté, le conseil des imams de Marseille a créé l'an dernier des sessions qui ont lieu tous les quinze jours, visant à transmettre les bases de

Un nombre croissant optent pour un islam radical, échappant aux mosquées et aux grandes organisations islamiques françaises.

l'islam, souligne l'imam Azzedine Aïnouche: «On propose aux convertis ou à ceux qui veulent se convertir de suivre trois à quatre séances de cette formation...» La suivent d'abord ceux qui veulent se marier avec un musulman, ou d'autres «qui sont en contact prolongé avec des musulmans dans les quartiers». Quelles que soient leurs raisons, ces convertis sont un «objet d'étonnement» pour Azzedine Aïnouche: «Ils ne connaissent pas grand-chose de leur religion d'origine...»

P. S.

► L'ancien leader des New African Poets, groupe phare de la scène hip-hop, pose un regard éclairé sur l'islam et sur son propre parcours

Abd Al Malik, de l'islam identitaire à la spiritualité soufie

Abd Al Malik mène depuis quelques années une brillante carrière solo. Il sort cette année un nouvel album, *Gibraltar*, et revient sur sa conversion d'adolescent rebelle en quête d'absolu et de spiritualité. «Mon histoire est particulière, puisque je suis issu d'une famille catholique, précise-t-il d'emblée. J'étais dans un collège privé et je me posais beaucoup de questions.» On lui répondait que le propre de la foi était de croire sans forcément comprendre. «Dans le meilleur des cas, on me parlait d'hypothèse! J'étais un gamin, ça ne faisait qu'augmenter ma frustration.»

C'est son frère aîné, Bilal, qui lui mit entre les mains ses premiers ouvrages sur l'islam. Abd Al Malik avait alors 13 ans. Il a grandi dans une de ces banlieues qu'on appelle «difficiles» et se souvient: «Les gens du quartier qui me parlaient de leur conception de l'islam en avaient une vision très caricaturale. Adolescent, j'étais délinquant. J'ai cru trouver dans cet islam-là une réponse à mes troubles.» «Plus c'était rigoureux, plus j'avais l'impression d'être dans le vrai, poursuit-il. Finalement, je suis entré en islam comme on devient punk ou voyou. Je me suis converti comme quelqu'un qui va faire faire sa carte au PC...»

Il suivit alors le Tabligh, un mouvement islamiste radical qui prêchait

de quartier en quartier. «Mais le manichéisme que véhiculait cette vision de l'islam est devenu rapidement un carcan pour moi.» Un des frères qui prêchait avec lui le prit un jour à part, lui expliquant que sa carrière allait nuire à son épanouissement spirituel. Il fallait donc qu'il renonce à son groupe. «C'est là que quelque chose s'est brisé, raconte-t-il. La musique, c'était ce qui nous permettait de transcender notre condition. J'ai rompu avec le mouvement.»

C'est dans le soufisme qu'Abd Al Malik finit par trouver sa voie: «J'y ai retrouvé l'essentiel de ma réflexion personnelle. La pensée soufie ne coupe pas des autres, c'est sa force. Elle m'a appris aussi que s'améliorer soi-même, c'est déjà changer le monde. Les dérives de l'islam? C'est le triste résultat d'un amalgame entre ce qui est de l'ordre de la spiritualité et ce qui est de l'ordre de la chose politique. Mais finalement, stigmatiser cette religion, c'est aussi être dans cet amalgame-là.» Abd Al Malik envisage la religion comme un vêtement que chacun choisit selon ses aspirations, ses affinités. «J'ai juste trouvé celui qui me correspondait le mieux, celui qui me permet d'accepter que la mort fait partie de la vie, celui qui m'apprend à concevoir le monde comme un livre, dans lequel il y a des signes pour se comprendre soi. Et pour comprendre les autres.»

ÉMILIE COCHAUD

PAROLES DE PRÊTRES

«Le contact par le quartier joue»

P. Jean Courtaudière

Délégué diocésain pour les relations avec l'islam dans le diocèse de Saint-Denis (93)

«Qui comptabilise ces conversions? Nous n'avons en fait aucune idée des chiffres, d'autant que certaines conversions sont forcées en raison de certains mariages mixtes qui imposent à celui qui épouse une musulmane de se convertir à l'islam. Plusieurs mosquées refusent d'ailleurs de compter ces conversions par mariage car elles ne les considèrent pas authentiques. Les échos qui nous reviennent sont ceux de parents, souvent ulcérés, qui ne comprennent pas. L'une de nos priorités pastorales est de les soutenir en leur faisant rencontrer d'autres familles vivant la même situation. Dans le 93, à côté des conversions par mariage, c'est le contact par le quartier qui joue. Je pense à un jeune d'origine antillaise, baptisé catholique mais sans aucune formation, qui m'a expliqué que sa conversion avait été nécessaire pour faire vraiment partie de la bande, sans négliger le rôle de certains aînés souvent prosélytes. Cela pose pour nos communautés trois questions: l'accueil – ces jeunes s'y sentent-ils à l'aise? La formation – quels repères ont-ils? L'expérience spirituelle forte – sommes-nous à la hauteur de ce que l'on devrait leur donner?»

«Des conversions liées à une quête de sens»

P. Gérard de Riemaeker

Délégué aux relations avec l'islam pour le diocèse de Lille

«Récemment, j'ai été confronté à un cas douloureux de conversion à l'islam. C'est un jeune âgé aujourd'hui d'une vingtaine d'années qui, adolescent, se posait comme beaucoup la question du sens de la vie. Ayant reçu une éducation chrétienne, il s'était naturellement tourné vers un prêtre qui, malheureusement, n'a pas su répondre à ses attentes. Scolarisé dans un établissement professionnel, il s'est lié de sympathie avec un autre jeune, musulman, qui progressivement l'a «tourné», pour employer un terme de l'islam, ou converti vers un certain radicalisme. J'ai eu plusieurs occasions de le croiser depuis, et je l'ai invité à contacter un imam ouvert et crédible que je fréquente. Je pense que ma suggestion est restée lettre morte. Cette histoire m'a conforté dans l'idée que je me faisais déjà de ces conversions, qui ne sont pas inscrites dans une démarche de «conversion administrative» liée à un mariage, mais véritablement à une quête de sens. Il nous faut savoir discerner les situations de détresse et demeurer disponibles aux appels qui nous sont adressés.»

RECUEILLI PAR GAUTIER MORNAS

ENTRETIEN

Le phénomène de conversion à l'islam retient davantage l'attention depuis le 11 septembre 2001

«L'entrée dans l'islam comme projet politique a pris de l'importance»

Jocelyne Cesari
Chercheur au CNRS
et au Center for Middle
Eastern Studies,
à l'université Harvard (1)

quand remonte le phénomène de conversion à l'islam dans les pays occidentaux?

Jocelyne Cesari: Il n'est pas nouveau, ni en Europe, ni aux États-Unis. Dans les années 1960 en Europe, il y avait un phénomène de conversion qui concernait notamment les cadres et les intellectuels. Il s'agissait de conversions à la «Roger Garaudy»: figure iconoclaste et controversée, mais il a longtemps incarné cet attrait pour l'islam de certains intellectuels plutôt de gauche. Aux États-Unis, ce phénomène est apparu plus tard, dans les années 1980.

Il est aujourd'hui en pleine effervescence, porté notamment par la vague New Age. Bon nombre de conversions passent par le soufisme (mystique musulmane). Toutes proportions gardées, ce phénomène est comparable à l'adhésion de Madonna à la Kabbale. C'est

un phénomène «blanc»: il touche la classe supérieure blanche des grands centres urbains: New York, Los Angeles, Chicago, Boston... En Europe, et particulièrement en France, la deuxième composante des conversions est liée à la sédentarisation des vagues migratoires des années 1970: notamment les conversions dans les banlieues de jeunes gens des classes populaires qui ne sont pas nés dans des familles musulmanes mais qui cohabitent avec des musulmans.

Cette tendance s'est accrue dans les années 1990. Aux États-Unis, la majorité des conversions des classes populaires ou défavorisées provient de la population noire. Ce phénomène est loin d'être récent puisque l'attrait pour l'islam s'affirme dans les années 1920 avec la création de Nation of Islam, le mouvement de Louis Farrakhan, considéré comme un mouvement hérétique par les musulmans sunnites ou chiites. Cet attrait s'est intensifié dans les années 1960 et 1970 grâce au charisme de figures comme Malcolm X, converti au sunnisme. Précisons qu'aujourd'hui la majo-

rité des «Blacks» convertis à l'islam sont sunnites et non pas membres du mouvement de Farrakhan.

Enfin, il y a une minorité en Europe comme aux États-Unis qui entre en l'islam comme on entre en politique. Ce qui pose la question de

«Certains jeunes qui se posent des questions de société concernant les méfaits de la mondialisation, ou l'importance de la justice sociale, vont chercher les réponses dans l'islam.»

l'offre de l'islam dans les sociétés occidentales: elle peut souvent provenir des groupes ou mouvements politisés. Pour ces convertis, qui répètent-le sont une minorité, l'islam apparaît aussi comme une idéologie de résistance. Beaucoup entrent en islam comme ils

seraient entrés dans un mouvement gauchiste dans les années 1960. – Ce genre de conversions est-il en augmentation? – C'est difficile à dire: ces conversions sont certainement plus visibles depuis le 11 septembre 2001 car on y est plus attentif. Ce qu'on peut dire en revanche, c'est que le phénomène d'entrée dans l'islam comme projet

politique a pris de l'importance. Certains jeunes qui se posent des questions de société concernant les méfaits de la mondialisation, l'importance de la justice sociale, vont chercher les réponses dans l'islam.

– Le phénomène de conversions est-il plus important aux États-Unis qu'en Europe?

– Aux États-Unis, comme en France, le recensement ne prend pas en compte l'origine religieuse donc nous ne disposons que d'estimations. Selon les plus courantes, près de la moitié des quelque six millions de musulmans américains seraient «Blacks» convertis. Il ne faut pas négliger non plus le phénomène de conversions au sein d'autres groupes ethniques comme les latinos. Le contexte religieux américain est différent de l'Europe et de la France: il y a un énorme marché du religieux marqué par une vive concurrence entre les mouvements évangéliques et les groupes musulmans, pour attirer notamment les nouveaux immigrés.

RECUEILLI PAR PIERRE SCHMIDT

(1) Auteur de *L'islam à l'épreuve de l'Occident*, La Découverte, 2004 et coordinateur de www.euro-islam.info

Commentaire

Tous contre elle

Par Dominique Gerbaud

■ Ils n'auront qu'une idée en tête. Par décence jamais prononcé mais sans cesse suggéré, le mot d'ordre circule sous le manteau sous la forme de trois lettres: T.S.S., «Tout sauf Ségolène». Les candidats socialistes déclarés ou officieux qui se retrouvent à La Rochelle ce week-end s'interrogent ouvertement sur la manière d'attaquer Ségolène Royal – car il s'agit bien de cela – sans que cela se voie et sans laisser trop de traces car elle pourrait bien, malgré tout, passer entre les flèches et être au final la candidate de ceux-là même qui la dénigrent. L'étonnant parcours de celle qui est maintenant clairement la mieux placée pour défendre les couleurs socialistes suscite une colère rentrée des dirigeants. Leur embarras n'a rien de mesquin. Il serait même injuste de n'y voir qu'une réaction de mauvais perdants dépités. Ils sont sincèrement inquiets. Peut-être parce qu'ils n'ont pas décelé chez elle la carrure d'une présidente de la République et surtout parce que c'est la première fois dans l'histoire du PS qu'un ou qu'une candidate acquiert une légitimité en contournant le parti, sans participer aux débats habituels dans les instances nationales, sans intervenir au dernier congrès.

La question n'est pas médiocre. Est-il suffisant d'être durablement en tête des sondages pour incarner un courant de pensée qui a une longue histoire et un solide ancrage dans le pays? La réponse n'est pas simple car donner la primauté à la séduction est à la fois fragile et dangereux. Fragile, parce que cela peut se retourner très vite. Dangereux, parce que cela peut conduire à l'effacement, voire à la disparition des partis politiques si les sondages devaient désigner les candidats. Les adversaires de Ségolène Royal se réveillent un peu tard. Depuis plus de dix ans, elle fait partie des trois personnalités socialistes préférées des Français, elle fut l'une des députés les mieux élus et la seule femme socialiste à avoir conquis une région. Et si elle a cette bonne cote dans l'opinion, c'est parce qu'elle séduit d'abord les électeurs de gauche. À l'inverse de Michel Rocard dans les années 1970, elle n'est pas la candidate préférée de la France de droite. Ses concurrents oublient de constater qu'elle est en train de renouveler le discours politique de gauche. Qu'elle ose dire – sur la sécurité, la famille, le travail, le respect des uns et des autres – ce que l'électorat socialiste de base voulait peut-être entendre et qu'il ne trouvait pas dans les discours de leurs dirigeants. Et c'est peut-être parce qu'elle ose faire sauter ces tabous qu'elle donne un coup de vieux aux autres candidats et qu'elle peut prendre le risque de parier sur les militants contre l'appareil.

Coup de chaud annoncé sur l'université d'été du PS

POLITIQUE

Les socialistes se retrouvent ce week-end à La Rochelle alors que le débat se tend, à trois mois du choix du candidat pour l'Élysée



Ségolène Royal, mercredi à La Rochelle. La députée des Deux-Sèvres a annulé le discours qu'elle devait prononcer devant les jeunes socialistes.

À partir d'aujourd'hui, tout ce que le Parti socialiste compte d'éléphants va faire le déplacement à La Rochelle pour les trois jours de la traditionnelle université d'été du parti. Mais cette année, l'exercice promet d'être franchement animé. Alors que le débat se tend sérieusement entre les prétendants à la candidature, l'université d'été marque le début de la dernière ligne droite avant le choix par les militants de leur représentant, le 16 novembre prochain.

Chargé d'organiser les trois jours de débat, le député de Paris Jean-Christophe Cambadélis s'avoue d'ailleurs comblé. L'enjeu aidant, «l'université 2006 affiche une affluence record avec près de 3000 inscrits et des débats avec des représentants de tous les syndicats et des partis de gauche». Mais le secrétaire national du PS ne se berce pas d'illusions: «Personne ne va parler de ça.»

Tous les regards, en effet, seront braqués vers la guerre des roses entre les présidentiables déclarés ou potentiels. Une rivalité qui se niche jusque dans les détails de l'organisation. C'est finalement dans une salle annexe, face aux militants du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), que les prétendants s'exprimeront. Ils parleront chacun leur tour, sans se confronter, durant une heure. «On voit là encore comment la direction veut empêcher tout ce qui pourrait aboutir à un débat entre les candidats et que l'on parle enfin

du fond», s'insurge un proche de Laurent Fabius.

Après quelques péripéties, il a finalement été décidé que la presse pourrait écouter et donc rapporter les discours des candidats. Une exigence de Lionel Jospin. Laurent Fabius, Dominique Strauss-Kahn, Jack Lang et même Martine Aubry (pour autant pas vraiment candidate...) viendront ainsi parler de l'échéance de 2007 devant les jeunes socialistes. François Hollande aussi, avant de conclure l'université d'été dimanche midi. Il devrait rappeler, comme il l'a fait dans *Le Monde* daté d'aujourd'hui, qu'il «décidera le moment venu d'être candidat ou pas».

Ségolène Royal, elle, ne participera pas à cet exercice devant le MJS. Pas satisfaite des modalités proposées, la députée des Deux-Sèvres a annulé sa participation. «Elle voulait juste se faire applaudir et entendre une salve de "Vive Ségo"», raille un de ses rivaux. Finalement, la plus populaire des socialistes a décidé de prononcer une allocution à l'ouverture de l'université d'été, aujourd'hui. Elle parlera en tant que présidente de la région Poitou-Charentes et non comme prétendante à l'Élysée. Une façon, encore, de marquer sa différence.

À vrai dire, même les rivaux de Ségolène Royal ne rêvent pas de voir les trois jours de La Rochelle

marquer un véritable renversement de tendance. La députée est en effet la vedette incontestée de la rentrée. Elle a reçu la semaine dernière l'appui d'Arnaud Montebourg, même si le ralliement du renovateur ne fait pas l'unanimité chez ses amis. Elle bénéficie désormais du soutien de François Rebsamen, numéro deux du PS. Surtout, elle caracole toujours en tête des sondages, laissant ses concurrents socialistes aussi distancés que désemparés.

Ses rivaux, justement, espèrent au moins profiter de l'occasion pour peaufiner leurs discours et faire entendre leurs différences. Laurent Fabius va continuer à cultiver sa ligne clairement à gauche et à décliner ses propositions concrètes. Dominique Strauss-Kahn compte relancer demain soir, devant son courant, l'offensive sur le thème «la compétence dans la rénovation». Une façon d'insinuer que certain(e)s pourraient ne pas avoir les compétences et que d'autres n'incarneraient peut-être pas assez le changement.

Parmi les candidats possibles, le plus attendu cette année sera tout de même Lionel Jospin. Ces dernières années, l'ex-premier ministre était seulement venu à La Rochelle en voisin, depuis sa villégiature de l'île de Ré. «Il suffit de passer le pont», expliquait-il. Cette fois, après avoir dit que sa candidature était «ouverte», le voilà de nouveau acteur du débat. Il sera le dernier candidat putatif à parler devant les jeunes socialistes, demain après-midi. Au PS, certains

assurent qu'il va en profiter pour se déclarer franchement candidat. La plupart parient plutôt que Lionel Jospin se contentera de suggérer ce qu'il pourrait apporter s'il était candidat mais sans franchir vraiment le Rubicon.

MATHIEU CASTAGNET

Les «sept engagements» de Laurent Fabius

- **Smic à au moins 1500 €**, compensé par des allègements de cotisations sociales pour les petites entreprises.
- **Relance de l'emploi**, soutien aux entrepreneurs et lutte contre la précarité.
- **Droit effectif au logement**: l'État se substituera au maire défaillant dans les communes ne respectant pas le minimum légal de 20 % de logements sociaux.
- **Écologie active**, avec un ministre d'État ou un vice-premier ministre chargé du développement durable.
- **Préparation solidaire de l'avenir**.
- **Extension et rénovation de la démocratie**: dès septembre 2007, référendum sur une nouvelle République parlementaire.
- **Europe**: réorientation dans la fidélité au vote des Français et relance avec une nouvelle Constitution adoptée par référendum.

PERSPECTIVES

La visite médicale à domicile va coûter un euro de plus

► LES FAITS

Le tarif de la visite médicale à domicile, qui était déjà passé de 20 à 30 € en 2003, va être augmenté de 1 € pour atteindre 31 € pour les généralistes au 15 octobre. C'est ce qu'ont décidé hier l'Union des caisses d'assurance-maladie (Uncam) et les syndicats de médecins libéraux signataires de la convention médicale (CSMF, SML et Alliance). Alors que 42 millions de visites à domicile ont été remboursées par la Sécurité sociale en 2005 à hauteur de 70 % (sauf couverture maladie universelle ou affections de longue durée, où le financement est de 100 %), le surcoût de cette mesure peut être estimé à 36 millions d'euros par an pour la branche maladie. «Un protocole d'accord prévoit qu'en contrepartie, 10 % d'économies doivent être réalisées sur le nombre de visites à domicile», expliquait-on hier en cours de réunion du côté du Syndicat des médecins libéraux (SML). Lors des précédentes revalorisations, le surcoût restant à la charge du patient avait été couvert par les complémentaires santé, du moins pour les personnes bénéficiant d'une mutuelle.

► L'ANALYSE

Au 1^{er} août, la consultation chez le généraliste a elle aussi augmenté de 1 €, passant de 20 à 21 €, pour récompenser en quelque sorte les médecins d'avoir permis d'économiser 722 millions d'euros en 2005 (contre un objectif initial de 998 millions). Au 31 mars dernier, c'est la consultation de certains spécialistes qui est passée de 27 à 28 €. À elles seules, ces mesures, accompagnées chacune de nouvelles promesses d'économies, devraient occasionner plus de 300 millions d'euros de surcoût en année pleine pour la Sécurité sociale. Voilà qui rend encore plus délicate la présentation du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), attendue pour fin septembre : alors que 2007 devait être l'année du retour à l'équilibre, on en est loin puisqu'en 2006 le déficit devrait atteindre 6,3 milliards d'euros.

► L'AVENIR

Un autre dossier, non tranché hier, devra être résolu d'ici là : celui des chirurgiens, anesthésistes et obstétriciens des cliniques privées. Après avoir obtenu que le gouvernement impose par décret à l'assurance-maladie qu'elle prenne en charge une partie de leurs primes d'assurance (à hauteur de 20 millions d'euros), ils demandent que leurs honoraires soient revalorisés de 25 %, comme promis dans un accord signé en 2004. Et se heurtent toujours au refus de l'Uncam, qui estime que ces revalorisations ont déjà eu lieu. Un rapport, confié à l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) devrait trancher le différend d'ici à la mi-septembre.

NATHALIE BIRCHEM

ENVIRONNEMENT Le «Rainbow Warrior» a quitté hier le port de Marseille

Fin de conflit entre Greenpeace et les thoniers marseillais

MARSEILLE

De notre correspondante

Vers 10 heures hier, le *Rainbow Warrior* a quitté le port de Marseille, sous l'escorte de l'*Abeille Flandres*, navire de la marine nationale. Il a pris peu avant 14 heures la route de Carthagène (Espagne), dernière étape de sa tournée estivale en Méditerranée destinée à alerter l'opinion publique contre les dangers de la surpêche de thon rouge. En conséquence, les pêcheurs ont levé le blocage du port marseillais entamé mercredi matin à 6 heures par 22 thoniers venus de Marseille, Sète (Hérault) et Port-Vendres (Pyrénées-orientales), pour protester contre les accusations de surpêche de thon rouge. Le trafic des 11 navires, bloqués à quai ou au large du port de Marseille, a repris dans la matinée.

Non sans un dernier coup de chauffe. «Hier matin vers 7 heures, une dizaine de thoniers ont amarré le *Rainbow Warrior*, à bord duquel certains pêcheurs sont montés. Ils étaient très agressifs mais il n'y a pas eu de violences», a indiqué Pierre Ramel, directeur des actions de Greenpeace, «déçu» par cette «démonstration de force inutile». «Mercredi, nous avions affiché notre volonté d'apaisement en annonçant notre départ le lendemain. Il est dommage que les pêcheurs ne l'aient pas entendue.» Yannick Jadot, directeur des campagnes de Greenpeace France, déplore que les deux navettes de gendarmerie ne soient pas intervenues : «Nous sommes considérés comme coupables alors que c'est nous qui sommes agressés.»

Mercredi, le bras de fer entamé depuis quatre jours entre le *Rainbow Warrior* et les thoniers a atteint son point d'orgue. Dès le matin, 32 thoniers ont encerclé le navire de Greenpeace, contraint de jeter l'ancre à deux kilomètres du port de Marseille. Dans l'après-midi, la préfecture maritime avait ordonné



PATRICK VALASSERIS/APF

Le *Rainbow Warrior* encerclé par des thoniers, hier matin. Le navire a pris vers 14 heures la route de Carthagène.

au *Rainbow Warrior* de quitter dès 15 heures la rade en raison de «troubles croissants à l'ordre public», alors que le bateau était autorisé à y effectuer une escale technique au large du port. Lundi, la municipalité de Marseille avait annulé pour «des raisons de sécurité» l'autorisation d'accoster accordée à l'association fin juillet.

Pour Mourad Kahoul, président du syndicat des thoniers en Méditerranée, par ailleurs conseiller municipal UMP à la mairie de Marseille, cette opération avait au contraire des fins pacifiques : «À travers le blocage, nous avons voulu faire pression sur l'État pour qu'il réagisse. Si le *Rainbow Warrior* avait accosté, ça aurait chauffé avec les pêcheurs», plaide-t-il. Appuyé par l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), Greenpeace estime, de son côté, que les prises

de thon rouge se situent autour de 53 000 tonnes par an, alors que les quotas fixés en 1998 sont de 32 000 tonnes par an.

«En Méditerranée, de 40 % à 60 % des prises sont hors quotas. Ces dépassements, ainsi que la pêche illégale dans les zones

«Nous sommes considérés comme coupables, alors que c'est nous qui sommes agressés.»

de reproduction, menacent l'espèce de disparition», affirme Stephan Beaucher, responsable de la campagne océan de Greenpeace. «Faux!», rétorque Mourad Kahoul, pour qui «le thon rouge n'est pas menacé»: «Les intégristes écologistes de Greenpeace sont venus salir notre métier. Si surpêche il y a, elle résulte de bateaux asiatiques qui ne subissent aucun contrôle», s'emporte-t-il. Greenpeace a appelé mercredi soir

Dominique Bussereau, ministre de la pêche, à «engager une grande concertation sur la question entre professionnels, associations et scientifiques». «Nous sommes ouverts au dialogue», a répondu Mourad Kahoul. À la sortie du conseil des ministres, Dominique Bussereau n'a pas manqué d'apporter son soutien aux pêcheurs français, en soulignant «qu'il y a eu de la part de Greenpeace, comme souvent, une attitude assez provocante».

La mésaventure marseillaise de Greenpeace n'a pas eu que des inconvénients pour l'association. «Déçu par la tournure des choses», Stephan Beaucher n'est pas moins «comblé médiatiquement»: «En bloquant le port, les thoniers ont propulsé au premier plan le débat sur la survie des thons rouges. C'était notre but. Que demander de plus?»

CORINNE BOYER

SCIENCES Catherine Cesarsky est devenue hier la présidente de l'organisation

Une Française nommée à la tête de l'Union astronomique internationale

L'astrophysicienne française Catherine Cesarsky, à 63 ans, est devenue hier la présidente de l'Union astronomique internationale (UAI). C'est la première fois qu'une femme dirige cette institution, fondée en 1919. Cette prise de fonction, annoncée à l'occasion de la 26^e assemblée générale de l'UAI, réunie à Prague, n'est cependant pas une surprise, car l'astrophysicienne avait déjà assuré les postes de vice-présidente (de 1997 à 2003) puis de «présidente élue» de l'UAI. «Cette pratique est courante dans les grandes organisations scientifiques, pour faciliter les transitions d'une présidence à l'autre», explique Pierre Léna, chercheur à l'Observatoire de Paris. Pour cet astrophysicien renommé, «il y a une part de générosité certaine à accepter cette fonction, qui implique une charge de travail conséquente». L'UAI coordonne en effet les

travaux de près de 10 000 astronomes du monde entier.

Née à Ambazac (Haute-Vienne), Catherine Cesarsky a grandi en Argentine. Après un doctorat à l'université de Harvard et des études post-doctorales au California Institute of Technology, elle rejoint le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) en 1974. «Elle a d'abord travaillé sur les rayons cosmiques puis sur les infrarouges à partir des années 1980», raconte Pierre Léna, qui l'a côtoyée à cette époque. Le scientifique rappelle l'intérêt de ses études sur le rayonnement infrarouge, «qui permet d'étudier des astres froids, lesquels sinon ne seraient pas visibles».

Depuis septembre 1999, Catherine Cesarsky est aussi directrice générale de l'Organisation européenne pour la recherche astronomique dans l'hémisphère sud (ESO), qui

gère les télescopes de la Silla et du Paranal (Chili). Pendant son mandat (qu'elle a prévu d'abandonner en août prochain), l'astrophysicienne française a notamment piloté la montée en puissance du VLT (Very large telescope).

L'ESO avait été fondée en 1962 pour mutualiser les ressources des pays européens, dont les observatoires ne pouvaient plus rivaliser au

niveau international. Aujourd'hui, les astronomes européens ont largement refait leur retard, s'est félicitée Catherine Cesarsky. «Dans les publications scientifiques les plus importantes, où les observations réalisées avec Hubble [le télescope spatial américain] dominaient il y a quelques années, nous rivalisons désormais.»

CÉCILIA PANDOLFI

Pluton n'est plus une planète

■ Les experts de l'Union astronomique internationale (UAI) ont adopté hier de nouveaux critères de définition qui déclassent Pluton, neuvième planète du système solaire depuis sa découverte en 1930. En raison de sa petite taille (plus petite que la Lune) et du caractère excentrique de son orbite, Pluton perd donc son statut, et notre système solaire ne compte plus que huit planètes. C'est la première fois que les scientifiques s'accordent sur une définition de ce qu'est – ou n'est pas – une planète.

EXCLUSION Les élus et les ex-squatteurs sont coincés entre le problème de l'accès au logement social et celui des sans-papiers

Le dossier du squat de Cachan devient politique

Le dossier des expulsés de Cachan est dans l'impasse. Et pourrait prendre une tournure politique. «Plus que la question du logement, c'est le débat sur les sans-papiers qui pèse sur le règlement de la situation», analyse le maire PS de Cachan, Jean-Yves Le Bouillonnet. Les irréguliers délogés du squat considèrent que l'État ne leur apporte pas suffisamment de garanties par rapport à l'examen de leur situation. Depuis l'évacuation, jeudi dernier, de ce grand squat du Val-de-Marne, et l'hébergement temporaire des personnes expulsées dans un gymnase de la ville, les élus et la préfecture se renvoient la balle. Après d'âpres négociations avec le maire, mardi soir, les quelque 160 personnes entassées dans ce local inadapté ont fait savoir qu'elles refusaient les solutions d'hébergement proposées par la préfecture du Val-de-Marne.

Le protocole d'accord établissait deux propositions d'hébergement: un hôtel à Grigny (Essonne) pouvant accueillir 150 personnes jusqu'au 17 septembre et trois hôtels de l'Essonne et de Seine-et-Marne (Vigneux-sur-Seine, Monthéry et Brie-Comte-Robert) prévus pour environ 180 personnes, sans date butoir. Un budget de 300 000 € avait été débloqué par l'État. Quant au conseil général, il s'était engagé à porter des repas aux familles qui se plaignaient de ne pouvoir cuisiner à l'hôtel.

Jeudi, les négociations étaient donc au point mort, le préfet ayant fait savoir qu'il s'agissait de «l'ultime proposition de relogement que l'État pouvait faire au maire de Cachan». «Je ne comprends pas pourquoi des personnes en situation régulière refusent des propositions d'hébergement d'urgence, en attendant que soient trouvées des solutions pérennes, s'étonne le préfet du Val-de-Marne, Bernard Tomasini. Il est vrai que cela peut prendre un certain temps car il n'y a pas de priorité pour les squatteurs. Soixante propositions de relogement en HLM dans le Val-de-Marne ont déjà été faites aux personnes placées à l'hôtel après l'évacuation du squat, soit une soixantaine sur 214.» Mais les ex-squatteurs réfugiés dans le gymnase refusent de se séparer, demandant à être hébergés provisoirement sur «un même site» du Val-de-Bievre, c'est-à-dire Cachan et les villes environnantes. Tout en réitérant leur exigence d'une régularisation globale des personnes sans papiers, qui constitueraient une partie des 160 occupants du gymnase. Inacceptable pour la préfecture, qui propose un traitement des dossiers «au cas par cas». «Certains pourraient être régularisés», souligne le préfet, qui s'est saisi du dossier en janvier 2006, mais personne ne parvient à s'accorder sur la proportion de sans-papiers parmi les occupants. «Certains parlent de 70 %, d'autres disent que c'est l'inverse!», indique Christian Flavier,

président communiste du conseil général du Val-de-Marne.

Et le problème n'est pas neuf. Après qu'en 2001, le bâtiment F de la cité universitaire a été vidé de ses occupants pour être voué à la destruction, des familles et des célibataires venus pour la plupart d'Afrique de l'Ouest s'étaient progressivement installés, posant la délicate question du devenir de squatteurs sans titre de séjour. Et par conséquent non relogeables. Car le mal-logement et la question des sans-papiers sont deux pierres d'achoppement qui font aujourd'hui de ce dossier un vrai casse-tête. Mercredi soir, le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, revenant sur ce brûlant dossier, adressait un message de fermeté, en rappelant que s'il est de son «devoir de tout mettre en œuvre pour que des solutions de logement soient proposées aux personnes en

«Certains pourraient être régularisés mais d'autres pas. Ceux-là ont vocation à quitter le territoire.»

situation régulière», les irréguliers avaient «vocation à regagner leurs pays d'origine».

Certains, comme l'association Droit au logement (DAL), craignent une nouvelle épreuve de force dans les prochains jours. «On s'inquiète d'une évacuation», indique Jean-Baptiste Eyraud, président du DAL. La dureté de l'État est exceptionnelle. La situation prend une tournure nationale car il s'agit d'un très gros squat. Et elle pourrait devenir gouvernementale et concerner Jean-Louis Borloo car elle touche au logement. La charge, lors de l'évacuation du squat la semaine dernière, avait fait plusieurs blessés; certains expulsés envisageaient hier de porter plainte. Mais pour qu'interviennent de nouveau les forces de police aujourd'hui, il faudrait qu'une décision de justice soit initiée par le propriétaire des locaux occupés, à savoir le maire.

Pour le préfet, deux scénarios se profilent: «Soit le maire accepte la présence de ces personnes dans son gymnase, soit il leur demande de partir. S'ils refusent, la municipalité sera libre de déposer une requête au tribunal en vue d'une expulsion.» Ce qui semble improbable. Le président du conseil général estime, quant à lui, que le dialogue doit reprendre. «Les services de l'État qui ont décidé de l'évacuation doivent négocier directement avec les intéressés, sans passer par des médiateurs ou des élus», commente Christian Flavier. Les familles ont considéré qu'elles n'avaient pas assez de garanties et même si nous estimons que la dernière proposition d'hébergement était une perche à saisir, le préfet doit entendre leurs raisons.»

CYRIELLE BLAIRE

Sur www.la-croix.com
Retrouvez notre dossier sur l'immigration.

LOGEMENT Un an après l'incendie de l'immeuble du boulevard Vincent-Auriol, les autorités font le point sur les mesures prises

A Paris, la lutte contre l'habitat insalubre s'amplifie

Après les flammes et les larmes, l'heure est au recueillement, un an jour pour jour après l'incendie de l'immeuble du boulevard Vincent-Auriol, qui avait fait 17 morts, dont 14 enfants. Le maire de Paris, Bertrand Delanoë, et le préfet de région, Bertrand Landrieux, accompagnés des représentants de la communauté africaine, déposent aujourd'hui une plaque en mémoire des victimes, sur le lieu du sinistre. Demain, une marche silencieuse, organisée par l'association des familles des victimes, partira à 14 heures de la mairie du XIII^e. L'heure est aussi au bilan. Car, à l'époque du drame, la polémique avait été, une fois de plus, relancée autour des conditions de vétusté de certains bâtiments de la capitale. Et ce d'autant que le sinistre faisait suite à un premier incendie à l'hôtel Opéra en avril (24 morts), et précédait, de quelques jours seulement, un autre drame rue du Roi-Doré (8 morts). «Un an plus tard, il est de notre devoir de rendre des comptes et de présenter clairement les actes que nous avons posés», affirmait mercredi le maire de Paris.

L'action des pouvoirs publics locaux s'est prioritairement portée sur les rescapés du drame. La totalité des familles du boulevard Vincent-Auriol, soit 42 adultes et 80 enfants, ont été relogées définitivement, et ce, dès le 1^{er} septembre. Une mobilisation que salue Sega Doukouré, président de la Coordination so-

lidarité logement, interface entre les familles et les pouvoirs publics: «Les foyers sinistrés ont été très vite relogés en HLM, conformément à leurs souhaits. Ils sont aussi suivis par des travailleurs sociaux en matière d'emploi et d'endettement.»

Depuis un an, les mesures prises par les autorités se sont multipliées pour résorber l'habitat insalubre. Un groupe de travail tripartite, réunissant la mairie de Paris, la préfecture de Paris et la préfecture de police, a été mis en place. «Un état des lieux commun a été dressé à la fin de l'été 2005. Il a alors été décidé de reloger près de 1000 foyers en 2006 et autant en 2007; 500 l'ont déjà été», explique-t-on dans l'en-

«Une politique d'éradication du logement insalubre nécessite de vrais efforts en matière d'offre de logements aux loyers très modérés.»

tourage de Bertrand Delanoë. Du côté de la préfecture de Paris, on annonce le relogement de la moitié des 652 familles devant être orientées vers des logements sociaux par ses soins. Le nombre de bâtiments insalubres, estimé en 2002 à 1107 dans la capitale, diminue progressivement. «À ce jour, 250 immeubles sont sortis du dispositif et 280 sont en cours de travaux», précise la préfecture. Quant aux hôtels à vocation sociale, dont 148 font l'objet d'une mesure de police, de nouvelles subventions pourront leur être allouées à l'avenir. Ils sont désormais susceptibles de bénéficier des aides de l'Agence

nationale pour l'amélioration de l'habitat (Anah). L'Observatoire des hôtels meublés, qui sera inauguré le 1^{er} septembre par la Ville de Paris, leur apportera aussi une aide financière. Au final, en 2006, la municipalité aura consacré 42 millions d'euros à la lutte contre l'habitat indigne.

«Les efforts consentis par les pouvoirs publics sont incontestables. Mais une politique d'éradication du logement insalubre ne peut aller de pair qu'avec de vrais efforts en matière d'offre de logements dits "très sociaux", c'est-à-dire aux loyers très modérés. Malheureusement, les manques en la matière sont encore patents», regrette Joaquim Soares, directeur de l'Espace solidarité-habitat. Il faut, par ailleurs, favoriser une meilleure répartition spatiale des logements sociaux créés. Paris fait beaucoup plus que certaines communes alentour. Une situation paradoxale quand on sait que c'est dans la capitale que les terrains sont les plus rares et les plus chers.»

Dans les immeubles en attente de rénovation, la solidarité s'organise. Parfois même à l'initiative des rescapés du boulevard Vincent-Auriol. L'un d'eux, Wahabou Jammeh, propose gratuitement des extincteurs et des détecteurs de fumée pour les habitants de logements insalubres par le biais de son association, Malaïkas. «Ces derniers mois, j'en ai distribué plus de 200», précise le jeune homme. Je sais que les pouvoirs publics sont mobilisés mais les choses prennent du temps.»

MARIE BOËTON

La vie de sans papiers en France

La fille aînée des Kunsendi, Lynda, s'est présentée en préfecture avec ses deux parrains mardi dernier pour un entretien

«Je ne pensais pas que cela se passait comme ça»

La veille du rendez-vous en préfecture, une répétition a lieu chez les Kunsendi. Jeannine Lecomte, la marraine de Lynda, la met en situation d'entretien. Une manière d'évacuer le stress. Mais Lynda, à quelques heures de son entretien, apparaît sereine. «C'était presque plus pour ses parents que pour elle», raconte la marraine. Sa mère, qui était dans la cuisine en train de préparer des beignets, répondait systématiquement à la place de Lynda.

Dès six heures du matin, mardi, le jour du rendez-vous, sa mère Maria la tire du lit. Le rendez-vous n'est fixé qu'à 11 heures. «Leur mère est très angoissée, elle est dans tous ses états», explique Jeannine Lecomte. Peu avant l'heure indiquée, Lynda se présente accompagnée de ses deux parrains, Jeannine et André, au bureau de réception des Africains et Maghrébins de la préfecture de Paris sur l'île de la Cité. La jeune fille de 18 ans est coiffée et apprêtée, ses cheveux tressés relevés sur sa tête, légèrement maquillée. Elle mar-

che très droite jusqu'au guichet de l'accueil. L'employé vérifie sa convocation et son identité avant de l'inviter à s'asseoir.

Une quinzaine de personnes sont déjà dans la petite salle, attendant qu'on les appelle aux guichets. Certains visages sont tendus, tirés par l'incertitude, quand d'autres semblent prendre leur mal en patience. «J'ai la même impression que si j'allais passer un examen», glisse Jeannine Lecomte. Les minutes s'étirent en

La jeune fille de 18 ans est coiffée et apprêtée, ses cheveux tressés relevés sur sa tête.

heures, la salle ne semble pas désemplir. L'employée de l'accueil explique que leurs «chefs ont convoqué les gens sur sept guichets, mais il n'y en a que trois qui fonctionnent».

Une surcharge de travail que les fonctionnaires essaient de compenser. Peu avant 13 heures, Lynda est rappelée au guichet de l'accueil. On lui demande ses documents. «Pour gagner du temps», commente l'employée. Celle-ci tique sur son passeport: le prénom est

inscrit avant le nom, comme sur les passeports portugais. «Depuis le début, toute la famille a des problèmes à cause de cela», note Jeannine. Des documents lui sont demandés, assortis d'une série de questions. «Vos parents sont sans papiers? Ils ont demandé la régularisation? À quel âge êtes-vous entrée en France? Cette année, vous êtes inscrite en quoi?»

Lynda fait passer une lettre écrite par son proviseur. «Si le dossier est accepté, ce ne sera pas grâce à cela, mais parce que vous remplissez les conditions», assure l'employée de la préfecture en prenant le courrier. En dix minutes, tout est terminé. «Je vais transmettre votre dossier à ma chef de service qui va faire un examen de situation.» Lynda retourne à son siège. «Je ne pensais pas que cela se passait comme ça», dit-elle, visiblement soulagée. On la rappelle une demi-heure plus tard. «On lui a dit que sa régularisation dépendrait de celle de ses parents.» Un nouveau rendez-vous lui est donné le 3 octobre. Dossier à suivre.

CYRIELLE BLAIRE

EDUCATION Le premier ministre a réaffirmé hier que l'éducation était une priorité majeure du gouvernement

Le gouvernement fixe à 300 € l'aide aux étudiants boursiers

Le premier ministre vient de donner un coup de pouce en direction du monde étudiant qui l'avait tant malmené durant la crise du CPE. En début de semaine, le gouvernement avait laissé entendre qu'une allocation en faveur des étudiants s'élèverait à 200 €. Cette nouvelle prestation serait versée au mois de novembre à tous les étudiants boursiers qui s'installent en dehors de chez leurs parents. L'Unef avait jugé l'effort insuffisant et réclamé une telle aide pour l'ensemble des 500 000 étudiants boursiers. Sans aller jusque-là, le chef du gouvernement a tout de même fait un geste en affirmant que l'allocation pour l'installation étudiante (Aline) s'élèverait finalement à 300 €.

Dominique de Villepin a fait hier sa première apparition publique devant l'ensemble des recteurs d'académie dans le cadre de la préparation de la rentrée scolaire, à l'École normale supérieure à Paris. Un geste plus que symbolique pour réaffirmer que l'éducation est «une priorité majeure du gouvernement». Sur le fond, à l'exception des 300 € pour la rentrée étudiante, le premier ministre n'a fait aucune annonce nouvelle. Mais un discours engagé pour rappeler combien cette rentrée scolaire devait être

l'occasion de renouer la confiance avec la jeunesse, en particulier celle issue de la banlieue.

Dominique de Villepin a passé en revue toutes les nouveautés de la rentrée, à commencer par la réforme de l'éducation prioritaire. Rappelant qu'il était «favorable au maintien des ZEP» – alors que le président de l'UMP Nicolas Sarkozy s'est prononcé pour leur suppression – Dominique de Villepin a précisé les décisions du gouvernement de concentrer les moyens sur les collèges les plus en difficulté (les 400 collèges ambition-réussite) et la création des «équipes de réussites éducatives» mises en place par le ministre de l'emploi et de la cohésion sociale Jean-Louis Borloo.

Villepin a passé en revue toutes les nouveautés de la rentrée, à commencer par la réforme de l'éducation prioritaire.

Il a également rappelé la lutte contre l'échec scolaire avec l'entrée en vigueur du «socle commun» et des programmes personnalisés de réussite éducative. Ou encore la mise en place d'un service public d'orientation et d'insertion professionnelle confiée à l'ancien président de l'université Paris VIII, Pierre Lunel.

D'importants dossiers vont être à l'ordre du jour cette année. En particulier la réforme des Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) qui doit être engagée dès cet automne. Dominique de Villepin a aussi évoqué le dossier extrêmement complexe et sensible de l'autonomie et du financement des universités. Il est peu probable qu'en année électorale une telle réforme soit engagée. Le premier ministre s'est bien appliqué à calmer les esprits: «Nous devons moderniser nos universités. Mais nous devons le faire dans le respect des principes qui sont au cœur de notre identité: l'égalité et l'accès de tous aux études.»

Même ton d'apaisement en direction du monde enseignant. Avant l'été, les arbitrages budgétaires avaient laissé entrevoir la suppression de plusieurs milliers de postes dans le secondaire pour le budget 2007. Hier, le ministre a pris «l'engagement que toutes les décisions seront prises dans le respect des intérêts du service public». Et plus prosaïquement: «Si l'évolution démographique nous permet de réduire les effectifs dans un établissement, nous le ferons. Si en revanche il y a des besoins, s'il manque de professeurs (...) nous mettrons les moyens nécessaires.»

BERNARD GORCE

Sur www.la-croix.com
Retrouvez l'intégralité du discours

L'université française à la traîne

■ Mauvais point pour l'université française ! Elle se retrouve en place médiocre dans le classement annuel de Shanghai qui établit un palmarès des meilleures universités dans le monde. Ainsi, Paris VI (Pierre-et-Marie-Curie) se retrouve la première faculté française mais pointe à la 45^e place de ce classement (septième européenne). «Ce classement montre clairement que la dispersion actuelle des établissements d'enseignement supérieur français nuit considérablement à leur visibilité», a réagi Jean-Charles Pomerol, président de Paris VI. Derrière Paris VI, arrivent l'université Paris Sud (64^e place) et l'École normale supérieure de Paris (99^e).

EN BREF

► **SANTÉ. Un patient meurt après une opération bénigne.** Un jeune homme de 18 ans est décédé mardi des suites d'une intervention chirurgicale considérée comme bénigne dans une polyclinique de Reims (Marne). Le patient devait se faire enlever une varice sur les testicules. Selon l'un membre de la famille de la victime, qui dénonce une erreur médicale, le chirurgien aurait reconnu avoir percé par erreur l'aorte de part en part.

► **DROGUE. Saisie de cocaïne à la douane du Perthus.** Les douaniers du Perthus (Pyrénées-Orientales) ont effectué le 16 août leur plus grosse saisie de cocaïne de l'année avec 18,2 kilos trouvés lors d'un contrôle de routine sur un semi-remorque, a-t-on appris hier. C'est un chien qui a réagi à ce chargement dont la valeur est estimée à 728 000 € sur le marché clandestin. Le camion, immatriculé en Autriche, revenait d'Espagne avec deux chauffeurs à bord.

► **COMMERCE EXTÉRIEUR. Philippe Favre succède à Clara Gaymard à la tête de l'AFII.** Actuel directeur de cabinet de Christine Lagarde, ministre déléguée au commerce extérieur, Philippe Favre, 45 ans, succédera à Clara Gaymard à la tête de l'Agence française des investissements internationaux (AFII) à partir du 1^{er} septembre, a-t-on appris hier. La femme de l'ancien ministre de l'économie prend, elle, la tête de la filiale française de General Electric.

► **CORSE. Le FLNC du «22 octobre» revendique une tentative d'attentat.** Le mouvement indépendantiste corse FLNC dit «du 22 octobre» a revendiqué hier la tentative d'attentat du 17 août pendant laquelle deux poseurs de bombe ont été tués par leurs engins explosifs. Cette revendication a été faite quelques heures avant les obsèques des deux nationalistes à Ajaccio. Un de leurs complices présumés, grièvement blessé, est en garde à vue.

Sport

FOOTBALL

Lilian Thuram et Claude Makelele vont retrouver les Bleus

Les deux trentenaires ont été rappelés par le sélectionneur pour les matchs Géorgie-France et France-Italie

La jeunesse attendra. Avec les retours en bleu de Lilian Thuram, 34 ans, et de Claude Makelele, 33 ans, l'équipe de France qui jouera le 2 septembre contre la Géorgie et le 6 septembre contre l'Italie des deux premiers matchs des éliminatoires de l'Euro 2008 pourrait fortement ressembler à celle défaite en finale de la Coupe du monde le 9 juillet. Zinedine Zidane, retraité, et Fabien Barthez, pour l'instant sans club et sans licence, en moins.

Dans l'ensemble de la liste de 20 noms dévoilée hier par le sélectionneur Raymond Domenech, la continuité est d'ailleurs de mise: seuls le Lyonnais Vincent Clerc et le Bordelais Rio Mavuba n'étaient pas au Mondial. Appelés pour la rencontre amicale remportée par la France en Bosnie-Herzégovine (2-1) le 16 août dernier, Julien Faubert, sous le coup d'une suspension, est remplacé par Sidney Govou, tandis que Jérémy Toulalan et Philippe Mexès ont été victimes de la réintégration de Lilian Thuram et de Claude Makelele.

Après presque deux mois de réflexion, le premier a annoncé



Claude Makelele, 33 ans, et Lilian Thuram, 34 ans. «Mon métier est de faire la meilleure équipe possible», a répondu Raymond Domenech à ses détracteurs.

lui-même, mercredi soir sur TF 1, sa volonté de poursuivre sa carrière internationale. «Tout cet engouement et tout cet amour que j'ai reçus m'obligent à revenir en équipe de France», a expliqué le défenseur central. Claude Makelele, qui avait affirmé le 10 juillet vouloir arrêter de défendre les couleurs tricolores, n'a, lui, rien annoncé. Le milieu de terrain dé-

fensif était apparemment embarrassé vis-à-vis de ses employeurs anglais de Chelsea, pas forcément très enthousiastes à l'idée de le revoir repartir pour une campagne de qualification.

Raymond Domenech, qui assure n'avoir pas demandé l'avis de l'intéressé, a tranché. «Un joueur qui joue dans un grand club et qui est à ce niveau-là est sélectionnable,

Les 20 Français sélectionnés

■ Voici la sélection française pour les matchs Géorgie-France du 2 septembre et France-Italie du 6 septembre, comptant pour les éliminatoires du championnat d'Europe des nations:

Gardiens: Grégory Coupet, Mickaël Landreau.

Défenseurs: Éric Abidal, Jean-Alain Boumsong, François Clerc, William Gallas, Gaël Givet, Willy Sagnol, Lilian Thuram.

Milieus de terrain: Alou Diarra, Claude Makelele, Florent Malouda, Rio Mavuba, Patrick Vieira.

Attaquants: Sidney Govou, Thierry Henry, Franck Ribéry, Louis Saha, David Trezeguet, Sylvain Wiltord.

a-t-il déclaré. Mon métier est de faire la meilleure équipe possible. Ce n'est pas le départ des anciens qui donnent de la qualité aux nouveaux. C'est aux nouveaux qui sont derrière de pousser et de mettre les anciens dehors.»

PASCAL CHARRIER

EN BREF

► **DOPAGE. Justin Gatlin va faire appel.** L'athlète américain, suspendu huit ans après son contrôle positif à la testostérone, a fait savoir par son avocat qu'il ferait appel pour réduire la suspension infligée par l'Agence antidopage américaine (Usada). Contrairement à ce qui avait été annoncé, le sprinteur a accepté le résultat du contrôle, mais pas la sanction.

► **Enquête close à Göteborg.** La police suédoise a annoncé avoir clos son enquête sur la découverte d'un sac plastique contenant des produits médicaux suspects, à proximité d'un hôtel où logeaient plusieurs délégations nationales ayant participé aux championnats d'Europe d'athlétisme. Après analyse, aucune des substances n'était interdite à la détention ou à la consommation.

► **Scandale dans une école de sport chinoise.** Des professeurs ont été surpris en train de distribuer des produits dopants à leurs élèves dans une école d'athlétisme de la région de Liaoning. Une grande quantité de testostérone ainsi que des seringues ont été découvertes dans le bureau du principal de l'école avant une compétition régionale.

► **NATATION. Départ confirmé pour Philippe Lucas.** L'entraîneur de Laure Manaudou a décidé de rejoindre Canet 66, le club de Canet-en-Roussillon dès septembre, a annoncé hier la mairie de la commune des Pyrénées-Orientales. En partance de Melun (Seine-et-Marne), il sera accompagné par son groupe de nageuses, dont la championne olympique et du monde.

SOMMAIRE

- **Forum & débats** P. III
- **Raconte-moi l'homme (9/9)** P. IV-V
- **Culture** P. VII-VIII

Un été

dans

la Croix

LYCÉES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER (5/5)

Total fournit enseignants et élèves au lycée de Luanda

L'établissement, qui compte un tiers d'enfants d'expatriés de la compagnie pétrolière, embauche des professeurs parmi les conjoints de « Totaliens » et reçoit une participation financière de l'entreprise

LUANDA (Angola)

De notre envoyé spécial

En soi, le lycée français de Luanda n'a pas grand-chose d'exotique. Aucune tradition historique, venue de la colonie, à assumer. Peu d'originalité architecturale pour ce bâtiment aéré et clair bâti en 1998. Ce vendredi matin, à 8 h 10, la cour de récréation est remplie d'enfants. « *L'image est multicolore, un peu comme dans un lycée classé en ZEP (zone d'éducation prioritaire) en France. Dans le collège où j'étais à Nantes, on trouvait aussi des élèves de nombreuses nationalités différentes. La grande différence est qu'ici, les parents de tous les enfants ont de l'argent et un travail* », lance Marc Chatté, le proviseur du lycée. Cette année, il fête ses vingt cinq ans en Afrique, passés à enseigner les sciences physiques, puis à diriger des établissements français. Avant d'arriver à Luanda, il y a cinq ans, il dirigeait le lycée d'Antsirabé, à Madagascar.

La veille au soir, Marc Chatté avait coprésidé l'assemblée générale des parents d'élèves, aux côtés de Jean-Marc Fontaine, parent d'élève et secrétaire général de Total Angola. Dans un bel exercice démocratique, ils avaient présenté les comptes de l'établissement et les projets de construction de la cantine, écouté les conclusions d'une enquête menée par un groupe

de parents d'élèves sur les horaires scolaires, répondu aux quelques questions, notamment sur la possibilité d'étudier le portugais, la langue pratiquée en Angola. « *Les écoles françaises sont d'abord faites pour enseigner le français* », rappelait Marc Chatté.

Pourtant, une bonne partie des élèves du lycée n'a pas la langue française comme langue maternelle. Un tiers d'entre eux sont angolais, un tiers sont des enfants des expatriés français de Total, le reste est composé d'enfants de diplomates ou d'expatriés francophones. Ils auront réglé, par trimestre, 1500 € pour un élève français, 1700 €



Le préau du lycée français de Luanda. Il accueille des élèves angolais et des francophones, enfants d'expatriés et de diplomates.

pour un Angolais et 2200 € pour un autre étranger. « *Les Angolais paient moins cher que les autres étrangers, car nous sommes chez eux; les Français de Total paient 10 % de plus comme participation de la compagnie pétrolière au financement du lycée* », détaille Marc Chatté. Le « rabais » pour les Français est motivé par le fait que 25 % des coûts du lycée sont pris en charge par l'État français, à travers un soutien de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (Aefe) et la mise à disposition de professeurs expatriés. « *L'importance que les parents attachent à l'enseignement nous aide* », affirme Marc Chatté,

fier de montrer des résultats aux examens, supérieurs à la moyenne nationale. « *Les expatriés ont généralement été de bons élèves, ce qui leur a permis d'avoir de bons boulots. Ces parents français valorisent l'école.* »

L'école doit refuser du monde. Comme d'ailleurs sa concurrente à Luanda, l'école internationale, qui délivre son enseignement en anglais. Le coût de la scolarité pour un élève de terminale y est de 20000 € par an. Pour être sûr que leur enfant pourra avoir accès à l'école durant toute sa scolarité, ses parents devront payer un droit d'entrée de 75000 €. Dans les faits, ce sont généralement les compagnies pétrolières qui régleront ce droit à l'école. Les enfants des expatriés des compagnies pétrolières anglo-saxonnes s'y précipitent donc. « *Le problème du lycée français, pour de nombreux Anglo-Saxons, c'est la langue* », explique une femme d'expatrié. Autre avantage comparatif, l'école internationale est plus proche des « *compounds* », ces lotissements gardés où vivent les expatriés, alors que le lycée français est à côté du centre-ville et du quartier diplomatique. La proximité est un critère de choix essentiel dans une ville qui connaît des embouteillages constants.

L'école doit refuser du monde. Comme sa concurrente à Luanda, l'école internationale, qui délivre son enseignement en anglais.

Total fournit un contingent important d'élèves au lycée français. La compagnie pétrolière est aussi un réservoir de professeurs. Patricia Mure achevait à Luanda en juillet trois années d'enseignement de la musique. À chaque poste de son mari – « Totalien », c'est-à-dire expatrié pour Total – cette mère de deux enfants a pu enseigner la musique. « *Je suis diplômée du ministère de la culture comme professeur de flûte en conservatoire.* »

(Lire page suivante)

PIERRE COCHEZ

Le lycée Alioune-Blondin-Beye

■ C'est l'administration française qui a tenu à ce que l'établissement scolaire de Luanda porte son nom. Né le 8 janvier 1939, ce Malien avait fait ses études de droit à Dijon, où il était inscrit au barreau. De retour au Mali, il occupe des fonctions ministérielles, dont celle de ministre des affaires étrangères. En 1993, il est nommé représentant du secrétaire général des Nations unies en Angola. Il est ainsi l'artisan

des accords de Lusaka, qui avaient pour objectif de rétablir la paix en Angola par la voie de la négociation. Il va ensuite s'appliquer à superviser pendant cinq ans l'application de cet accord. Jusqu'au 26 juin 1998, quand l'avion qui le transportait au cours d'une mission effectuée en Côte d'Ivoire s'écrase. Un de ses petits-fils était cette année en maternelle dans l'établissement.

L'entrée du lycée français de Luanda, en Angola.

La mixité culturelle de l'établissement est une richesse pour les enfants et les professeurs.



Total fournit enseignants et élèves au lycée de Luanda

En France, je ne serais pas titulaire dans un établissement scolaire», explique-t-elle. À Port Harcourt, au Nigeria, elle enseignait à l'école d'entreprise commune à Michelin et Total. À Damas, en Syrie, Patricia Mure était professeur au lycée français. Ici, à Luanda, elle a monté pour deux classes de cinquième un itinéraire de découverte sur la musique en Afrique. Pour cela, elle est allée acheter les livres nécessaires à Johannesburg, en Afrique du Sud, et fait venir un griot originaire de Mauritanie.

Également femme de «Totalien», Marie-Christine Caïe remplit les livres scolaires, dans la petite salle des professeurs du lycée. Elle enseigne hors de France, depuis dix-sept ans, l'histoire et la géographie. Pour elle, la mixité culturelle du lycée de Luanda est une richesse. Un tiers du programme d'histoire est adapté à l'Afrique, sauf pour les classes d'exams, de

troisième et de terminale. «En sixième, quand j'aborde l'Égypte, on insiste sur la Nubie. Au Moyen Âge, je parle de la constitution des royaumes africains, du commerce transsaharien, puis de la traite des esclaves. J'ai souvent l'impression de rendre la fierté de leur culture à des élèves africains acculturés sur leur propre histoire.» Pour faire de la place à l'histoire de l'Afrique, Marie-Christine Caïe passe un peu plus vite sur Alexandre ou Charlemagne. De temps en temps, Marc Chatté trouve «un professeur qui suit son mari et vient enseigner au lycée simplement pour s'occuper. Cela n'est pas facile à gérer et peut demander six mois de réglage.»

Ces professeurs, conjoints de «Totaliens», ne sont pas que des femmes. Cette année, un homme, ingénieur de formation, a suivi à Luanda sa femme ingénieur chez Total. Il enseignait les sciences de la vie et de la terre au lycée. Marc Chatté, le proviseur, aime son métier et les numéros d'équilibriste que lui impose parfois l'Angola. «Il faut faire, par exemple, avec les coupures d'eau ou d'électricité. Un camion-citerne d'eau nous est livré chaque jour.» «Ce lycée est la meilleure surprise de mon installation à Luanda», glisse une mère d'élèves, pendant l'assemblée générale.

PIERRE COCHEZ

► Venu enseigner les mathématiques à Luanda pour vivre mieux, il souhaite désormais partir dans un pays anglophone

Gilles Milewski, un professeur en quête de liberté

LUANDA
De notre envoyé spécial

Il y a cinq ans, Gilles Milewski est venu à Luanda pour «s'acheter une liberté. Celle de pouvoir assurer les études de mes enfants. J'en avais assez, aussi, de devoir aller directement au rayon alimentaire du supermarché, sans pouvoir m'arrêter dans les premiers rayons de hi-fi ou de vêtements, par manque d'argent.» Aujourd'hui, ce professeur de mathématiques se voit repartir vers un autre pays, mais pour d'autres libertés.

Pendant seize ans, Gilles Milewski a été professeur de mathématiques en Lorraine. «Pour partir à l'étranger, tout s'est enclenché en douze jours. La sélection a été rude, car il y avait 1 800 professeurs pour quatre postes. J'ai mis Luanda en premier choix, car je savais que ce serait le moins demandé.» Accepté, il prend pour la première fois l'avion, avec sa

femme – qui est à Luanda professeur des écoles en maternelle, avec le statut de résidente – et ses trois enfants, maintenant âgés de 14, 11 et 8 ans. Ils habitent dans le quartier de Cassenda, où ils sont les seuls Européens, une maison qu'ils louent 1 200 € par mois. «Une à deux nuits par semaine, nous sommes réveillés par des coups de feu. Nous pouvons aussi passer plusieurs jours sans eau. Les parents d'élèves de Total nous donnent alors des jerricanes d'eau. Avec deux litres d'eau, on peut être propre. Dans ces cas-là, le plus gênant, c'est sans doute de ne pas pouvoir faire la vaisselle. J'avoue que je n'avais pas prévu cela. Mais je trouve bien pour mes enfants d'être confrontés à la réalité. Même si, pour moi, je préférerais vivre dans un des immeubles de Total.»

«Avec mon métier, j'ai le sentiment de participer au développement de ce pays attachant.»

Voilà pour l'aventure de sa vie quo-

REPÈRES
DES ÉLÈVES DE 28 NATIONALITÉS DIFFÉRENTES

■ **L'école de Luanda a été fondée en 1977** et comptait alors sept élèves. Les effectifs augmentent ensuite jusqu'à la reprise de la guerre civile en 1992, qui entraîne le retour en France de nombreuses familles. Depuis cette date, les effectifs progressent et sont aujourd'hui de 560 élèves répartis dans 28 classes.

■ **Ayant droit depuis trois mois à l'appellation «lycée français»,** l'établissement accueille des élèves de 28 nationalités différentes, dont: 146 Angolais, 299 Français, 12 Libanais, 20 Belges, huit Portugais, dix Gabonais, trois Rwandais, deux Espagnols, cinq Canadiens, deux Algériens.

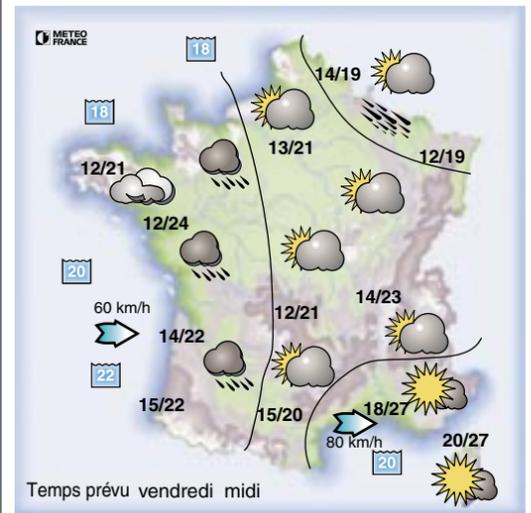
■ **Le personnel enseignant comprend trois enseignants expatriés.** Le reste des professeurs est constitué, soit de fonctionnaires sous contrat avec l'Aefe qui suivent un conjoint, soit de contrats locaux, dont le conjoint est souvent expatrié chez Total.

tidienne. Dans sa vie de professeur, Gilles Milewski a trouvé aussi de quoi être surpris. «Ici, au lycée, les enfants sont très favorisés. Ils ont à la fois l'argent, l'école et les relations. Il arrive à certains de poser sur leur table un téléphone portable à 460 €. Tous ont pris l'avion et parlent plusieurs langues. Je peux consacrer à chacun deux fois plus de temps qu'en France, car j'ai deux fois moins d'élèves par classe. Ici, aussi, on ne me contingente pas le nombre de photocopies que je peux faire.»

Ce petit-fils de mineur immigré polonais voudrait continuer maintenant son «ouverture au monde» par un pays anglophone, «pour que mes enfants maîtrisent cette langue.» Mais Gilles Milewski sortira touché de sa rencontre avec l'Angola. «Avec mon métier, j'ai le sentiment de participer au développement de ce pays attachant. Je l'aime et je le déteste. C'est un pays qui a tout et j'ai vraiment l'espoir qu'il s'améliore encore.»

P. C.

MÉTÉO



AUJOURD'HUI Pluie par l'ouest

De la Bretagne à la Normandie jusqu'au Sud-Ouest, la pluie gagnera rapidement par l'ouest. Du Centre au Massif central jusqu'au Languedoc-Roussillon, le ciel se couvrira l'après-midi avec des pluies faibles. Du Nord-Pas-de-Calais à l'Île-de-France jusqu'au Nord-Est et les Alpes du Nord, les nuages et les éclaircies alterneront avec quelques averses sur l'Est le matin. Du Sud-Est à la Corse, il fera beau avec du vent d'ouest à sud-ouest fort. Il fera 12° à 14° au lever du jour et 21° à 25° l'après-midi.

DEMAIN Pluies à l'est

Du Nord à l'Île-de-France jusqu'au Nord-Est et aux Alpes, temps maussade avec pluies ou averses. De la Normandie au Centre jusqu'au Massif central et au Sud-Ouest, ciel très nuageux avec averses. De la Bretagne au Nord-Aquitaine, nuages et éclaircies alterneront avec quelques averses. Près du pourtour méditerranéen, il fera beau avec un vent d'ouest à nord-ouest fort. Les températures maximales avoisineront 20° à 25° du Nord au Sud.

DIMANCHE Averses

Près des côtes atlantiques, la pluie gagnera par l'ouest. De la Bretagne à la Normandie jusqu'au Sud-Ouest, nuages et éclaircies alterneront. Du Nord à l'Île-de-France jusqu'au Nord-Est, au Massif central et aux Alpes, nuages nombreux avec averses. Près du pourtour méditerranéen, soleil prédominant avec vent d'ouest à nord-ouest fort. Il fera 20° à 24° du Nord au Sud l'après-midi.

MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Problème 3916 d'Arthur Gary

Horizontalement. – I. Qui soufflent. – II. Reprises. – III. Il quitte son pays. – IV. Endommagée. Se jette pour ne rien perdre. – V. Il donne la fièvre. De la bouche. Article. – VI. Lettre grecque. Elle fut la cause de la mort de son époux. – VII. Couvre-chef qui n'est plus en usage. On peut y trouver le lapin. – VIII. Pilier de coin. Sort quand ça fait mal. – IX. Direction. Pas lisse. – X. Sans brillant ni brio. Patronne.

Verticalement. – 1. Montrant bruyamment un manque de chaleur. – 2. Soutenir le pois par exemple. C'est dans la peau. – 3. Placard. Prière. – 4. Indispensable au mulet. – 5. Se prolonger. Vieille Terre. – 6. Montagne grecque. Poilu sympathique. Cité en Ré. – 7. Science du chai. – 8. Patrie de Paul Valéry. Se rompent ou se nouent, cela dépend. – 9. En les. Petit village antillais. Bas de gamme. – 10. Sert à boulonner. Mer, après avoir été père.

Solutions du n° 3915 d'Arthur Gary

Horizontalement. – I. SPARTIATES. – II. CIL. ORMES. – III. ECLAIR. ISO. – IV. ANTENNES. – V. ERIN. SOTS. – VI. RE. AROME. – VII. ANIMAL. STE. – VIII. TOR. PUE. ET. – IX. EMIR. EPITE. – X. SAISIRAS.

Verticalement. – 1. SCELERATES. – 2. PIC. RENOM. – 3. ALLAI. IRIS. – 4. ANNAM. RA. – 5. TOIT. RAP. – 6. IRRESOLUES. – 7. A.M. NOM. EPI. – 8. TEINTES. IR. – 9. ESSES. TETA. – 10. OS. FETES.

Forum & Débat

POUR OU CONTRE LES SOUVENIRS DE VACANCES ?

Revenir et repenser aux vacances... Une nostalgie s'attache aux souvenirs engrangés durant une période plus légère en contraintes, plus riche en émotions et en découvertes. Ces souvenirs de congés qui embellissent le retour, on peut y puiser l'énergie d'aller de l'avant. Attention toutefois à ne pas en faire d'envahissantes démonstrations de réussite personnelle, infligées sans mesure à ceux que l'on souhaite éblouir au retour! Le risque devient grand, pour ceux qui épuisent leurs amis du récit de leurs péripéties estivales, d'entrer dans la catégorie nouvellement nommée, et redoutable, des «explorateurs»...

MARTIN PARR/MAGNUM PHOTOS

Tulum au Mexique
plongeant du côté
de la mer des Caraïbes.

Au bout du voyage

Dans la mouvance du Perec qui écrivait jadis *Je me souviens*, tout voyageur qui rompt les amarres pendant quelque temps enclenche au même moment une petite machine à fabriquer des souvenirs. Dans son coffre-fort intime à sensations fortes et douces, en images comme en discours, il stocke des émotions dans lesquelles il puise pour fabriquer la légende du voyage. Car tout voyage compte une période souvent excitante, celle de la préparation et de l'attente, qui précède celle du déplacement avec son lot d'imprévus, et une troisième étape, celle des souvenirs. Et finalement, l'énergie mobilisée pour voyager trouve son aboutissement, là, dans ce petit paquet mal ficelé de sensations sur lesquelles chacun va se reposer.

Bienheureux souvenirs! C'est à eux que l'on doit de vivre et revivre les voyages à l'infini. C'est avec eux que l'on s'applique à garder des moments vécus ce qui a été le meilleur, surtout dans les voyages où l'on a beaucoup investi, que l'on veut réussir jusqu'au bout, parce qu'on ne peut pas en faire beaucoup. Ce sont eux qui nous transportent de la morne plaine de l'habitude vers les sommets. Ce sont eux que l'on partage, livrant aux autres une petite parcelle de soi, irréductible. Car quand

Gilles Fumey
Géographe,
université Paris-Sorbonne

**Les souvenirs font
naître en l'homme
ce qu'il aurait aimé être...**

bien même aurions-nous été en bande ou en famille, soudés par le plaisir d'être ensemble, nous nous surprenons à avoir des souvenirs différents.

Comment naissent nos souvenirs? Les neurosciences n'ont pas encore tout expliqué sur la mémoire, et les psychanalystes ne savent pas tout de la curieuse mécanique d'un souvenir qui naît, se cache et revient, même quand on ne l'attend pas. Les Grecs distinguaient la mémoire passionnelle de la mémoire exigeant des efforts pour retrouver trace du passé. Les amoureux de la plume et de la photo se préparent à la naissance d'un souvenir en fixant des impressions. Ils craignent les trous de la mémoire et la mémoire qui joue des tours. Diderot pensait que chaque sens possédait

sa mémoire, et Proust a montré comment une friandise faisait remonter le passé.

Les géographes cherchent les raisons pour lesquelles certains lieux engendrent des souvenirs plus forts que d'autres. Pourquoi les montagnes, les littoraux, les déserts sont-ils susceptibles d'offrir du sublime, du grandiose – et des souvenirs longs en vie pour la majorité des vacanciers et des touristes aujourd'hui citadins? Ces lieux, catalogués comme des «lieux de nature», sont investis d'une fonction initiatique. Ils sont devenus en deux siècles les points d'ancrage d'une contre-culture à la ville. Ils sont les antidotes d'un monde découpé en tranches horaires, câblé de toutes parts, cerné par les automobiles, les avions, les satellites. Un monde rapetissé, qu'on élargit d'un coup.

Les vacances en mer ou sur ses bordures, dans le désert ou en montagne sont des thérapeutiques pour une humanité malade de son temps qui espère renaître. En s'immergeant dans l'immensité ou dans les éléments comme l'eau ou le sable, l'air «pur» des sommets, elle sonde la profondeur de son âme malade. Car nous n'avons pas trouvé, dans notre environnement, des réponses à nos interrogations. Notre vie est un «appel humain qui n'a que le silence du monde en guise de réponse», écrivait

Albert Camus. C'est dans ce silence que se loge le trésor des souvenirs heureux.

Les souvenirs témoignent de notre aptitude à la nostalgie. Celle-ci naît lorsque nous sommes devant le spectacle d'un soleil levant ou d'une tempête, sous la neige ou la pluie, dans la vague contre laquelle nous nous battons. Ces pratiques sont multidimensionnelles et elles établissent des passerelles entre l'humain et le divin, l'humain et le naturel, la raison et l'imagination, le singulier et le général, l'individu et la communauté.

À la différence des sociétés archaïques et d'une grande partie des sociétés rurales, les citadins ne peuvent plus vivre ces pratiques que de manière fractionnée, de plus en plus réduite. Sur les lieux où nous nous ressourçons, elles signifient une nouvelle forme de reterritorialisation. Elles racontent notre quête d'une certaine forme de souveraineté, à l'échelle de quelques journées et sur de petites fractions d'espace. Le surfeur est roi sur sa vague, au même titre qu'un écrivain devant sa page blanche ou un voyageur devant la mer.

Curieuse alchimie des souvenirs: ils font naître en l'homme ce qu'il aurait aimé être. Et c'est en quoi il est indispensable à notre humanité.

Ces souvenirs qui rasant tout le monde

Quoi de plus ennuyeux qu'un voyageur qui rentre de fraîche date, avec encore un peu de sable d'Ipanema dans les espadrilles et des pièces étrangères au fond des poches? Il est nimbé d'une sorte de halo vibratile. Son regard contient l'infini contemplé, la grande sagesse de l'Orient et une indicible mélancolie. Il «revient de...», et c'est un statut en soi. Il est laminé par le décalage horaire et totalement déconnecté de l'actualité (prévoir un cours de rattrapage). Il n'est pas encore tout à fait avec vous, mais dans une grande faille spatio-temporelle. Il en a oublié les règles élémentaires de savoir-vivre. Il tient sa fourchette comme un stylo et aspire bruyamment tout ce qui se présente. Il est à la fois exalté, déphasé et déprimé. Il est à point.

Les souvenirs de l'«explorateur» se bousculent. Les premières anecdotes commencent à crépiter. À commencer par ses émois culinaires: pâté d'écureuil ou autres chrysalides à la confiture, afin de couper l'appétit des convives. Puis ses rencontres avec des animaux vivants. La baignade avec l'éléphanteau, les petits singes qui ont tenté de dérober une banane dans son sac à dos, ou encore ces lémuriers qui lui

Matthias Debureau
Écrivain (1)

**Le voici donc ce voyageur
fraîchement rentré.
Le regard plein de la
grande sagesse d'Orient,
le cœur débordant pour
les bergers aveugles,
les griots et les bûcherons
des Carpates.**

ont uriné dessus. Quant aux paysages: forcément sublimes, grandioses, à couper le souffle. «Là-bas, tout fait sens.»

L'«explorateur» mettra un soin particulier à détailler les conditions de transports en commun des pays lointains. Et pourtant, qui oserait raconter chaque soir sa journée en relatant ses trajets en bus ou en RER? Mais ce qu'il place au-dessus de tout, c'est la marche.

La déambulation hasardeuse. L'éloge de la lenteur. Mais pourquoi s'en vanter? Tout homme normalement constitué marche au cours d'une vie l'équivalent de trois fois le tour de la Terre.

L'«explorateur» ne craindra pas non plus de détailler le coût de la vie locale. Comme ces espadrilles guatémaltèques achetées pour le prix d'une glace. Instantanément adopté par les locaux, l'«explorateur» n'a rencontré que des gens terriblement attachants. Leur gentillesse se voyait dans leur regard. De véritables embuscades du cœur. En règle générale, plus on s'éloigne de son chez soi, plus les gens deviennent gentils. Surtout les «vraies gens»: les bergers aveugles, les griots et les bûcherons des Carpates. Là-bas, les agents d'assurances et les huissiers de justice n'existent pas. Je me demande si, à Tours ou à Clermont-Ferrand, les touristes ne rencontrent que des rémouleurs et de petits ramoneurs.

Le voyageur dispose aujourd'hui d'une force de frappe technologique qui fait amèrement regretter les soirées diapos. Après un raz de marée d'images numériques, il tentera même de vous montrer le plus grand Bouddha couché du monde pris avec son téléphone mobile. Enfin, il vous donnera l'adresse de son blog de

voyage, pour les informations complémentaires concernant l'évolution de sa santé durant son périple: allergies, irritations aux cuisses, ampoules, évolution de sa forme gastrique.

En fait, les souvenirs de voyage, c'est un peu comme les souvenirs d'enfance: il faut avoir une certaine fibre pour les partager. Mêmes ceux qui ont utilisé leurs RTT pour aller sur les traces de Lawrence d'Arabie auront du mal à faire tressaillir l'auditoire. Dès 1890, un manuel de savoir-vivre britannique prévenait déjà l'importun: «Si vous avez voyagé, ne l'étalez pas dans votre conversation à la première occasion. N'importe qui, avec de l'argent et du temps libre, peut voyager.»

Un siècle plus tard, l'«explorateur» nous murmure encore que le voyage, c'est toujours un peu plus que le voyage. Une quête sentimentale, un parcours initiatique, la révélation d'un secret intérieur... Peut-être. Sacha Guitry, quant à lui, avait une autre définition: «Les voyages, ça sert surtout à embêter les autres une fois qu'on est revenu.»

(1) Auteur du *Manuel du parfait explorateur. De l'art d'ennuyer en racontant ses voyages*, Éditions Cavatines, 48 p., 6 €.

RACONTE-MOI L'HOMME (9/9)

« L'homme privé de langage serait privé de pensée »

Selon Hélène Carrère d'Encausse, historienne et secrétaire perpétuel de l'Académie française, c'est la parole, l'écriture et l'art qui distinguent l'humain de l'animal. Ce sont les mots qui relient l'homme aux autres et à lui-même. Sans leurs subtilités, la pensée perd peu à peu sa richesse et sa rigueur

ENTRETIEN

Hélène Carrère d'Encausse

Secrétaire perpétuel de l'Académie française

Le langage, dit-on, est le propre de l'homme. Qu'en pensez-vous ?

Hélène Carrère d'Encausse: Le langage appartient aussi aux espèces animales qui, à la différence des végétaux – même si l'on parle à tort du « langage des plantes » –, ont toutes le besoin de communiquer par des codes, des signes. Mais chez l'homme le langage est beaucoup plus développé et est essentiel à sa vie intérieure – au point que l'homme solitaire en est réduit à se parler à lui-même – et à sa vie extérieure – toute société connaît le langage. Le linguiste Ferdinand de Saussure a bien montré que le langage est ce qui relie l'homme aux autres et à lui-même, ce qui lui sert à comprendre le monde et à y trouver sa place.

Quelle différence faites-vous entre langage et parole ?

La parole formule la pensée,

elle permet l'expression de la conscience: elle est donc dirigée vers le monde. Tandis que le langage est davantage un véhicule, dirigé vers l'intérieur. En ce sens, on devrait dire que c'est la parole qui est le propre de l'homme car les espèces animales, elles, n'y ont pas accès.

Que serait l'homme s'il n'avait pas accès au langage ?

Les études sur les « enfants sauvages » qui n'ont jamais été en contact avec des hommes montrent qu'ils ont tout de même un langage à base de signes, de gestes, de mi-

vis, de loin, la perte de langage chez une personne proche atteinte d'une aphasie progressive. Cette maladie neurologique est terrible car, quand le langage s'efface, l'usage des mots se perd et la pensée est comme emprisonnée. Il me semble que la privation de langage est bien pire que toute autre forme de mutilation mentale.

Vous-même, lorsque vous étiez enfant, quelle langue parliez-vous ?

On m'a parlé le russe jusqu'à 4 ans. Puis, du jour au lendemain, j'ai été envoyée trois mois en Bretagne, dans une famille qui ne parlait pas le russe. Au bout de quelques jours, je commençais à parler français et à mon retour de vacances, je savais le français, je commençais à lire et je récitais des Fables de La Fontaine... J'étais devenue complètement bilingue. Mais l'éducation de ma mère est encore plus étonnante. Née en Italie, de parents parlant, lisant et écrivant cinq langues, elle a entendu, dès sa naissance, cinq langues, une par jour, car tous, parents, nounous et personnel s'exprimaient un jour en français, ensuite en anglais, puis en italien, en allemand et en russe. Il va de soi que le personnel

changeait chaque jour suivant la langue. Il est difficile de dire, dans un tel cas, quelle est la langue maternelle. Moi-même, je suis aussi à l'aise en russe et en français, ainsi qu'en anglais, mais, dès 4 ans, j'ai appris à ne jamais mêler différentes langues dans une même phrase. Discipline à laquelle j'ai veillé pour mes enfants.

Je crois que vous n'avez pas parlé russe avec vos enfants quand ils étaient petits: pourquoi ?

Le russe est une langue magnifique qui ne supporte pas qu'on l'ânonne! Il est vrai que, n'étant pas très patiente, je n'ai pas pris le temps d'apprendre le russe à mes trois enfants. Mais en guise de nouveau, ils avaient une vieille Tsigane russe qui leur parlait russe.

Et aujourd'hui, vous arrive-t-il de penser en russe ?

En fait, je pense essentiellement en français car, ayant été scolarisée dans cette langue, c'est spontanément en français que je développe et organise ma pensée. Mais je peux réfléchir et rêver dans les deux langues. Ainsi, quand j'ai lu en russe avant de m'endormir, je rêve généralement en russe.

Penser en russe, pour vous, est-il différent de penser en français ?

PORTRAIT

Animée par un fort désir de comprendre l'histoire de la Russie, cette professeur de Sciences-Po a également exercé des responsabilités politiques et diplomatiques

Une passionnée lucide

Hélène Carrère d'Encausse est née en 1929, à Paris, fille d'un père géorgien, philosophe et économiste de formation, devenu chauffeur de taxi puis correspondant dans une maison d'import-export, et d'une mère d'origine austro-russe et de nationalité italienne; tous deux avaient choisi de vivre en France. Son enfance est studieuse; le jeudi, elle étudie la langue et la littérature russes à la paroisse orthodoxe. Après un court passage comme professeur à la Sorbonne, elle enseigne rue Saint-Guillaume (Sciences-Po Paris) et se spécialise dans l'histoire de la Russie et de l'Union soviétique, animée par une lucide passion et une immense pitié pour ce qu'elle appelle « le malheur russe ». Dès son premier ouvrage, *L'Empire éclaté* en 1978 (onze ans avant la chute du Mur!), elle prédit la désintégration de l'Union soviétique sous l'effet des nations musulmanes. Cet ouvrage lui apporte le succès et une notoriété internationale... mais la mise au ban par bon nombre d'intellectuels.

En 1992-1993, Hélène Carrère d'Encausse devient conseillère à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, puis vice-présidente de la commission des archives diplomatiques du ministère des affaires étrangères. En 1994, après avoir présidé le comité pour le « oui » au référendum sur Maastricht créé par Jack Lang, elle se présente aux élections européennes (sur la liste RPR), puis est nommée vice-présidente de la commission des affaires étrangères à Strasbourg. Depuis 2004, elle préside le conseil scientifique de l'Observatoire statistique de l'immigration et de l'intégration.

Élue à l'Académie française (qui, avec Jacqueline de Romilly, Florence Delay et Assia Djebar, compte quatre femmes actuellement sur 40 membres), alors que jusqu'en 1978 aucune femme n'y était entrée, Hélène Carrère d'Encausse y est accueillie en décembre 1991 par Michel Déon. « Il est certain, lui dit l'écrivain ce jour-là, que vos origines, votre parfaite connaissance de la langue russe, vos nombreux

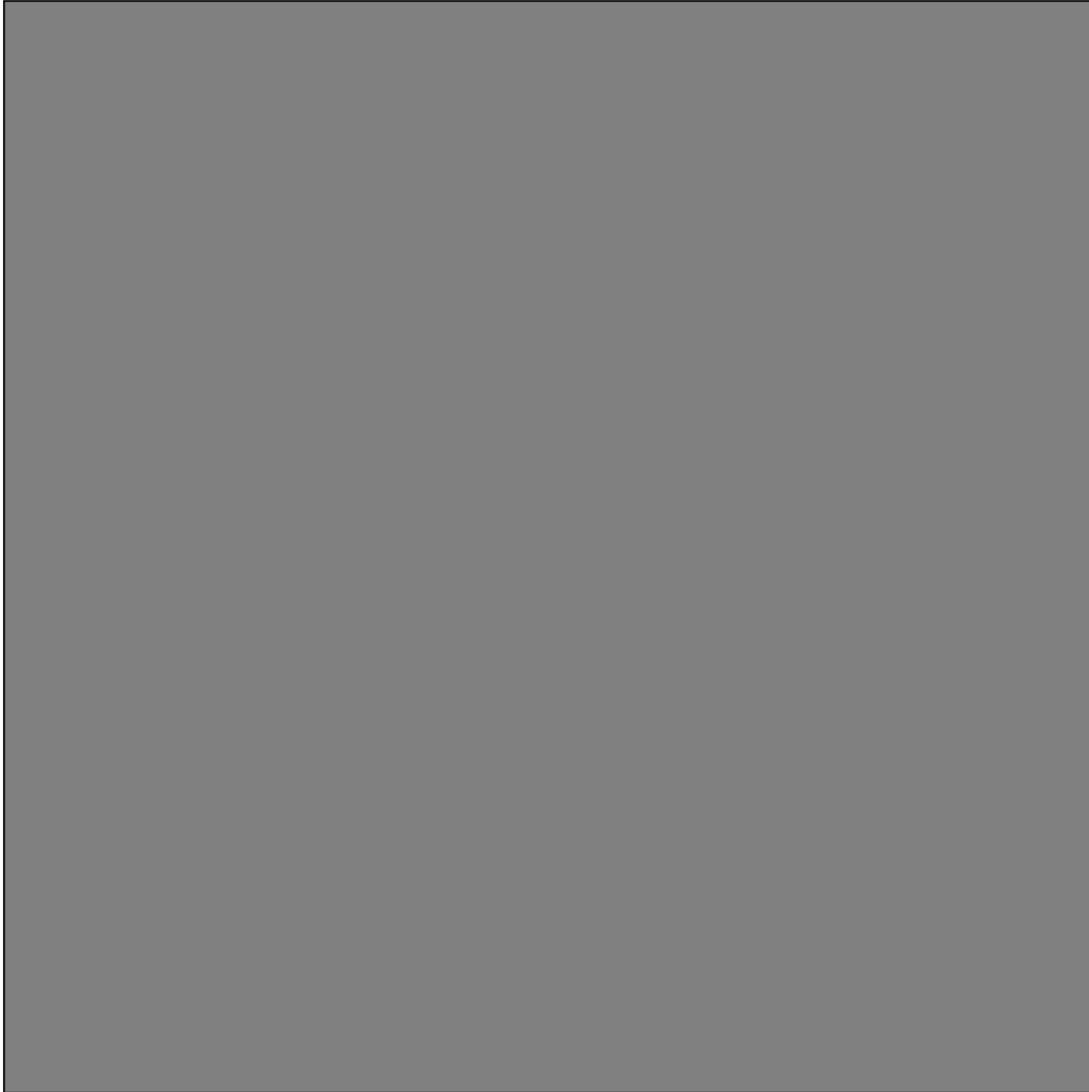


Hélène Carrère d'Encausse, première femme élue secrétaire perpétuel de l'Académie.

voyages quand les frontières ont commencé à s'entrouvrir, le désir anxieux de comprendre ce qui s'est passé à l'Est, étaient un avantage considérable dans le champ que vous vous êtes impartis. » Six ans plus tard, en mars 1996, c'est elle qui prononce le discours de réception du cardinal Jean-Marie Lustiger. En octobre 1999, elle y

est élue secrétaire perpétuel, « au masculin, souligne-t-elle, car il ne s'agit pas d'un métier mais d'une fonction qui nécessite le genre neutre dont le masculin tient lieu ». C'est la première fois, depuis la fondation de l'Académie par Richelieu en 1635 qu'une femme est élue à ce poste!

C. L.



CITATION

« Au-delà du monde musulman, c'est en Asie que la Russie cherche désormais des alliés, et d'abord en Chine, pays avec lequel elle a réglé ses contentieux. Sans doute s'agit-il là d'une politique à court terme plutôt que d'une véritable réorientation, car la Russie qui se dépeuple, dont les territoires adjacents à la Chine sont vides d'habitants et riches de réserves énergétiques et minérales, ne peut que craindre un voisin à la population écrasante et qui a toujours eu les yeux rivés sur les espaces et le sous-sol de la Sibérie. (...) En se glissant dans le groupe des grands États d'Asie, en se réclamant d'une nature "musulmane" autant qu'européenne, la Russie semble se rallier aux idées développées dans les premières décennies du XX^e siècle par les inventeurs de l'eurasisme (...). Faut-il en conclure que l'accent mis aujourd'hui par le pouvoir russe sur l'Islam et sur l'Asie serait le dernier avatar d'une mentalité impériale qui survivrait à la disparition de l'Empire ? Ou bien ne serait-ce pas le pragmatisme d'un État qui doit apprendre à vivre sans empire ? L'ambition de la Russie ne serait-elle pas, en s'inspirant du modèle américain, de se transformer en république impériale ? »

Extrait de la conclusion de *L'Empire d'Eurasie. Une histoire de l'Empire russe de 1552 à nos jours*, Fayard, 2005.

Dans une agence de voyage sur les Champs-Élysées à Paris.

BIBLIOGRAPHIE

PARMI SES OUVRAGES... La vingtaine d'ouvrages qu'Hélène Carrère d'Encausse a publiés sont entièrement consacrés aux empires russe et soviétique. Parmi les plus connus, on peut citer :

- *L'Impératrice et l'Abbé*, Fayard, 2003, 632 p., 25 €, sur la polémique qui opposa Catherine II et l'astronome français, le P. Jean Chappe d'Auteroche.
- *Catherine II*, Fayard, 2002, 600 p., 25 €, biographie minutieuse de l'impératrice russe.
- *La Russie inachevée*, Fayard, 2000, 344 p., 18 €, analyse des processus qui entravent la modernisation et la démocratisation de la Russie.
- *Lénine*, Fayard, 1998, 684 p., 25 €, biographie montrant l'absence de tout humanisme chez le dictateur bolchevik.
- *Nicolas II, la transition interrompue*, Fayard, 1996, 550 p., 23 €, biographie d'un tsar autocrate réformateur.
- Mais aussi *L'Empire éclaté* et *Staline, l'ordre par la terreur*, tous deux également chez Fayard.

RECUEILLI PAR CLAIRE LESEGRETAINE

●●● l'imagination. À mes yeux – mais je connais mal l'univers chinois –, c'est avec les mondes grec (avec Thucydide, Homère...) et latin (avec Virgile...) que l'on est entré dans une écriture universelle. En Europe, il y a un lien évident, à partir du XII^e siècle, entre le développement de la littérature (d'inspiration religieuse au début, mais qui très vite se laïcise) et celui de la compréhension du monde et de l'ouverture à l'universel.

Et voyez-vous une différence, comme certains l'affirment, entre les écritures masculine et féminine ?

Non, je n'en vois pas, mais je peux me tromper... Il faut dire qu'au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle, les femmes n'accédaient pas aux mêmes études que les hommes et cela a sans doute influencé leur manière d'écrire: Colette, par exemple, n'a pas dépassé le brevet. Mais aujourd'hui, il n'y a aucune raison pour que des hommes et des femmes cultivés, qui accomplissent les mêmes études, écrivent différemment.

Quels liens le langage et l'art entretiennent-ils ?

L'art est un langage par l'image ou le son: le peintre, comme le compositeur, parvient à traduire son langage intérieur. En ce sens, on peut se demander si certains artistes auraient pu se révéler hors

d'une certaine aire linguistique. Poussin, par exemple, me semble un peintre typique de la langue et de la pensée françaises. De même, les arts premiers – selon l'expression désormais consacrée – traduisent une conception, une vision du monde dans laquelle je peux entrer, même si je n'en possède ni la langue, ni la culture. En revanche, je pénètre très difficilement dans la peinture ou la musique modernes qui me semblent fermées ou ne me donnent pas de clés d'accès pour traduire en mots ce que je vois ou entends.

Revenons à la langue française. Vous aviez rappelé, lors du 9^e sommet de la francophonie à Beyrouth (2002), que l'anglomanie langagière n'était pas la seule menace qui pèse sur elle: quelles sont les autres ?

Un grand nombre de mots anglais pénètrent effectivement dans la langue française, mais ce qui la détruit insidieusement c'est l'idée que la forme dans laquelle elle est parlée importe peu et qu'elle peut être considérée hors de son histoire, de sa durée. L'actuelle tendance dans l'enseignement est de traiter les français comme s'il était né hier

et qu'on pouvait le faire évoluer n'importe comment. De fait, le vocabulaire se simplifie et les formes verbales s'appauvrissent. Les temps utilisés, tant en classe que dans les médias, se réduisent à l'imparfait, au passé simple, au présent et au futur: comme si le plus-que-parfait, le passé et le futur antérieurs n'avaient jamais existé, sans parler des modes conditionnel et subjonctif qui ne sont plus enseignés. Si nous ne respectons pas davantage notre langue, il ne faut pas nous étonner de la voir de moins en moins enseignée et parlée à l'étranger. Et dès lors que grammaire et vocabulaire ne sont plus respectés, c'est la pensée qui perd peu à peu sa richesse et sa rigueur.

Comment l'Académie française veille-t-elle à la langue française ?

Il s'agit de la conserver, non pas dans un bocal, mais en l'accompagnant dans toutes ses évolutions, que celles-ci soient liées à l'informatique, à de nouvelles techniques ou à des mots étrangers. C'est pour cela que, depuis 1996, une commission des terminologies est chargée de dire, parmi tous les nouveaux termes qui ne cessent d'apparaître, ceux qui sont acceptables dans la langue française. C'est une tâche lourde – car jamais les français n'ont évolué aussi vite –, mais passionnante: on invente là le langage du futur, tout en conservant ce qui est

JOHANN ROBERTS/REUTERS/PHILIP HERR

PORTRAIT

Armand Gatti, le verbe pour seule arme

Tout l'été, le metteur en scène a animé un stage auprès de 35 étudiants européens et canadiens, qui interpréteront sa dernière pièce du 27 au 30 août. À 83 ans, ce résistant du théâtre continue à mener des expériences singulières qui ont forgé une personnalité hors du commun.

PAOLO GASPARINI

Sous les hauts plafonds des anciennes cuisines de l'hôpital psychiatrique de Ville-Évrard, en Seine-Saint-Denis, une nuée de jeunes acteurs répètent leur spectacle, dans un certain climat d'auto-gestion. Silencieux, Armand Gatti, 83 ans, observe cette trentaine d'étudiants venus de toute l'Europe et du Canada pour un stage de deux mois, quand, soudain, il s'invite avec détermination sur le plateau. La démarche est un peu fragile mais l'élocution perd ses accents tremblants pour offrir une démonstration. Le metteur en scène, habitué depuis si longtemps à travailler en compagnie de publics éloignés des tréteaux (ouvriers, détenus, chômeurs, exclus), indique le geste à effectuer avec une énergie inouïe. Le corps tout entier animé par la force de l'art théâtral. L'élève s'exécute, en donnant

une vitalité inédite au texte écrit par Armand Gatti, *Les Oscillations de Pythagore en quête du masque de Dionysos*. Tout un programme!

«C'est ma première pièce quantiste, soit huit pièces qui s'entremêlent», annonce l'auteur, laissant libre cours à une pensée inégalable qui entraîne son interlocuteur sur des sommets où il est aisé de s'égarer, sans que lui ne semble jamais en perdre le fil conducteur... De cette langue foisonnante, qui paraît dérouler un fleuve sans fin, Armand Gatti dit qu'«elle est la femme de sa vie». Il lui rend un hommage au début du spectacle en faisant entendre un poème de Yacine Kateb, mort en 1989. «Aujourd'hui, en Algérie, on le tue une deuxième fois en assassinant la langue française, dont l'enseignement est réduit.»

Entré dans la Résistance à 14 ans, déporté, journaliste couronné du prix Albert-Londres, cinéaste, le fils d'émigrés piémontais a mené tous les combats, au nom de l'honneur de l'homme. Tel Jean Cavaillès, le Résistant, l'un des personnages centraux de sa pièce, il a lutté à mains nues, porté par un idéal nourri de catholicisme. Pourquoi continue-t-il encore à mener les expériences de théâtre les plus singulières, y compris auprès de ces jeunes dont il regrette, à mi-voix, une certaine contamination par le prêt-à-penser? «Je crois, répond-il simplement. Dans le verbe, dans le mot, dans la parole.»

BRUNO BOUVET

Représentations publiques de la pièce du 27 au 30 août, à l'hôpital psychiatrique de Ville-Évrard, 202, avenue Jean-Jaurès, à Neuilly-sur-Marne (93). Réservation obligatoire au 01.48.70.00.76.

RÉTROSPECTIVE

Monaco s'offre New York sur un plateau

Avec près de 600 œuvres rassemblées sur 4 000 mètres carrés, la Principauté ambitionne de passer en revue tout l'art new-yorkais depuis l'après-guerre. Vaste programme

NEW YORK, NEW YORK, CINQUANTE ANS D'ART, ARCHITECTURE, PHOTOGRAPHIE, FILM ET VIDÉO Au Grimaldi Forum de Monaco

De notre envoyée spéciale

Est-ce parce que ce royaume est tout petit qu'il veut désespérément voir grand? Après avoir organisé en 2003 une exposition intitulée «Super Warhol», le Grimaldi Forum de Monaco passe en revue «New York, New York»: 600 œuvres et rien moins que «cinquante ans d'art, architecture, photographie, film et vidéo» dans la grosse pomme.

Voué pendant l'année à l'accueil de congrès et de salons d'entreprises, le Grimaldi Forum dispose, il est vrai, juste en bordure de mer, d'un espace hors du commun, libre pendant l'été: un plateau de 4 000 m² avec une hauteur sous plafond qui a permis d'oser des cimaises de 7 mètres de haut! Il fallait au moins cela pour exposer l'École de New York, dont la caractéristique, après-guerre, fut notamment de faire exploser les formats. Des araignées géantes de Louise Bourgeois au monumental relief de Frank Stella en passant par la très longue toile (6,60 mètres!) de James Rosenquist ou les totems de Keith Haring, l'art d'outre-Atlantique n'a cessé ensuite de se mesurer à cette échelle, calée sur celle des bâtiments, des lofts ou des limousines!

Le budget de l'exposition n'est pas moins colossal: 2,5 millions d'euros, majoritairement financés par la Principauté, hormis quelques sponsors. Avec une telle enveloppe, la directrice culturelle des lieux, Catherine Schott, a recruté deux prestigieux commissaires: Lisa Dennison, la directrice du musée Guggenheim à New York, et le critique d'art italien Germano Celant, rejoints par quatre «commissaires associés» pour le cinéma, la photographie, la danse-performance et l'architecture.

Cette dernière section réalisée



Composition n° 16, de Jackson Pollock (1948). Des premiers élans «lyriques» et abstraits de Pollock, on passe ensuite aux grandes icônes publicitaires.

par le cabinet United Architects est la moins réussie de l'exposition. Dans un triangle exigu, clin d'œil à la forme du Flatiron Building, des films projetés sur un bouquet de ballons sont censés présenter les grands moments de la construction de la ville: incompréhensible! La scénographie de Pierluigi Cerri avec ses murs gris et son découpage rectiligne par «blocks» et larges avenues est à peine plus évocatrice. Heureusement, il y a l'amusante sélection de films

concoctée par Thierry Jousse (de *Tous en scène à Manhattan*, en passant par *Superman* et *King Kong*) pour ressusciter les gratte-ciel et, surtout, la formidable sélection de photographies (plus de 300 clichés!) de la directrice de la revue *Aperture*, Mélissa Harris.

Devant les objectifs d'Eugène Smith, William Klein et jusqu'à Richard Avedon ou Nan Goldin, Noirs et Blancs, riches ou pauvres, policiers et mères de famille, businessmen et toxicos s'y croisent à

À voir et à lire

■ L'exposition «New York, New York» a lieu au Grimaldi Forum, 10, avenue Princesse-Grâce à Monaco. Tous les jours de 10 heures à 20 heures (22 heures le jeudi), jusqu'au 10 septembre. Entrée: de 6 € à 10 €. Rens.: 377.99.99.3000 ou www.grimaldiforum.mc
Le catalogue comprend de nombreux textes sur la «marque art et communication» à New York (par Germano Celant), le contexte immobilier et financier qui a accompagné cette effervescence créative ou encore la façon dont les cinéastes ont filmé cette ville (Thierry Jousse). Il est édité avec Skira (560 p., 510 ill., 49 €).

l'infini: le fameux melting-pot new-yorkais. Entremêlés judicieusement aux peintures, tous ces corps et ces visages, découpés sur la ville et ses folles verticales, donnent une profonde humanité à l'accrochage. Diffusés aux marges de l'exposition sur des écrans plasma, les extraits des multiples spectacles de danse ou de performances qui agitent New York à partir des années 1950 (Cage, Cunningham, Yoko Ono, Laurie Anderson, etc.) rappellent aussi combien la ville fusionnait alors, dans un même élan, les corps et la peinture, la sculpture et la musique, et toutes les formes d'art.

Il y a une forme d'excitation à découvrir, ainsi, de salle en salle, l'incroyable diversité de l'art new-yorkais. Des premiers élans «lyriques» et abstraits d'un de Kooning ou d'un Pollock, on saute aux grandes icônes publicitaires d'un Warhol ou d'un Roy Lichtenstein, pour se recueillir ensuite devant les géométries dépouillées d'une Agnès Martin ou d'un Donald Judd, avant de retrouver les figures désenchantées du cow-boy Marlboro ou de la ménagère américaine vus par Richard Prince ou Duane Hanson, les graffitis d'un Jean-Michel Basquiat, les photographies oniriques d'un Gregory Crewdson...

Certes, le grand public, pas forcément familier des 200 artistes exposés ici, risque de passer sans comprendre devant certaines œuvres, par exemple le tas de bonbons bleus offert aux visiteurs par Félix Gonzales Torres, décédé en 1996 du sida, pour qui les friandises se vou-

laient une métaphore de son sang, de sa propre vie, dévorée peu à peu par l'appétit des visiteurs...

Quelques lignes de force cependant se dégagent. La première tient à l'influence de l'urbanisme new-yorkais sur la forme même des œuvres, géométriques ou minérales. La seconde tient au rapport très étroit de la création de l'Amérique

tout entière avec la culture populaire – cinéma, B.D., pub et tags – dont elle ne cesse de recycler les codes et les figures, les Marilyn et les Mickey... Au risque pour les œuvres de ne devenir plus que des produits ordi-

naires parmi d'autres, des objets de spéculation banaux au royaume de Wall Street?

D'où des mouvements de balancier récurrents qui conduisent les artistes à refuser, en réaction, brutalement la figure pour lui préférer l'abstraction, à abandonner la séduction clinquante pour des moyens épurés et une expression «minimale», voire à éviter la matérialité même de l'œuvre par un art «conceptuel», tenant dans un simple énoncé, reproductible et donc a priori invendable.

Avec son parti pris spectaculaire, l'exposition évite d'aborder franchement ces questions de fond. Reste un vaste panorama, hérisé de chefs-d'œuvre et de créations anonymes, à l'instar des célèbres vues sur New York depuis l'Hudson river. Ce n'est déjà pas si mal.

SABINE GIGNOUX

Culture

MUSIQUE Le Festival de Sablé propose une stimulante exploration de la musique ancienne et de ses lieux

Un tour de l'Europe baroque depuis la Sarthe

SABLÉ (Sarthe)
De notre envoyé spécial

Naples, Venise, Prague, Dresde, l'Andalousie. Le 28^e programme du Festival de Sablé pourrait se confondre avec le catalogue d'une agence de voyages. Si cette manifestation n'a pas pour objet la géographie, elle propose d'explorer les principaux centres où s'inventait la musique appelée ancienne de nos jours. Le clavecin de Rameau, le violon virtuose de Westhoff, le madrigal de Monteverdi, l'opéra français, le concerto de Vivaldi ou la cantate de Bach sont ainsi confiés à des guides instruits: Antonio Florio, Jean Tubéry, Chiara Banchini ou Christina Pluhar. Trois rendez-vous quotidiens pendant quatre jours permettent de connaître les maîtres d'hier et leurs zéloteurs d'aujourd'hui.

Jean-Bernard Meunier, le directeur artistique, aime semer, sur ce parcours régulier de vedettes et de destinations courues, quelques points d'interrogation. Le Tendre Amour, sextuor de jeunes musiciens constitué à Bruxelles, avait choisi, pour sa première apparition en France, de lire l'Ancien Testament entendu par le XVIII^e siècle à travers des compositions juives ou chrétiennes, la plupart en hébreu. La soprano Maria Hinojosa dispose de superbes moyens vocaux et sait communiquer avec le public, mais elle doit impérativement soigner sa diction française pour rendre justice aux cantates de Brossard ou de Jacques

de La Guerre. Les instrumentistes qui l'entourent se révèlent aussi habiles qu'expressifs (délicate flûte traversière de Sébastien Perrin) et méritent de se faire réentendre. L'église du prytanée militaire de La Flèche prête chaque année son architecture idéale-ment baroque. Son maître-autel qui semble ignorer la ligne droite et accumule une végétation minérale, ses tribunes qui font danser leurs balustrades, son acoustique généreuse s'accordent au répertoire. Denis Raisin-Dadre a su jouer de

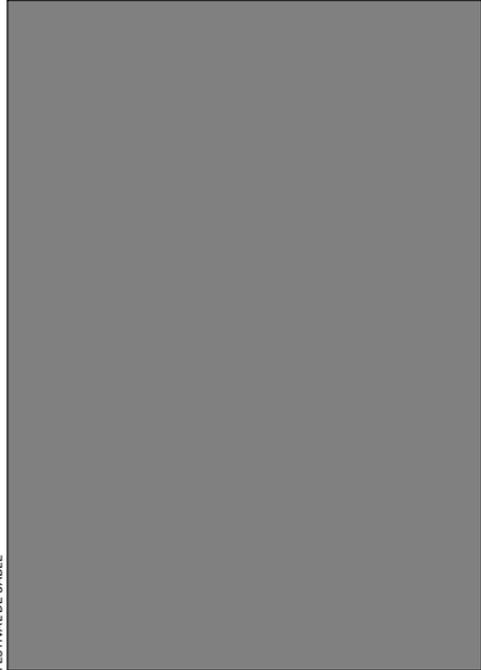
ce volume pour spatialiser la reconstitution d'une messe à la chapelle de l'empereur Rudolph II à la fin du XVI^e siècle. Ce programme inédit résulte d'une collaboration entre le Festival de Sablé et l'Institut français à Prague: il fut dévoilé dans la capitale tchèque en janvier dernier avant sa première française.

Les recherches de musicologues nationaux ont permis d'élaborer un programme autour de pièces méconnues de Philippe de Monte, Alexander Orogio, Jacob Regnart et Lambert de Sayve. Cette heure trente de musique divine, où le recueillement le dispute à la volupté, fut interprétée avec une grâce aérienne par l'ensemble Douce Mémoire. Pour l'occasion, Denis Raisin-Dadre avait mêlé à ses instrumentistes familiers, des chanteurs tchèques spécialement recrutés et formés pour ce projet. On a pu admirer l'homogénéité de l'ensemble, la mise en place millimétrée de partitions qui ne souffrent pas l'approximation et la rayonnante beauté des timbres, notamment des ténors jamais gênés dans l'aigu.

D'ici à samedi soir, le festival devrait continuer sur cette brillante lancée pour s'achever, à Sablé, par la rarissime tragédie lyrique *Sémélé*, de Marin Marais, confiée au Ricercar Consort, puis par un spectacle chorégraphique de la compagnie L'Éventail, de Marie-Geneviève Massé, dans le parc du château.

PHILIPPE VENTURINI

Jusqu'au 26 août. Tél.: 02.43.62.22.22.



L'église du prytanée militaire de La Flèche.

OPÉRA La mise en scène de la trilogie mozartienne qui a révolutionné la scénographie lyrique est désormais accessible

Les Mozart iconoclastes de Sellars enfin en DVD

Souvent, quand un metteur en scène transpose l'action d'un opéra à l'époque contemporaine, critiques et professionnels comparent le résultat avec le travail fondateur réalisé par Peter Sellars sur la trilogie Mozart-Da Ponte à la fin des années 1980 aux États-Unis. Les trois productions ont ensuite visité l'Europe avec succès (*Les Noces* et *Don Giovanni* furent donnés triomphalement à Bobigny en 1989) mais finalement peu de mélomanes les ont vues. Or, les trois sont enfin publiées en DVD, filmées à Vienne en 1990: chacun pourra donc juger si leur réputation est fondée et si les scénographies actuelles de Marthaler, Haneke, Noble, Mc Vicar et les autres les surpassent ou en sont indignes.

Disons le tout net, *Così fan tutte* est raté: transposé dans un drugstore à l'enseigne «Despina's», simple parodie des séries télé sentimentales, l'ouvrage y perd une

grande part de sa finesse psychologique et s'adonne à un humour plutôt lourd. En revanche, *Don Giovanni* est mémorable. Sellars eut l'idée de transposer l'action de Séville à Harlem et eut la chance de croiser la route de deux chan-

Atmosphère oppressante, gangsters, dealers, toute l'action de «Don Giovanni» a une cohérence de polar noir peu banale.

teurs noirs et ju-meaux, Eugène et Herbert Perry, qui incarnent respectivement Giovanni et Leporello, illustrant de manière on ne peut plus crédible l'idée que le valet n'est que le double du maître. Atmosphère oppressante, gangsters, dealers, overdoses, toute l'action a une cohérence de polar noir peu banale, jusqu'au final d'une violence dramatique inégalée.

Mais le plus réussi des trois est incontestablement *Les Noces de Figaro*. Sellars a installé *La Folle journée* dans un appartement

luxueux de la Trump Tower à New York où il mène à vive allure la sarabande des quiproquos, des amours non dits, des séductions illusoires, avant un final sur une terrasse où chacun vient dire son désarroi au bord du vide, dans un vertige psychologique d'une force inhabituelle.

Reste que le chef, Craig Smith, est plus appliqué qu'inspiré, que les chanteurs sont bons sans plus à quelques exceptions près, comme les barytons Sanford Sylvan et James Maddalena ou la soprano Susan Larson, inénarrable Chérubin. Surtout, on retrouve avec émotion dans *Don Giovanni* l'Elvira speedée de la formidable Lorraine Hunt-Lieberson, morte il y a quelques semaines. Tant pis si le niveau musical n'est pas extraordinaire, car on reçoit avec ces DVD une vraie leçon de mise en scène. Seule réserve: les sous-titres sont uniquement en anglais.

JEAN-LUC MACIA

3 albums de 2 DVD Decca-Universal.

EN BREF

La Paramount se sépare de Tom Cruise

■ On assiste à un véritable divorce par voie de presse entre le studio hollywoodien Paramount et l'acteur vedette Tom Cruise.

Dans le *Wall Street Journal*, le président du groupe Viacom, propriétaire de la Paramount, a annoncé mardi la fin du partenariat entre son studio et la société de production Cruise/Wagner.

La Paramount met fin à une collaboration de quatorze ans avec le comédien, en prenant pour motif des frasques du jeune marié, adepte militant de la scientologie. Ses sept derniers films, dont les plus récents, *La Guerre des mondes* et *Mission Impossible 3*, ont rapporté à l'acteur et à la Paramount près de 80 millions d'euros.

«Enfant Magazine» dans le cartable de la rentrée

■ Édité par Bayard, *Enfant Magazine* propose un copieux hors-série: 200 réponses pour une année scolaire réussie, destinées aux parents des 3-11 ans. L'apprentissage et les programmes, bien entendu, mais aussi la récré, le travail du soir à la maison, la cantine, la santé à l'école, les relations avec les enseignants... Des questions directes, proches des préoccupations des adultes et du quotidien des jeunes et des réponses synthétiques qui mettent en confiance, sans pour autant nier les profonds enjeux de l'éducation. Pour introduire ce magazine, *Enfant Magazine* propose un entretien avec Gilles de Robien, ministre de l'éducation nationale, sur «ce qui va changer cette année». 144 pages, 4,90 €, vente en kiosque dès aujourd'hui.

► **ARCHÉOLOGIE.** Ramsès II fuit la pollution. Cette nuit, une statue géante de Ramsès II (qui régna de 1304 à 1236 av. J.-C.) a quitté le centre du Caire vers le quartier des Pyramides. Haut de 11 mètres et pesant 100 tonnes, le colosse de granit rouge est ainsi transféré dans une zone moins polluée, afin de le protéger. Ce déménagement spectaculaire a été retransmis par la télévision égyptienne. La célébration prévue pour saluer l'événement à, en revanche, été annulée, en raison des événements au Proche-Orient.

► **ÉDITION.** Confirmation de la nomination de Denis Jeambar à la tête du Seuil. Le groupe La Martinière, propriétaire de la maison d'édition depuis janvier 2004, a annoncé, mardi, que l'ancien directeur de la rédaction de *L'Express* (qui avait quitté ses fonctions début août) devenait PDG du Seuil, comme le laissent supposer de sérieuses rumeurs. Il devrait prendre ses fonctions «au plus tard début octobre». À *L'Express*, il a été remplacé par Christophe Barbier (*lire La Croix du 11 août*).

► **ARTS PLASTIQUES.** Le Musée Rodin à Paris ferme une exposition pour des raisons de sécurité. La fermeture, «jusqu'à nouvel ordre», de l'exposition «Rodin et les danseuses cambodgiennes» a été annoncée jeudi par la direction du musée. Elle est due à un problème constaté sur la verrière de la chapelle du musée, dans laquelle l'exposition de 123 dessins, présentée depuis le 16 juin, devait se tenir jusqu'au 17 septembre.

81% des Français souhaitent continuer à voir Harry Roselmack dans le fauteuil du 20 heures de TF1, selon un sondage CSA paru hier dans *Le Parisien/Aujourd'hui en France*; 75 % des personnes interrogées se disent «satisfaites» de la présentation d'Harry Roselmack. Il est le premier Noir aux commandes du 20 heures depuis le 17 juillet et a présenté son dernier journal de l'été hier soir. Harry Roselmack co-présentera dorénavant l'émission dominicale «Sept à huit» sur TF1 avec Anne-Sophie Lapix, ainsi que le journal de 18 heures sur LCI.

AGENDA

Le Mans

► **SPECTACLE.** «La nuit des Chimères», quatre sites et un parcours au cœur de la Cité Plantagenêt. Chaque soir, créations sonores, visuelles et théâtre d'images autour de la cathédrale Saint-Julien, de la muraille des Pans-de-Gorron, du jardin de la Reine-Bérengère et de la muraille Saint-Hilaire. Spectacle gratuit: en août à 22h30 et en septembre à 22 heures. Jusqu'au 2 septembre. Rens.: 02.43.28.17.22. et sur www.nuitdeschimeres.fr

Angers

► **FESTIVAL.** Toutes les cultures pour tous avec la nouvelle édition des «Accroche Cœurs» dans une ville toute habillée de rose. Des festivités dédiées aux arts de la rue, au théâtre, au cirque, à la musique et au cinéma... Du 7 au 10 septembre. Rens.: 02.41.35.07.48. et sur www.angers.fr

Verneuil-sur-Avre (Eure)

► **EXPOSITION.** Rétrospective des œuvres d'Henri Bruel, le peintre qui fait chanter les couleurs. Reconnu par tous, initiateur du Festival international d'art naïf, il expose plus de 100 tableaux sur ses thèmes de prédilection: mariages champêtres, scènes de rue, métiers d'avant, musiciens. Du 6 septembre au 1^{er} octobre de 14 à 18 heures, sauf le mardi. Espace Saint-Laurent. Rens.: 02.32.32.72.41 et sur <http://bruel.artrinet.com>

La Gacilly (Morbihan)

► **FESTIVAL.** Troisième édition de «Photo Nature & Paysage» sur le thème de l'eau dans tous ses états. Huit photographes et un collectif professionnel exposent leurs œuvres dans les rues: photojournalisme, reportage ethnologique ou documentaire, elles sont porteuses des notions de respect et de protection de la nature et des peuples, et de la beauté. Elles dénoncent, témoignent et interpellent. Entrée gratuite. Jusqu'au 30 septembre. Rens.: 02.99.08.68.00 et sur www.festivalphoto-lagacilly.com

CONJONCTURE

2,5 %

du produit intérieur brut (PIB), c'est le niveau du déficit public de l'Allemagne sur les six premiers mois de l'année, a indiqué hier l'Office fédéral des statistiques. Le déficit public recouvre les comptes de l'État fédéral, des États régionaux, des communes et des caisses de Sécurité sociale.

ENTREPRISES

► **AUTOMOBILE. PSA dément avoir décidé de créer une usine en Russie.** Cette information a été donnée hier par le quotidien économique moscovite *Vedomosti*. Peugeot-Citroën aurait décidé d'investir 155,8 millions d'euros dans la construction d'un site destiné à l'assemblage de deux modèles, probablement des Citroën C4 et des Peugeot 307. Le groupe confirme seulement que des projets d'implantation en Russie sont à l'étude.

► **PÉTROLE. Des capacités supplémentaires en vue pour Total.** Le groupe a annoncé hier avoir déposé la «meilleure offre» pour l'obtention de 20 nouveaux blocs d'exploration dans le golfe du Mexique, d'une superficie de 2331 hectares chacun. L'obtention définitive de ces blocs reste soumise à l'approbation des autorités administratives américaines.

► **MATIÈRES PREMIÈRES. Les mouvements sociaux risquent de se multiplier dans les mines.** Les bénéfices croissants des compagnies minières, liés à la hausse des prix des matières premières, devraient engendrer de plus en plus de conflits salariaux dans le secteur, estime l'agence de notation financière Fitch dans une note publiée hier. Les employés de la mine de cuivre d'Escondida, au Chili, la plus grande du monde, sont en grève depuis bientôt trois semaines en raison d'un différend sur les salaires avec la direction du site, majoritairement détenu par le groupe anglo-australien BHP Billiton.

► **ACIER. Mittal veut construire une nouvelle usine.** Le géant mondial de la sidérurgie a l'intention de se doter, en partenariat avec le japonais Nippon Steel, d'une nouvelle unité spécialisée dans la production d'acier pour l'automobile aux États-Unis, indiquait hier le quotidien *Nihon Keizai*. Les deux sociétés seraient prêtes à investir 200 millions d'euros afin de doubler la production de leur coentreprise américaine, I/N Kote, à un million de tonnes par an.

► **PHOTOGRAPHIE. Restructuration chez Agfa-Gevaert.** Le spécialiste belge du traitement de l'image a confirmé hier qu'il allait supprimer près de 2000 emplois, dont plus de 1500 en Europe, afin de réduire ses coûts. Agfa avait déjà annoncé plus tôt dans la matinée, en présentant ses résultats semestriels en baisse, son intention de mener une vaste restructuration pour économiser 250 millions d'euros par an d'ici à 2008.

LA QUESTION DU JOUR

La guerre au Liban était-elle légitime ?

Colette Avital:

« Oui, mais elle nous a trouvés dans un état d'impréparation total. »

Colette Avital, née en Roumanie, émigrée en Israël en 1950, est députée travailliste à la Knesset. De passage en France pour défendre la position de son pays, elle estime toutefois que le gouvernement et l'armée ont sous-estimé la difficulté de lutter contre la guérilla du Hezbollah et espère une entente avec le Liban.

« La guerre que nous avons menée contre le Liban était légitime. Nous étions en état de légitime défense, car l'agression du Hezbollah – l'attaque contre les blindés israéliens et l'enlèvement des deux soldats de Tsahal, le 12 juillet – a eu lieu à l'intérieur de nos frontières reconnues internationalement. Mais il est vrai que cette guerre nous a trouvés dans un état d'impréparation total. Le gouvernement a décidé de riposter en trois heures seulement. On n'a pas eu assez de temps pour définir les objectifs.

La riposte israélienne n'était pas disproportionnée, comme on le pense en Europe. Elle l'aurait été si l'objectif avait été de libérer les deux soldats. Mais le but était de détruire les missiles. Deux cent cinquante missiles du Hezbollah qui

tombent chaque jour sur Israël, c'est aussi disproportionné. S'apitoyer sur les Libanais, c'est louable, car ils sont otages du Hezbollah et de l'Iran, mais on ne s'apitoie pas beaucoup sur le sort des Israéliens et les destructions infligées à l'État d'Israël. En Israël, il y a eu une solidarité totale au début de la guerre, un élan en faveur des habitants du Nord. Une fois la guerre finie, on se pose la question sur le résultat, sur le fonctionnement de l'armée, la prise de décision.

Le ministre de la défense, Amir Peretz, ne voulait pas d'une opération longue. Il y a un écart entre les propos qu'il a tenus le premier jour et le scénario dans lequel on s'est laissé entraîner. Je pense que le chef d'état-major de l'armée, Dan Haloutz, a sous-estimé la situation. Lui aussi pen-

sait que l'offensive serait de courte durée. La leçon pour nous, c'est qu'il est difficile pour une armée normale de mener un combat contre une guérilla.

Aujourd'hui, il faut constater qu'il n'y a ni vaincu ni vainqueur. Mais parfois, malheur est bon. Après la guerre du Kippour (1973) et après la première Intifada (1987-1991), il y a eu des opportunités pour trouver des solutions politiques : l'accord de paix avec l'Égypte d'une part, la conférence de Madrid et les accords d'Oslo, d'autre part. À l'avenir, je crois qu'il y aura un moyen d'aboutir à une entente avec le Liban. Il faut une conférence des donateurs, à laquelle Israël devra participer. Israël doit faire un geste pour dédommager les Libanais. »

RECUEILLI PAR AGNÈS ROTIVEL

CONFLIT

Les réservistes de Tsahal crient leur colère

Les options prises ces dernières années par l'armée israélienne sont remises en cause à la suite de la guerre contre le Hezbollah, que beaucoup de soldats considèrent comme un échec

REPÈRES

DES BOMBES CONTINUENT À TUER

■ Selon le Centre de coordination de l'action anti-mines des Nations unies à Tyr, des milliers de bombes, lancées par l'armée israélienne durant la récente guerre au Liban, mais qui n'ont pas explosé, jonchent le sol dans le sud du pays. Depuis l'arrêt des combats, le 14 août, ces bombes dites à fragmentation ont tué 11 personnes et fait 43 blessés, dont plusieurs enfants, selon l'armée libanaise.

■ Certaines bombes, les BLU-63 et les M-77, dispersent chacune plusieurs centaines de sous-munitions quand elles touchent le sol. Plus de 185 ont été trouvées à ce jour par les équipes qui nettoient le terrain. En raison de leur petite taille, les habitants pensent qu'elles sont inoffensives. Or, des villages entiers ont été contaminés. L'ONU et l'armée libanaise ont distribué 100 000 tracts et 10 000 affiches appelant les parents à être particulièrement vigilants. Cette campagne d'information a été relayée par la radio et la télévision.

■ À cela s'ajoutent, selon l'armée libanaise, 450 000 mines qui avaient été placées par Israël avant son retrait en 2000 le long de la « ligne bleue » marquant la frontière entre le Liban et l'État hébreu, de Naqoura à Chebaa. Dans cette région, où vivent un demi-million d'habitants, il y a une mine tous les 133 m².

ALEXANDER ZEMLIANICHENKO/AP

Manifestation de réservistes israéliens devant le ministère de la défense, à Jérusalem. Ils réclament la création d'une commission d'enquête.

JÉRUSALEM
De notre correspondant

Jour après jour, les témoignages des réservistes israéliens revenus du Liban sur la conduite de la campagne sont de plus en plus accablants pour la haute hiérarchie politique et militaire. « Nos blessés ont dû revenir à pied », dit l'un. « Pour les vivres, il a fallu se servir sur les stocks du Hezbollah », dit un autre. L'eau, les munitions, les carburants ont manqué.

Les hommes de la brigade d'infanterie d'élite Alexandroni – souvent des pères de famille – ont été envoyés au combat sans les équipements requis. Gilets pare-balles

et lunettes de vision nocturne ont fait défaut. Les cartes n'avaient pas été remises à jour depuis 2002. Logistique défaillante, ordres confus et contradictoires, missions vagues, risques inutilement courus, entraînements insuffisants, impréparation des arrières... les accusations pleuvent.

La stratégie globale, fondée presque exclusivement sur des frappes aériennes massives, est apparue totalement inadéquate. Vingt mille réservistes de l'infanterie, mobilisés, sont pourtant restés l'arme au pied jusqu'à l'avant-veille du cessez-le-feu, intervenu le 14 août.

À présent, les grognards demandent des comptes. Par centaines, ils

épaulent leurs camarades qui ont dressé depuis plusieurs jours des tentes dans le « Jardin des roses », en face de la présidence du Conseil, à Jérusalem. Sur une banderole, on peut lire ces simples mots : « Ehoud

Logistique défaillante, ordres contradictoires, missions vagues, les accusations pleuvent.

Olmert, Amir Peretz, Dan Haloutz – démission ». Selon eux, le premier ministre, son ministre de la défense et le chef d'état-major sont directement responsables de l'échec de cette guerre de trente-quatre jours, qui a coûté la vie à plus de 150 Israéliens.

« Ils sont morts pour rien », af-

firmement les représentants des familles de militaires tombés au Liban, venus soutenir la révolte des réservistes pour créer avec eux un mouvement de protestation appelé « Responsabilité nationale ». Sit-in, manifestations, défilés... Les problèmes soulevés sont graves. Il y va de la confiance des 400 000 réservistes de Tsahal envers leurs supérieurs.

Après la guerre du Kippour, en octobre 1973, le capitaine de réserve Motti Ashkenazi était, lui aussi, allé planter sa tente devant la présidence du Conseil. Tout seul, il avait suscité un raz de marée de protestations contre

(Suite page 18.)

JOËL DAVID

Les réservistes crient leur colère

●●● les manquements initiaux de Tsahal. Une commission gouvernementale d'enquête avait été créée et, l'année suivante, le cabinet de Golda Meir avait dû démissionner.

Aujourd'hui, alors qu'Israël s'attend à une seconde manche avec le Hezbollah, voire à une attaque de missiles balistiques iraniens, les options prises ces dernières années sont remises en cause. Pourquoi avoir privilégié l'aviation au détriment des forces terrestres, traitées en parent pauvre? Le choix sans précédent d'un général d'aviation, Dan Haloutz, comme chef d'état-major, était-il judicieux? Était-il sage de se fier à Ehoud Olmert et Amir Peretz, civils sans expérience militaire?

La plupart des soldats israéliens tués au Liban ont été victimes de roquettes antichars. Or, il y a un an et demi, faute de crédits, deux projets révolutionnaires de blindage du char Merkava ont été abandonnés. De même, les recherches très avancées sur le

Nautilus, un projet de canon au laser anti-roquettes, développé avec les Américains, a été mis aux oubliettes. Or, le Hezbollah a tiré plus de 4 000 katiouchas et missiles sur la Galilée.

Autre constat: depuis le déclenchement de la première Intifada en 1987, Tsahal a été confinée dans un strict rôle de répression, le plus souvent sur renseignements précis du Shin Beth (sécurité intérieure). Retranché parmi des civils dans le sud du Liban, dans un labyrinthe inconnu de bunkers érigés depuis le départ des soldats israéliens en mai 2000, le Hezbollah a au contraire réservé la surprise. «Pourquoi avons-nous mené la guerre à laquelle le Hezbollah s'était préparé?», demande un réserviste.

Tout cela alors qu'une ambiance délétère règne à Jérusalem, où plusieurs dirigeants sont dans le collimateur de la justice, à commencer par le président Moshe Katzav, soupçonné de harcèlement sexuel.

JOËL DAVID

► Voici les principaux extraits de la déclaration télévisée de Jacques Chirac hier soir

«2 000 Français sous casque bleu au Liban»

«**M**es chers compatriotes, (...) J'ai réuni aujourd'hui un conseil restreint pour décider des modalités de participation de la France à la force de paix au Liban. La guerre a provoqué des souffrances et des destructions innombrables dans ce pays historiquement si proche de nous et dans cette région si sensible pour la paix dans le monde. C'est pourquoi la France s'est engagée (...).

La résolution 1701, adoptée à l'initiative de la France, et à l'unanimité du Conseil de sécurité des Nations unies, a permis un cessez-le-feu, mais qui reste encore fragile. Cette résolution affirme le droit d'Israël à la sécurité comme le droit du Liban à exercer sa pleine souveraineté sur l'ensemble de son territoire. Cette résolution décide également le renforcement de la force des Nations unies, la Finul, pour contrôler la cessation des hostilités et pour appuyer le déploiement de l'armée libanaise au sud du pays au fur et à mesure du retrait des Israéliens.

Par mesure d'urgence, et pour encourager ce mouvement, j'ai décidé, dès la semaine dernière, (...) le doublement de notre contingent dans la Finul. En outre, les 1 700 soldats français de l'opération aéronavale qui assure le ravitaillement de la Finul depuis le début de la crise sont maintenus, bien évidemment, sur place.

Il fallait répondre à l'urgence, mais également créer les conditions d'une opération sûre et efficace. Il était de ma responsabilité d'obtenir un certain nombre de garanties de la part des parties au conflit comme de la part des Nations unies. Du Liban et d'Israël, nous avons obtenu l'assurance que la force serait à même de remplir sa mission sur le terrain. J'ai, par ailleurs, demandé au secrétaire général des Nations unies de placer la force dans des conditions d'efficacité et de sécurité optimales. Nous avons obtenu de l'ONU les clarifications

nécessaires : sur la chaîne de commandement, qui doit être simple, cohérente et réactive ; sur les règles d'engagement, qui doivent garantir la liberté de circulation de la force et sa capacité d'action face à d'éventuelles situations hostiles.

Cette force va se mettre en place. Mais elle doit reposer sur une juste répartition des contingents. Je suis intervenu auprès des membres permanents pour les convaincre d'y prendre toute leur part. Plusieurs partenaires européens vont le faire, de même que d'importants pays musulmans d'Asie. Et je souhaite que d'autres membres permanents du Conseil de sécurité s'engagent sur le terrain.

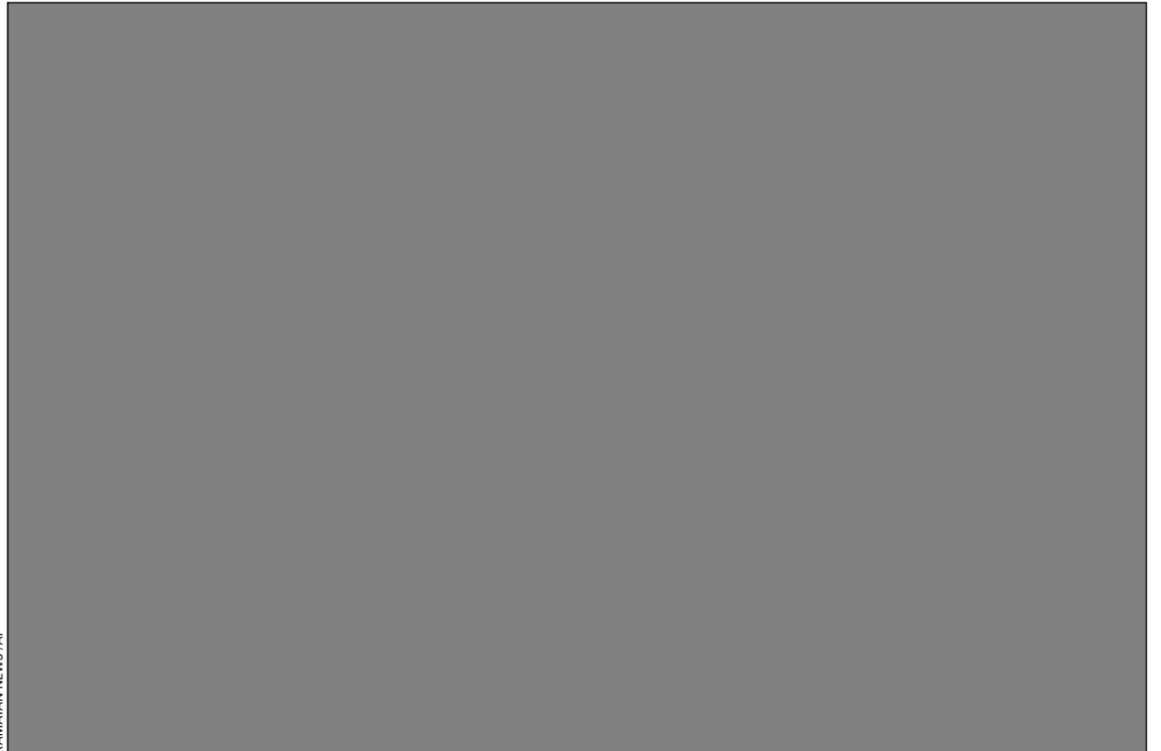
(...) Deux bataillons supplémentaires viendront, sur le terrain, étendre notre dispositif au sein de la Finul. 2 000 soldats français seront ainsi placés sous Casque bleu. La France est prête (...) à continuer à assumer le commandement de la force. Nous procéderons, dans les six mois, à l'évaluation de ce dispositif au regard de l'évolution de la situation.

L'objectif de l'engagement de la France, c'est la paix. Par la résolution 1701 des Nations unies, la communauté internationale unanime fixe les principes d'une solution durable à cette crise. Cela concerne la libération des soldats israéliens enlevés, le retour des prisonniers libanais, la démarcation des frontières, particulièrement dans la région des fermes de Chebaa, et le désarmement des milices qui doit s'effectuer dans le cadre d'un processus libanais. Il faut aussi faciliter le retour des réfugiés et encourager d'urgence l'élan de solidarité qui permettra la reconstruction nécessaire du Liban. Une conférence internationale s'impose. La France y travaille. (...)

J'ai aujourd'hui la conviction que les soldats français peuvent être déployés efficacement. Dès l'ouverture de la session extraordinaire, le gouvernement présentera au Parlement une déclaration suivie d'un débat sur ce sujet.»

► Un groupe armé indéterminé a revendiqué le rapt. Associations et gouvernements s'inquiètent des conditions d'exercice de la presse

Deux journalistes de Fox TV sont toujours otages à Gaza



Steve Centanni (à droite) et Olaf Wiig. Les deux journalistes ont été enlevés près du siège des services de sécurité palestiniens, dans la ville de Gaza, par un groupe armé inconnu jusqu'alors.

«**J**e suis contente qu'ils semblent en bonne santé et qu'ils aient dit être traités de manière raisonnable. Cependant, je reste profondément inquiète quant à leur sécurité.» Hier, au lendemain de la diffusion d'une cassette mettant en scène Steve Centanni, un Américain, et Olaf Wiig, un Néo-Zélandais, tous deux journalistes de la chaîne Fox enlevés le 14 août, Helen Clark, premier ministre de Nouvelle-Zélande, s'est montrée très préoccupée.

Mercredi, les Brigades du saint djihad, un groupe armé inconnu à ce jour, ont revendiqué l'enlèvement des deux hommes. Dans un communiqué transmis à des médias de Gaza, les ravisseurs font part de leurs revendications. «Nous allons vous donner une chance qui ne se répétera pas: la libération des détenus musulmans dans les prisons américaines en échange des prisonniers qui se trouvent entre nos mains. Nous vous accordons 72 heures à compter de ce midi (mercredi).» Un ultimatum décliné le soir même par le département d'État américain qui s'est refusé à faire «des concessions aux terroristes» et appelle toujours

à la libération sans condition des deux journalistes.

Steve Centanni, reporter de 60 ans, et Olaf Wiig, cameraman de 36 ans, ont été enlevés alors qu'ils circulaient à bord d'un véhicule aux alentours du siège des services de sécurité, à Gaza. Des hommes armés embarqués dans

Pendant une semaine, aucune revendication n'a été déposée.

deux voitures ont alors percuté celle des journalistes de la Fox avant de contraindre les deux hommes à les suivre. Immédiatement, les responsables de la sécurité palestinienne ont placé leurs effectifs en état d'alerte afin de retrouver les ravisseurs.

Pendant une semaine, alors qu'aucune revendication n'avait encore été déposée, les appels à la libération se sont multipliés. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, et Ismaïl Haniyeh, le premier ministre, ont à plusieurs reprises réclamé la remise en liberté des deux reporters. Samedi 19 août, une trentaine de journalistes palestiniens ont manifesté à l'initiative du syndicat des journalistes palestiniens aux

côtés de l'épouse d'Olaf Wiig et d'Eli Fastman, directeur du bureau de Jérusalem de Fox News, tous groupés derrière une banderole portant le slogan: «Non aux enlèvements de journalistes, oui à la liberté de la presse». La multiplication des enlèvements dans la bande de Gaza depuis quelques mois alarme sérieusement l'association Reporters sans frontières (RSF). Mercredi, l'organisme a fait part de sa crainte d'une dérive vers une situation à l'irakienne. «La méthode rappelle celle employée dans les kidnappings de reporters à Bagdad», a déclaré RSF.

Le 14 mars, trois journalistes, deux français et un sud-coréen, avaient été enlevés dans un hôtel de Gaza par une bande armée voulant faire «pression sur le gouvernement français». Ils avaient été relâchés quelques heures après.

La situation des deux reporters de la Fox est différente: c'est la première fois qu'une détention est aussi longue. L'ultimatum déposé par les ravisseurs expire demain à midi. Les ravisseurs n'ont pas précisé quel sort ils réserveraient à leurs otages si leurs revendications n'étaient pas satisfaites.

ÉMELINE HÉNIQUE

Des activistes palestiniens tentent de percer la frontière avec l'Égypte

■ Des activistes palestiniens qui voulaient protester contre la fermeture du terminal de Rafah entre la bande de Gaza et l'Égypte ont tenté, hier, de percer la clôture frontalière. Issus de différents groupes armés palestiniens, ils ont fait exploser une charge mais n'ont pas réussi à ouvrir une brèche pour faire passer des passagers bloqués dans le terminal. Israël, qui a évacué en septembre 2005 la bande de Gaza mais continue d'en contrôler les frontières, a fermé le terminal depuis le 25 juin, à la suite d'une attaque palestinienne sur son territoire dans laquelle deux de ses soldats ont été tués et un troisième, Gilad Shalit, enlevé. Le terminal, unique fenêtre de la bande de Gaza sur le reste du monde, a été partiellement rouvert depuis, à trois reprises, pour de courtes durées.

■ Un activiste du Jihad islamique, âgé de 17 ans, a été tué, hier à l'aube, par des tirs de soldats israéliens dans le secteur de Kissoufim, un point de passage entre la bande de Gaza et le territoire israélien, à l'est de la ville de Gaza. Un deuxième activiste a été blessé. Un porte-parole de l'armée israélienne a affirmé que les soldats avaient ouvert le feu sur «deux Palestiniens suspects qui rampaient à proximité de la barrière de sécurité».

■ Un peu plus tard, un Palestinien de 52 ans a été tué dans le sud de la bande de Gaza par une unité de l'armée israélienne venue arrêter son frère, un cadre du mouvement islamiste Hamas dont est issu le gouvernement palestinien.

■ Au moins 184 Palestiniens et un militaire israélien ont péri dans les opérations militaires intensives israéliennes lancées le 28 juin contre la bande de Gaza.

ENVIRONNEMENT Des experts allemands, suisses et autrichiens examinent un projet de barrage dans le Sud-Est anatolien

Le site d'Hasankeyf menacé de submersion en Turquie

HASANKEYF

De notre envoyée spéciale

Après des années de tergiversation, la Turquie a officiellement lancé le 5 août les travaux du barrage d'Iisu, sur le Tigre. «C'est l'un des plus prometteurs de la région, selon Nihat Ustundag, directeur de l'administration des travaux hydrauliques à Diyarbakir. Il va nous permettre d'atteindre nos objectifs de production d'énergie et d'irrigation et aider au développement de la région.»

Censé être terminé en 2013, Iisu est l'un des 22 barrages et l'une des 19 centrales hydroélectriques envisagés sur le Tigre et l'Euphrate dans le cadre du GAP, un projet colossal de développement du Sud-Est anatolien. Lancé dans les années 1980 et estimé à 32 milliards de dollars (24,8 milliards d'euros), il vise à domestiquer les eaux de ces deux fleuves qui prennent leur source en Turquie, à produire de l'électricité et à passer d'une agriculture sèche à une agriculture humide dans cette région à majorité kurde, sous-développée et en proie à la violence.

L'inauguration officielle du 5 août apparaît pourtant comme un coup de bluff de la part du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, qui semble surtout pressé de voir arriver des fonds internationaux. Les entreprises allemandes, suisses

et autrichiennes qui constituent le consortium chargé de la construction et de l'exploitation du barrage attendent encore les garanties financières de leurs gouvernements respectifs pour commencer les travaux. Lundi sont arrivés en Turquie des représentants des agences de crédits à l'exportation de ces trois pays qui doivent rendre leur décision d'ici à la fin septembre.

Le projet suscite en effet une polémique qui a déjà incité deux sociétés étrangères à se retirer en 2001. Blottie au bord du Tigre, la bourgade d'Hasankeyf, avec son pont de pierre du XII^e siècle, sa citadelle romaine occupée par les dynasties kurdes ayyoubides et turques artoukides, et ses 6000 grottes creusées dans les falaises calcaires, est devenue un symbole. «Une vingtaine de civilisations ont marqué l'histoire d'Hasankeyf, explique le maire, Abdul Vahap Kusen, un restaurateur aux yeux bleus et aux cheveux roux. Elle dispose d'un potentiel touristique énorme, mais personne ne veut construire d'hôtel ni investir tant que notre sort n'est pas fixé. Nous risquons de perdre une histoire de plusieurs milliers d'années pour un barrage qui sera utilisé soixante ans.»

En décembre dernier, le nouveau consortium a annoncé un plan de sauvetage d'Hasankeyf, sur le modèle d'Abou Simbel en Égypte,

avec le déplacement, morceau par morceau, d'une dizaine de monuments. Mais pour Meral Kaya, archéologue de Diyarbakir, qui se demande d'ailleurs «à quoi servirait un pont sans rivière et un minaret sans mosquée», cette option sera «impossible à réaliser techniquement».

Face à l'urgence de la situation, une «Initiative pour sauver Hasankeyf», constituée de municipalités et d'as-

sociations locales et internationales, a vu le jour et rallié plusieurs milliers de manifestants, le 5 août. «Ce barrage causera la perte d'un héritage culturel inestimable et aura des conséquences écologiques énormes», résume Ercan Ayboga, l'un des piliers de l'Initiative.

«Nous risquons de perdre une histoire de plusieurs milliers d'années pour un barrage qui sera utilisé soixante ans.»

La vallée du Tigre compte des espèces animales et végétales endémiques qui vont disparaître. Sans parler des 55000 personnes, essentiellement kurdes, qui devraient quitter leurs villages et venir grossir les villes voisines déjà débordées par l'arrivée de réfugiés.»

Quid aussi des retombées économiques de ce barrage hydroélectrique pour la région? Les neuf barrages et retenues d'eau déjà construits dans le cadre du GAP n'ont pas eu l'impact escompté. À ce jour, seuls 13 % des 1,7 million d'hectares concernés initialement ont accès à l'eau de l'Euphrate et du Tigre. À cela s'ajoutent des problèmes de salinisation des nouvelles terres irriguées et l'opposition de la Syrie et de l'Irak à la construction, unilatérale, d'un nouveau barrage qui donnera à la Turquie un moyen supplémentaire de contrôler le débit du Tigre.

DELPHINE NERBOLLIER

Un réseau contre la corruption est créé à Stockholm

■ Un réseau international visant à lutter contre la corruption dans le secteur de l'eau a été créé avant-hier à Stockholm, dans le cadre de la Semaine mondiale de l'eau qui se déroule jusqu'à demain dans la capitale suédoise. Intitulé WIN (Water Integrity Network), il sera mis en œuvre notamment par l'organisme Transparency International et par l'Institut international de l'eau de Stockholm (Siwi), avec une attention particulière portée sur l'Afrique subsaharienne et certains pays d'Asie.

CHINE Un défenseur des droits de l'homme a été condamné hier pour avoir dénoncé les abus de la politique de contrôle des naissances

Chen Guangcheng, ce militant qui dérange Pékin

Le verdict est tombé. Chen Guangcheng a été condamné hier à quatre ans et trois mois de prison par le tribunal du district de Yinan (est de la Chine), pour avoir dénoncé les stérilisations forcées et les avortements tardifs menés par les autorités locales.

À 34 ans, Chen Guangcheng est aveugle depuis l'enfance. Un handicap qui lui a clos les portes de l'université. C'est donc en autodidacte qu'il a appris le droit et c'est grâce à ses connaissances qu'il a pu s'ériger en conseiller juridique des victimes de son village. Il y a un an, certains couples, parents de deux enfants, ont en effet été contraints par les autorités à la stérilisation, et des femmes enceintes de leur troisième enfant ont été forcées d'avorter, parfois au septième, voire au huitième mois

de grossesse. De telles pratiques, destinées à lisser les statistiques et à favoriser les carrières des fonctionnaires locaux, sont bien sûr jugées illégales par la loi chinoise. Le tort de Chen Guangcheng est d'avoir voulu le rappeler. Il s'est rendu à Pékin pour saisir la très frioleuse commission d'État du planning familial, laquelle a mollement demandé l'arrestation de tous les édiles impliqués.

L'affaire a été étouffée, et le geste a beaucoup déplu. Tout comme le fait de parler à des journalistes étrangers. Peu après, en septembre 2005, Chen Guangcheng a été placé en résidence surveillée, passé à tabac en octobre, et in-

carcé au début de l'année 2006, dans l'attente de son procès.

«Quelqu'un doit combattre au nom de ceux qui n'ont pas droit à la parole. Je suppose que cette personne, ce doit être moi», confiait-il en septembre 2005 à l'hebdomadaire américain *Time*, qui l'a classé cette année parmi les 100 «personnalités qui façonnent notre monde».

Le visage carré et volontaire, son handicap dissimulé derrière d'épaisses lunettes fumées, Chen Guangcheng fait figure de héros dans la province côtière du Shandong. Certains de ses voisins et parents ont été interpellés pour avoir plaidé sa cause. Son procès a mobilisé de nombreuses forces de sécurité par crainte d'une manifestation de soutien, et ni les proches de l'accusé ni ses avocats n'ont pu assister à l'audience, vendredi dernier.

JEAN DÉCOTTE

SCIENCES Pour Axel Kahn, créer des cellules souches embryonnaires sans destruction d'embryons aura des conséquences législatives

« Ces recherches n'excluent pas tout problème éthique »

ENTRETIEN

Axel Kahn

Professeur, directeur de l'Institut Cochin de génétique moléculaire

Quelle est la portée des résultats obtenus par les chercheurs de la société de biotechnologies américaine Advanced Cell Technology dans la création de cellules souches embryonnaires humaines?

Axel Kahn: Jusqu'à présent, les lignées de cellules souches embryonnaires humaines provenaient uniquement de blastocystes, des embryons de cinq jours comptant plusieurs centaines de cellules; la technique utilisée pour y prélever des cellules entraînait irrémédiablement la destruction de l'embryon. Cette fois, après l'avoir fait sur des souris, l'équipe du professeur Robert Lanza a pu créer des lignées de cellules souches embryonnaires humaines qui ont les mêmes caractéristiques que les précédentes, mais en partant d'embryons beaucoup plus précoces, composés de seulement huit à dix cellules, et sans entraîner leur destruction.

Quelles sont les conséquences éthiques de ces résultats?

Dans beaucoup de pays européens, à l'heure actuelle, la destruction d'embryons est autorisée à partir du moment où ils ont été abandonnés par leurs géniteurs et n'ont été fabriqués que pour répondre au désir d'enfant d'un couple stérile qui recourt à une fécondation in vitro. Ce type de fécondation entraîne la création d'embryons surnuméraires qui peuvent être utilisés à des fins de recherche. Mais dans d'autres pays dans le monde, le fait que cette recherche passe par la destruction d'un embryon entraîne une interdiction. En Europe, c'est le cas de l'Italie, de l'Autriche, de l'Allemagne ou de la Pologne. Aux États-Unis, le président Bush vient de mettre son veto à un financement public de ce type de recherches. La France, elle, a décidé un moratoire à l'interdiction et autorise donc l'utilisation d'embryons surnuméraires.

Les résultats de cette recherche ont un intérêt législatif évident pour tous les pays qui interdisent ces recherches au motif qu'elles détruisent des embryons. Il sera difficile dorénavant de justifier une telle interdiction.

Dans tous les cas de figure?

Par prudence, le professeur Lanza propose de limiter l'expérience au cas où se pratique un diagnostic préimplantatoire. Ces diagnostics permettent, après une fécondation in vitro, de sélectionner, avant qu'ils ne soient implantés dans l'utérus, des embryons non porteurs de maladies génétiques. Ils se pratiquent eux aussi sur des embryons de huit à dix cellules. Le professeur suggère donc d'utiliser la cellule prélevée pour faire le diagnostic, mais aussi pour essayer d'en dériver des cellules souches embryonnaires. C'est une position de prudence: nous ne pouvons pas affirmer avec certitude aujourd'hui que le prélèvement de cellules sur l'embryon n'a aucune conséquence sur son développement futur. On sait seulement que cette manœuvre n'entraîne pas de malformation.

Ces résultats écartent-ils tout problème éthique?

À l'évidence, non. Quand elle est dérivée d'un blastocyste, la cellule souche embryonnaire ne peut jamais être considérée comme un embryon – elle ne peut jamais, à elle seule, donner un bébé. Or, une cellule isolée à partir d'un embryon de huit ou dix cellules peut, dans certaines conditions, donner un bébé. Pour ceux qui auraient une conception très large de l'embryon, utiliser la cellule souche embryonnaire d'un de ces embryons pourrait donc entraîner, de facto, leur destruction. Par ailleurs, toutes ces techniques exigent une fécondation in vitro, à laquelle l'Église catholique, notamment, est opposée.

Enfin, cette technique, si elle se développe, peut à terme être source d'inégalités. On peut très bien imaginer que, dans un avenir pas forcément lointain, des entreprises privées proposeront à des couples de procéder à une fécondation in vitro, puis de leur faire un diagnostic préimplantatoire afin de choisir un embryon indemne de certaines affections et enfin, dans le même mouvement, de constituer un «stock» de cellules souches embryonnaires congelées (dont on est sûr en plus qu'elles seront génétiquement compatibles avec l'enfant) qui pourront être utilisées le jour où ce dernier aura besoin d'une greffe de cellules! Vous imaginez bien que seuls les plus riches pourront s'offrir ce genre de «services».

RECUEILLI PAR EMMANUELLE RÉJU

ÉLECTIONS Le scrutin ne pourra pas intervenir au 31 octobre, le processus d'identification des électeurs étant plus long que prévu

En Côte d'Ivoire, les élections auront sans doute du retard

Le chef de la mission des Nations unies en Côte d'Ivoire a prévenu avant-hier soir que les élections présidentielles ivoiriennes pourraient ne pas avoir lieu comme prévu. Le Suédois Pierre Schori a déclaré qu'il ne serait pas «techniquement faisable d'organiser les élections le 31 octobre prochain parce que le processus d'identification et d'enregistrement des électeurs ne serait pas terminé». Les Nations unies avaient déjà fait part de leurs inquiétudes quant à la capacité de la Côte d'Ivoire à être prête. Pierre Schori a ajouté que les préparations étaient en cours, mais que le calendrier existant n'était pas réaliste.

Les élections présidentielles et législatives avaient déjà été reportées d'un an en octobre 2005 dans le cadre d'un plan soutenu par l'ONU qui avait prolongé de douze mois maximum le mandat du président Laurent Gbagbo. Les élections sont censées redonner une unité à ce pays ouest-africain divisé depuis 2002. En attendant, 10 000 soldats sous mandat de l'ONU ou de la Force française Licorne ont pour mission de maintenir la paix en contrôlant une zone tampon entre les deux régions.

À Abidjan, les déclarations de Pierre Schori lèvent un secret de polichinelle, le processus électoral ayant pris un tel retard ces derniers mois qu'un nouveau report semblait inévitable. Le premier ministre ivoirien Charles Konan Banny, membre du parti de l'opposition PDCI, a bien lancé en juillet une opération nationale d'identification des populations visant à actualiser les listes électorales. Mais le processus est pour le moins laborieux.

Sa première phase, celle des

«audiences foraines», a donné lieu à des affrontements parfois violents entre les partisans de Laurent Gbagbo, opposés à ces «audiences», et ceux de l'opposition. Fin juillet, des affrontements entre «jeunes patriotes» et militants de l'opposition ont fait au moins trois morts à Bassam, à l'est d'Abidjan.

«L'entourage du président Gbagbo s'emploie à détricoter le peu d'avancées que pourraient donner ces audiences foraines» constatait hier un diplomate occidental en poste à Abidjan, joint au téléphone par

«Le clan de Gbagbo joue la lassitude de la communauté internationale», selon un observateur occidental.

certificats de nationalité. Munis de ces derniers documents, les résidents pouvaient alors espérer se faire inscrire sur les listes électorales.

Mais, au début du mois, Charles Konan Banny a accepté la demande de la présidence de compliquer encore le processus, en décidant que le certificat de nationalité ferait l'objet d'un «jugement supplétif» et donc d'une seconde démarche. «Dans la partie nord du pays, contrôlée par les forces nouvelles, seulement 50 000 personnes se sont fait inscrire au cours des audiences foraines, alors que trois millions de personnes sont susceptibles de s'y rendre», estime ce diplomate qui précise que, «début août, les noms à consonance du Nord du pays ont été délibérément écartés de la liste des magistrats nommés par le pouvoir à Abidjan.»

«Le clan de Gbagbo joue la lassitude de la communauté internationale», résume un observateur occidental, en poste dans la capitale ivoirienne. Cette stratégie de «l'édredon» serait conduite par le pouvoir pour gagner du temps et convaincre la communauté internationale qu'il est plus simple de s'en remettre aux anciennes listes électorales, d'avant la crise.

Face à cette stratégie, les forces rebelles de Guillaume Soro ont décidé il y a deux semaines de se retirer du processus de désarmement. Quant aux deux leaders historiques de l'opposition ivoirienne – l'ancien président Henri Konan Bédié et l'ancien premier ministre Alassane Ouattara – «ils sont uniquement polarisés sur le départ de Gbagbo» affirme le même observateur. Dans une lettre envoyée le 17 juillet dernier et rendue publique avant-hier par l'AFP, ils appellent l'ONU à intervenir, face aux «manquements répétés du chef de l'État aux différents accords et à sa volonté d'entraver le processus de paix». «Nous sommes fondés à demander qu'il soit désormais explicitement interdit au chef de l'État de prendre tout acte engageant la vie de la nation», y affirment-ils.

Les hommes politiques ivoiriens sont suspendus à la décision que prendra le Conseil de sécurité de l'ONU à la mi-septembre. L'opposition et la rébellion réclament le départ du président Gbagbo dès le 31 octobre en vertu de la résolution adoptée en novembre 2005, mais celui-ci a déjà annoncé qu'il resterait en place jusqu'à la tenue des élections, conformément aux dispositions de la Constitution ivoirienne.

PIERRE COCHEZ

DIPLOMATIE Les conditions américaines pour une levée de l'embargo sur Cuba ont peu de chances d'être acceptées

Les États-Unis et Cuba se livrent à de fausses ouvertures

Le marché proposé par Washington est clair: «Si le régime cubain est prêt à libérer des prisonniers politiques, à respecter les droits de l'homme, notamment ceux liés à l'exercice de la démocratie (...) et s'il est prêt à permettre la création d'un mécanisme pour aller vers des élections libres, alors, en accord avec le Congrès, nous examinerons les moyens de lever l'embargo.»

En faisant cette déclaration avant-hier à Washington, le secrétaire d'État adjoint pour l'Amérique latine, Tom Shannon, savait parfaitement que la même proposition faite en 2002 avait été rejetée par Fidel Castro. Aujourd'hui la demande reste identique mais l'interlocuteur cubain officiel n'est pas Fidel Castro, en convalescence, mais son frère Raul Castro qui a tous les pouvoirs entre les mains depuis le 31 juillet dernier, de façon temporaire.

Équipe de transition au pouvoir à La Havane ou pas, il semble très peu probable que Raul Castro cède à un tel marché. La déclaration améri-

caine peut être interprétée comme une réponse à une autre «ouverture» proposée par Raul Castro le 19 août, lorsqu'il soulignait que Cuba restait ouvert à une normalisation de ses relations avec Washington. Le chef des armées cubain avertissait pourtant que les menaces et les pressions américaines contre La Havane «ne mèneraient nulle part».

Équipe de transition au pouvoir à La Havane ou pas, il semble très peu probable que Raul Castro cède à un tel marché.

«Ils doivent être très clairs sur le fait qu'il n'est pas possible d'atteindre quoi que ce soit à Cuba par les menaces, au contraire, nous avons toujours été disposés à normaliser les relations sur un plan égal.»

Autant dire que chacun a exprimé des positions qui n'ont pas évolué depuis plus de quarante ans. Les premières sanctions économiques américaines contre Cuba datent de 1961, après l'échec de l'invasion de l'île pour tenter de renverser le régime de Fidel Cas-

tro, épisode connu sous le nom de débarquement de «la baie des Cochons». Un embargo commercial a été imposé à Cuba en 1962 par le président Kennedy. Les sanctions ont été renforcées ensuite à plusieurs reprises, notamment par la loi Helms-Burton de 1996 et en 2004 par le président George W. Bush qui a renforcé l'embargo, notamment sur le tourisme, les voyages et les investissements dans l'île, les échanges financiers et les envois de fonds familiaux, dans le but déclaré d'«aider à la transition» vers la démocratie.

En attendant, Cuba poursuit la préparation du sommet des non-alignés (116 pays membres), prévu dans trois semaines à La Havane, malgré la quasi-certitude que Fidel Castro, qui devait en prendre la présidence, ne pourra y participer en raison de son état de santé. Devant au moins 500 journalistes étrangers attendus du 11 au 16 septembre, Raul Castro développera sa vision de la politique étrangère américaine, «qui impose ses critères par la force».

DORIAN MALOVIC

EN BREF

175 réfugiés nord-coréens arrêtés en Thaïlande

■ Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a dit hier «espérer» le transfert dans un pays tiers de 175 réfugiés nord-coréens détenus depuis mardi en Thaïlande pour violation du territoire. «Nous sommes actuellement en consultation avec des responsables thaïlandais et les négociations sont très positives. Nous espérons trouver une solution d'ici quelques jours», a déclaré la porte-parole locale du HCR, Kitty McKinsey. Parmi les 175 réfugiés, arrêtés mardi dans une maison abandonnée, 134 devaient passer hier devant la justice, 25 enfants et 16 adultes étant exclus du groupe. À propos de ces 16 cas, K. McKinsey «espère qu'ils partiront pour la Corée du Sud».

Le Brésil revoit ses lois anti-drogue

■ Le président brésilien Lula Da Silva a promulgué avant-hier une nouvelle loi sur les stupéfiants qui prévoit des peines plus douces pour les consommateurs et les toxicomanes, mais punit plus sévèrement les trafiquants. Ces derniers voient les peines qu'ils encourent augmentées, allant de cinq à quinze ans de prison au lieu des trois à quinze ans anciennement prévus. De leur côté, les usagers et les toxicomanes dépendants ne risquent plus de peines de prison. En revanche, ils se verront appliquer par des juges spécialisés des mesures socio-éducatives de réinsertion et de désintoxication.

► **PHILIPPINES. Inquiétudes sanitaires après la marée noire.** Une équipe médicale est arrivée hier sur l'île de Guimaras. Des problèmes sanitaires sont redoutés, alors qu'une marée noire pollue ses côtes depuis le 11 août. L'équipe médicale doit enquêter sur une mort jugée suspecte et les cas de 329 personnes souffrant d'irritations de la peau et de difficultés respiratoires. Elle jugera aussi de la nécessité de reloger certains habitants de la côte.

► **NIGERIA. Six otages occidentaux ont été libérés.** Six expatriés, employés de l'industrie pétrolière, ont été libérés hier. Ils avaient été enlevés il y a deux semaines par des militants séparatistes de la région du delta du Niger, dans le sud du Nigeria. L'Américain, l'Irlandais, le Polonais, les deux Britanniques, et l'Allemand seraient en bonne santé, selon le gouvernement. Aucune rançon n'aurait été versée aux rebelles qui revendiquent le contrôle des ressources du pays.

► **AFGHANISTAN. Sept combattants d'Al-Qaida et un enfant tués.** La coalition militaire en poste en Afghanistan a annoncé avoir tué hier sept combattants présumés d'Al-Qaida dans l'est du pays, proche du Pakistan. Dans les combats, un enfant est mort et une femme a été blessée. La coalition a expliqué que les rebelles avaient ouvert le feu sur ses soldats. Un officier de police local a de son côté affirmé que les personnes tuées pourraient avoir été des civils.

► **NUCLÉAIRE. La Chine invite Kim Jong-il à Pékin.** La Chine souhaite que le dirigeant de la Corée du Nord Kim Jong-il lui rende visite au plus vite, selon une agence de presse sud-coréenne. Pékin espère ainsi accélérer la résolution des problèmes liés aux tirs de missiles par la Corée du Nord le 5 juillet. Pyongyang est toujours appelé à reprendre les négociations au sujet du nucléaire avec la Corée du Sud, la Chine, les États-Unis, le Japon et la Russie.

► **RUSSIE. Le pays en deuil après le crash d'un avion.** Les drapeaux russes étaient en berne hier et des messes étaient célébrées, après le crash de l'avion russe mardi en Ukraine. La télévision devait «supprimer ses programmes de divertissement», avait ordonné un décret du président Vladimir Poutine. Une «aide aux familles des victimes» a été prévue, mais son montant n'a pas été précisé. Les proches des 170 victimes (dont une Française) se recueillaient hier sur les lieux du drame.

► **BURUNDI. Dérive autoritaire.** L'opposition et la société civile burundaises dénoncent une «dérive autoritaire» du président Pierre Nkurunziza, qui a ordonné début août l'incarcération de plusieurs opposants accusés de fomenter un coup d'État. Alors que Human Rights Watch dénonce les violations des droits de l'homme dans le pays, le gouvernement parle de «bavures policières» et l'opposition évoque des exécutions sommaires et des actes de torture.

► **ARGENTINE. Plan nucléaire.** Le gouvernement argentin a annoncé mercredi soir le lancement d'un plan de développement de son industrie nucléaire via un investissement de 3,5 milliards de dollars. Un dispositif qui lui permettra de terminer la construction de la troisième centrale nucléaire du pays, de débiter les travaux d'une quatrième et de reprendre la production d'uranium enrichi. L'objectif principal de ce plan entièrement pacifique est de faire face aux défis énergétiques qui attendent l'Argentine, pays producteur et exportateur de pétrole, mais dont les réserves s'épuisent.

► **SRI LANKA. L'Union européenne critiquée pour avoir banni les rebelles.** Le chef de la Mission de contrôle de la trêve au Sri Lanka, le général suédois Ulf Henricsson, a critiqué hier l'Union européenne pour avoir inscrit les rebelles tamouls sur la liste des organisations terroristes. Il a indiqué l'avoir alertée des risques d'augmentation des violences et des attentats que provoquerait cette décision. Les rebelles avaient alors exigé que les Européens quittent la Mission.

CARNET

Décès

■ Le Père provincial de France, les Pères Jésuites de la communauté Saint-François-Xavier et les membres de sa famille vous font part du retour à Dieu du **P. Émile PLANCKAERT**, le 23 août 2006, dans sa 101^e année. Le Père ayant fait don de son corps à la médecine, l'Eucharistie de ses obsèques aura lieu sans son corps dans la chapelle du 42, rue de Grenelle, le samedi 26 août à 11 h 30.

■ Les Frères Maristes de Saint-Genis-Laval, de Varennes-sur-Allier et de la Province de l'Hermitage recommandent à votre prière **F. Lucien SCHWALLER**, décédé le 23 août 2006, inhumé à Varennes-sur-Allier (69) ce 25 août.

■ Leynes. Mme Jane Hinsinger, son épouse; Françoise et Bernard Delthil, Claude Hinsinger et Michel Chomarat, Gérard et Dominique Hinsinger, ses enfants; Franck et Laure Demaret, Séverine Demaret, David et Nathanaëlle Delthil, Cyrille et Véronique Fargier, Karine Fargier et Philippe Laizé, Yannick Fargier et Hubert Bétrin, Yann et Véronique Hinsinger, Olivier et Delphine Hinsinger, ses petits-enfants; Solène, Augustin, Gaspard, Noé, Noémie, Léna, Arthur, Alice, Zoé, Lila, ses arrière-petits-enfants; Marguerite Chagny, sa belle-sœur, vous font part du retour à Dieu de **Henri HINSINGER**, le 22 août 2006, dans sa 87^e année. Ses obsèques seront célébrées ce vendredi 25 août, à 14 h 30, en l'église de Leynes (71). Condoléances sur registres. Ni fleurs ni plaques, mais des dons pourront être faits au profit de l'Hospitalité de Notre-Dame de Lourdes. Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

TRANSMISSION DU CARNET

Par courrier :
3, rue Bayard,
75008 Paris.

Par téléphone
de 9 h à 18 h
au 01.44.35.66.06

Par Fax : 01.44.35.60.03

Les textes doivent
parvenir avant 10 h 30
pour une parution
le lendemain.

LA LIGNE : 13,64 € TTC.
Remise de 10 %
à nos abonnés.

REMISE DE 50 %

pour vos annonces de Fiançailles
Mariages Naissances Baptêmes

Tél.: 01.44.35.66.06

BLOC-NOTES

CONCOURS

■ **Concours littéraire à l'initiative de l'association culturelle Arts et lettres de France**: poésie, contes, nouvelles, romans, pièce de théâtre, essais, biographies, ouvrages historiques... avec une section Jeunes pour les moins de 18 ans. Clôture le 30 octobre.

Contact: le règlement est fourni contre une enveloppe timbrée avec nom et adresse: Arts et lettres de France, secrétariat au concours, 61, rue Kléber, 33800 Bordeaux. Tél./fax: 05.56.92.77.85.

SOLIDARITÉ

■ **Les petits frères des Pauvres** (64, av. Parmentier, 75011 Paris) lancent un appel aux dons d'objets d'art pour une vente aux enchères exceptionnelle qui se tiendra le 27 octobre à l'hôtel des ventes Drouot à l'occasion des 60 ans de l'association. Toutes les sommes recueillies à l'issue de la vente seront affectées à ses actions en faveur des personnes en grande pauvreté. Les dons d'argent sont également les bienvenus.

Contact: Christophe Scheire, 01.48.65.91.29.

■ **Pompiers, second ouvrage d'Alban Ferrand**, pompier et photographe, qui apporte son soutien à l'Œuvre des pupilles-orphelins de sapeurs-pompiers. Sélection du Reader's Digest reverse donc 1 € sur chaque livre vendu, au profit de l'ODP. Son premier ouvrage, *Sapeurs-Pompiers, une vie au feu*, a permis à l'éditeur de verser 55 000 € à l'association qui joue un rôle essentiel auprès des orphelins du feu (près de 700). 208 p., 31,95 €.

Site: www.selectionclic.com
ÉVELYNE ANTHONIOZ

PETITES ANNONCES

ANNONCES LÉGALES

POUR TOUTES VOS ANNONCES LÉGALES

Envoyez-nous votre texte + un chèque de provision de **150 € à Média Marketing** : 10, rue Chevreul, 92150 Suresnes ou faxez-nous votre texte + un n° de carte bancaire et date de validité au 01.41.38.83.03 ou 01.41.38.83.01.

E-mail : lacroix@mediamarketing.fr

Contact : Média Marketing au 01.41.38.83.06.

La Croix est habilité pour les départements 75, 78, 91, 92

75 PARIS

Rectificatif à l'annonce du 22/08/06 concernant la SARL CELEONET. Il fallait lire: Monsieur Yann SZKOLNIK, demeurant 20, allée Ambroise-Paré 94240, L'HAY-LES-ROSES.

78 YVELINES

Il a été constitué le 16 août 2006 la société suivante:

Dénomination: L.M.F.

Forme: SARL.

Capital: 3000 €.

Siège social: 13, rue des Noyers - Boulaincourt, 78770 VILLIERS-LE-MAHIEU.

Objet: Vente au détail, demi-gros de poissons et crustacés et mollusques. Commerce de détail sur éventaire et marchés ou magasins spécialisés, transformation, élaboration de tout ce qui concerne les produits de la mer.

Gérant: MM. Benoît et Julien FONDRAT, demeurant 13, rue des Noyers 78770 VILLIERS-LE-MAHIEU.

Durée: 99 ans.

La société sera immatriculée au RCS de VERSAILLES.

91 ESSONNE

Au terme d'un acte SSP en date du 01/08/06 à CHILLY-MAZARIN (91380), il a été constitué la société suivante:

Dénomination: D.P.S. Malesherbes.

Forme: SCI.

Capital: 1000 €.

Siège social: 17, rue Molière, 91180 CHILLY-MAZARIN.

Objet: L'acquisition de la propriété, démembrée ou non, l'administration et la gestion par la location ou autrement, de tous immeubles et biens immobiliers, et toutes les opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, en en respectant le caractère civil.

Gérant: Dominique et Patrick LE MEUR, 17, rue Molière, 91380 CHILLY-MAZARIN.

Associés: Sandra LE MEUR, 5, square Montpensier, 91380, CHILLY-MAZARIN; Patrick et Dominique LE MEUR, 17, rue Molière, 91380 CHILLY-MAZARIN.

Durée: 99 ans.

la société sera immatriculée au RCS d'ÉVRY.

92 HAUTS-DE-SEINE

Par arrêté du 19 juillet 2006, le Sénateur MAIRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme en vue d'inscrire un emplacement réservé pour la réalisation de logements sociaux sur des biens

immobiliers situés 9, rue du Transvaal et 32, avenue Jean-Baptiste-Clément.

A cet effet, Monsieur Jean-Pierre CHAULET, Général de Gendarmerie en retraite, demeurant à NOGENT-SUR-MARNE, a été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de VERSAILLES.

Le public pourra prendre connaissance du projet de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme visé à l'article 1 à la Mairie de BOULOGNE-BILLANCOURT, du lundi 11 septembre 2006 et jusqu'au jeudi 12 octobre 2006. Le dossier sera consultable aux jours et heures d'ouverture de la mairie (de 8h30 à 17h30 les lundi, mardi et mercredi, de 8h30 à 19h00, le jeudi, de 8h30 à 16h30 le vendredi et de 9h30 à 12h00 le samedi), direction de l'Urbanisme et de l'Aménagement, 2^e étage de l'Hôtel de Ville, 26, avenue André-Morizet, 92104 BOULOGNE-BILLANCOURT.

Le public pourra formuler ses observations sur un registre d'enquête aux lieux et heures indiqués ci-dessus.

Le commissaire enquêteur recevra à la mairie les:

- Lundi 11 septembre 2006, de 8h30 à 11h30;

- Mardi 19 septembre 2006, de 14h30 à 17h30;

- Vendredi 29 septembre 2006, de 8h30 à 11h30;

- Mercredi 4 octobre 2006, de 14h00 à 17h00;

- Jeudi 12 octobre 2006, de 16h00 à 19h00.

Le public pourra adresser pendant cette même période ses observations sur le projet par écrit à l'adresse suivante:

Monsieur le Commissaire Enquêteur, Hôtel de Ville, 26, avenue André-Morizet, 92104 Boulogne-Billancourt Cedex, avec la mention « Modification du PLU - Ne pas ouvrir » sur l'enveloppe.

Une copie du rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, remises dans un délai d'un mois à l'expiration de l'enquête, seront tenus à la disposition du public, en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture à la Direction de l'Urbanisme et de l'Aménagement, au 2^e étage. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1 de la loi du 17 juillet 1978.

RÉGION YZEURIENNE

SA au capital de 187 100 €

Siège social: 5, rue Maurice-Labrousse, 92160 ANTONY

RCS NANTERRE B 935750364

L'Assemblée générale ordinaire, en date du 07/06/06, a nommé administrateur de la RÉGION YZEURIENNE SA, Monsieur Stéphane LEKIEFFRE, demeurant 96, avenue du Général-Leclerc, 92340 BOURG-LA-REINE.

Bernard VIAL
Président-Directeur Général

ÉPISCOPAT

Mgr Doré démissionne
à Strasbourg

L'archevêque de Strasbourg a demandé à Rome d'être déchargé de sa responsabilité pastorale, pour raisons de santé

La nouvelle va faire l'effet d'une bombe, en Alsace et sans doute au-delà. À un mois de son 70^e anniversaire (qu'il fêtera le 26 septembre), et donc cinq ans avant l'âge fixé par le droit canonique pour la retraite des évêques, Mgr Joseph Doré quitte l'archevêché de Strasbourg dont il avait la charge depuis près de neuf ans. La nouvelle devait être rendue officielle aujourd'hui par le Saint-Siège, en accord avec le gouvernement français dont relève simultanément tout changement à la tête de ce diocèse concordataire.

C'est très clairement pour des raisons de santé que Mgr Doré, pressé par ses médecins, a fini par se rendre à cette décision, et a pu y rallier les plus hautes instances de l'Église. Il s'agit, précise-t-on dans son proche entourage, d'«une décision de sagesse, et non pas de catastrophe», tant l'archevêque de Strasbourg s'était investi dans son ministère jusqu'à l'épuisement total de ses forces. Un ministère qu'il redoutait, avant de s'y consacrer corps et âme et d'y découvrir des joies insoupçonnées au contact du peuple de Dieu en Alsace – sans parler de ses autres responsabilités, au sein de l'épiscopat français (ainsi comme membre de son Conseil permanent) et de l'Église universelle, mais aussi en poursuivant par ailleurs un travail intellectuel intense (1). Une activité de tous les instants et dans tous les domaines, qui lui a conféré une autorité incontestée dans l'Église comme dans la société, mais dans laquelle il se sera dépensé sans – assez – compter.

L'intelligence de la foi avait déjà constitué l'essentiel de son ministère avant l'épiscopat. Ordonné prêtre en 1961 et devenu sulpicien dès 1962, il a effectué un parcours exemplaire au service de la formation des prêtres,

d'abord dans son diocèse d'origine de Nantes puis au séminaire des Carmes à Paris, tout en devenant un théologien de réputation mondiale à l'Institut catholique de Paris, notamment dans les domaines de la christologie et du dialogue interreligieux. Un certain cardinal Joseph Ratzinger, dont Joseph Doré fut l'étudiant à Münster, sensible à

Un certain cardinal Joseph Ratzinger, dont Joseph Doré fut l'étudiant à Münster, sensible à ces talents, le fera entrer à la Commission théologique internationale.

ces talents, le fera ensuite entrer à la Commission théologique internationale.

Devenu évêque en novembre 1997 sans cesser d'être théologien, Mgr Doré aura trouvé un catholicisme alsacien à la fois de riche tradition et en pleine évolution.

Sa grande réussite pastorale restera d'avoir su tirer parti de la première pour dynamiser la seconde. En moins de dix ans, il a suscité un vaste réaménagement territorial (les 667 paroisses sont en cours de regroupement en 176 «communautés»), inauguré des visites pastorales aux mouvements apostoliques et aux nouvelles réalités ecclésiales, fait réaménager des hauts lieux comme la cathédrale de Strasbourg et le mont Sainte-Odile (lire *La Croix* du 8-9 juillet), investi le dialogue œcuménique et interreligieux régional, etc. Sans occulter les questions de société, y compris en relançant les fameuses homélies du 14 juillet, et sans ménager son courage, qu'il s'agisse de refuser l'implantation d'un monastère traditionaliste, de critiquer la venue de personnalités extrémistes, d'aller à Oradour-sur-Glane, de témoigner devant les tribunaux quand un prêtre a été assassiné puis un autre



STÉPHANE OUZOUNOFF/CRIC

Devenu archevêque de Strasbourg en novembre 1997, Mgr Joseph Doré s'était investi dans son ministère jusqu'à l'épuisement total de ses forces.

emprisonné, ou encore d'envisager en chaire l'ordination d'hommes mariés.

C'est donc de n'avoir jamais ménagé sa propre personne, qui conduit Mgr Doré à devoir se retirer. Son choix amènera des questions sur la manière dont peut et doit être exercé aujourd'hui le ministère épiscopal, et pas seulement à la tête d'un des plus grands diocèses de France (1,8 million d'habitants, aux trois quarts catholiques). Il fera peut-être

aussi hésiter les pasteurs qui seront pressentis pour lui succéder... D'ici là, l'archevêque démissionnaire reste administrateur apostolique du diocèse, en lien avec les deux auxiliaires, Mgr Christian Kratz et Mgr Jean-Pierre Grallet, et leurs vicaires généraux.

MICHEL KUBLER

(1) On en trouvera le témoignage dans son livre d'entretiens *La Grâce de vivre* (Bayard/La Croix, 2005).

CATÉCHÈSE Dès lundi, un nouveau visuel, jouant sur le goût du merveilleux, s'affichera dans les huit diocèses partenaires

Une nouvelle campagne pour le «caté» en Île-de-France

Attirer l'œil et susciter la curiosité des enfants en partant de leur goût des énigmes, du mystère et du merveilleux... Tel est le pari de la toute nouvelle campagne de communication pour la catéchèse, qui s'affichera dès lundi dans les lieux publics et sur les façades des églises d'Île-de-France: 26 000 affiches et 405 000 dépliantes seront diffusés dans les huit diocèses partenaires de l'opération, dont 100 000 directement adressés aux domiciles de familles grâce aux fichiers paroissiaux ou – dans le cas particulier du diocèse de Paris – de fichiers commerciaux achetés. La campagne, préparée par les services diocésains de catéchèse, a été réalisée par l'agence de communication «Bien à vous». Son coût s'élèverait à 200 000 €.

Après la petite fille métisse appuyée sur une mappemonde pour les quatre campagnes précédentes, le nouveau visuel joue sur le goût de l'érotisme, montrant trois enfants («*De vrais enfants du caté*», précise-t-on) explorant une voûte et découvrant des symboles chrétiens. «*La nouvelle campagne s'appuie sur la curiosité très naturelle des enfants, leur soif de spiritualité et l'attrait pour les mondes merveilleux et magiques, comme le montrent les succès de Harry Potter et de Narnia*» souligne Bruno Rastoin, responsable de la communi-

cation pour le diocèse de Saint-Denis.

Depuis la première campagne, lancée en 2002 par le diocèse de Paris, rejoint dès 2003 par ses voisins d'Île-de-France, les objectifs de communication restent les mêmes: aller à la rencontre des familles en une période de rentrée très chargée, et rejoindre celles qui ne fréquentent pas les paroisses. «*Aujourd'hui, les liens des familles avec l'Église sont plus distendus*, soulignait hier Mgr André Vingt-Trois, archevêque de Paris, en présentant le dispositif. *L'automatisme de*

la transmission en famille ne joue plus. Il est donc important que la proposition de l'Église apparaisse publiquement.»

Selon les responsables de la campagne, les retombées de cette communication volontariste menée depuis quatre ans sont positives. «*Nous avons réussi à stopper l'érosion des inscriptions au caté, et les gens sont également touchés que l'Église vienne à eux*», souligne Marie Baudouin, responsable de la communication du diocèse de Paris. Aujourd'hui, 100 000 enfants sont inscrits en catéchèse en Île-de-France pour les années de CE2, CM1, CM2.

ÉLODIE MAUROT

Renseignements: catechisme-idf.cef.fr ou tél.: 01.56.56.44.04.

EN BREF

L'université d'été de l'Assomption s'ouvre aujourd'hui à Valpré

■ «*Raconte-moi l'homme*»: tel est le thème de la 7^e édition de l'université d'été de l'Assomption (UEA), qui se déroule jusqu'au 28 août dans le centre d'accueil de Valpré, animé par les assomptionnistes à Écully, près de Lyon. Environ 400 personnes y sont attendues. Objectif: proposer des «*repères pour un monde plus humain*», avec une approche interdisciplinaire: biologie, anthropologie, philosophie, économie, éthique et spiritualité. Le programme conjugue conférences de penseurs contemporains (dont Maurice Bellet, Lytta Basset, Jean-Claude Guillebaud, Bruno Frappat...), témoignages d'acteurs de la société civile, ateliers pratiques, forums et activités culturelles et artistiques. «*L'UEA souhaite offrir les repères pour que chacun soit davantage responsable, acteur dans la société et porteur d'humanité autour de lui*», explique Marie-Ange Tremblay, présidente de l'UEA.

Méditation

Samedi de la 20^e semaine du temps ordinaire (Matthieu 23, 1-12)

■ Nous connaissons cette diatribe de Jésus contre les scribes et les pharisiens qui «*disent et ne font pas*», diatribe qui peut viser tous ceux et celles qui ont une responsabilité d'enseignement ou d'éducation dans l'Église et au dehors. Cette diatribe n'est pas d'abord d'ordre moral mais elle met en jeu la figure de Dieu dont nous témoignons à travers nos vies. «*Vous n'avez qu'un seul enseignant*»: si Jésus de Nazareth a été l'un des nombreux rabbis de son époque, il est le seul maître (rabbi) car il est le seul homme dont la conformité des actes et de la parole a été totale, totalement à l'écoute de l'Esprit de Dieu qui l'habitait, lui le «*Verbe fait chair*». C'est cette conformité des actes et de la parole qui selon l'Évangile fait le vrai maître et le vrai témoin (marturo, martyr). Loin des honneurs et des diplômes, c'est à cette qualité de témoignage que nous sommes invités, mais cette cohérence de vie et de témoignage ne peut qu'être reçue comme un don par celui ou celle qui, à la suite de Jésus, se met à l'écoute de l'Esprit.

Si cet évangile tourne d'abord nos regards sur la personne de Jésus se faisant serviteur, il nous invite ensuite, sans aucun mépris pour tous ceux qui sont pères selon la chair, à nous tourner vers le seul Père, Dieu qui donne à tous les être humains la dignité d'enfants de Dieu et la qualité de frères. L'Évangile bouscule les critères de notre monde qui n'accorde d'importance qu'aux apparences «*des grands de ce monde*» et propose leur imitation comme chemin de réussite. Il nous recentre sur la figure du Christ enseignant et serviteur dans sa vie et sa mort, qui révèle que c'est là que peuvent se découvrir simplement la grandeur de Dieu et celle de l'homme si intimement liées.

CHRISTOPHE ROUCOU

Autres textes: Ezékiel 43, 1 -11. Psaume 84.

LE SITE INTERNET

Revivre la Libération de Paris

■ Pour le 60^e anniversaire de la Libération, le site de Radio France (<http://www.radiofrance.fr/rf/evenements/liberationparis/>) avait créé un dossier encore en ligne proposant de revivre la libération de la capitale et quatre années d'occupation allemande. En plus d'une chronologie complète des événements, plusieurs articles relatent «Paris sous la botte allemande», le Débarquement de Provence, la «guerre des ondes» ou l'entrée de la 2^e division blindée dans Paris. Une infographie interactive permet, en outre, de suivre pas à pas l'avancée des Alliés, arrondissement par arrondissement. Côté son, plusieurs extraits de discours, chants et récits. On (re)découvrira ainsi la Libération racontée par le général Leclerc («Paris se bat et nous appelle»), le témoignage de Lazare Pytkowicz, résistant rescapé de la rafle du Vél' d'Hiv, ou la célèbre marche de la 2^e DB.

PIERRE PUCHOT

Les choix radio

► Les mardis du cinéma

Retour en arrière sur les premiers films de Francis Ford Coppola. Quelles thématiques, quels comédiens ont inspiré le cinéaste qui allait conquérir une renommée mondiale avec *Apocalypse now* et la série du *Parrain*? (15h30, sur France-Culture.)

► Festival Pablo Casals

À 10 heures, puis à 15 heures, France-Musique s'invite au Festival Pablo Casals de Prades, consacré à la musique de chambre (*lire La Croix du 8 août*), pour la retransmission de deux concerts. Mozart à l'honneur avec trios, quatuors et quintettes et (à 15 heures) la superbe soprano Soile Isokoski dans des airs de concert. (France-Musique.)

► Les Louves

Parole libre et chaleureuse au programme de l'émission quotidienne de Diane Tell, consacrée aux femmes, leur vie, leur œuvre. Aujourd'hui, Florence Cestac, auteur et dessinatrice de bandes dessinées, raconte son parcours, ses choix, ses projets et la place de la création féminine dans le genre littéraire. (10 heures, sur France-Inter.)

LES CHOIX DE LA CROIX

Et aussi...

► Douaniers au cœur de tous les trafics

Produits stupéfiants, œuvres d'art, animaux... Les douaniers français sont sur tous les fronts dans ce documentaire de Gaël Leibling. (20h55 sur France 3.)

► Et si Chavez réussissait

Une enquête de Maryse Mano sur le bilan du président vénézuélien. Entre satisfaction des habitants des bidonvilles et critiques des propriétaires terriens. (18 heures sur France 5.)

► Supercoupe d'Europe

Confrontation de prestige entre le vainqueur de la Ligue des Champions, le FC Barcelone, et celui de la Coupe de l'UEFA, le FC Séville. (20h45 sur W9.)



FLORIS FILMS/ARTE

Gérard Mortier, l'opéra sur tous les tons

Gérard Mortier et l'Opéra national de Paris

22h15 sur Arte

■ Au risque d'une formule familière, on pourrait dire que Gérard Mortier est un bon «client» pour l'interview télévisée. Le verbe facile, la passion à fleur de mot et l'enthousiasme prompt, le patron de l'Opéra de Paris aime évoquer son métier, avec ses ombres et ses lumières, les artistes qu'il admire et le compositeur qu'il révère, Mozart. Quitte à brouiller quelque peu les pistes (mais n'est-ce pas plutôt la faute du réalisateur Norbert Beilharz?), obligeant le téléspectateur à sauter d'un sujet à l'autre, au fil d'une partition par trop fragmentée.

Mais l'intelligence de Gérard Mortier, sa culture sans affectation et son sens de l'aimable provocation méritent qu'on oublie les maladroites de construction du documentaire. Comme *La Croix* le relate régulièrement, les productions de l'ère Mortier à l'Opéra, obsédées par leur désir de modernité, ne font pas l'unanimité auprès des mélomanes comme de la critique. «Il n'y a pas eu que des réussites», reconnaît le principal intéressé,

tout en ironisant sur la France, selon lui bien rétive à l'aventure esthétique. Gérard Mortier déplore que la liberté et le refus absolu de la servilité qui illuminent l'œuvre de Mozart ne puissent être mis au goût du jour, «avec les codes contemporains», sans choquer une partie des spectateurs. Il plaisante aussi sur «l'absolutisme» de son pouvoir, directement hérité de l'Académie royale de musique fondée par Louis XIV. Cette formidable marge de manœuvre lui permet de confronter tous les styles, d'inviter les metteurs en scène et musiciens qu'il préfère, mais l'oblige aussi à veiller sur 1600 salariés et à gérer un budget de 144 millions d'euros (dont 44 millions de recettes). Après dix ans à la Monnaie de Bruxelles puis dix autres années au Festival de Salzbourg, Gérard Mortier imprime aujourd'hui sa griffe, parfois iconoclaste, sur la prestigieuse institution parisienne.

EMMANUELLE GIULIANI

SÉLECTION CÂBLE, TNT...

CANAL + CRYPTÉ: 21.00 Rugby: Castres/Stade Français.

En direct du stade Pierre-Antoine. 2^e journée du Top 14.

France 5 (soir)

19.55 Bonsoir les zouzous; 21.35 La madone de Laroque; 22.30 Et si Chavez réussissait; 23.25 Question maison.

Arte (journée)

12.35 Chic; 13.05 Transporteurs de bonheur; 14.00 Arte Europa; 14.30 Court-circuit, le magazine; 16.50 Chic; 17.20 Quand les poissons se mettent à table.

TNT chaînes gratuites

TMC

18.10 Docteur Sylvestre. 20.45 Hercule Poirot. Série britannique.

NT1

19.05 L'invincible. 20.40 Quand les animaux attaquent. Documentaire.

W9

18.15 Star Trek: Next generation. 20.45 Football: FC Barcelone/Séville FC. Super coupe de l'UEFA en direct.

NRJ 12

17.00 Playlist US. 20.50 Lola, qui es-tu... Lola? Série française.

France 4

16.40 Fame LA. 20.50 Taratata. Magazine.

LCP Public Sénat

17.50 Forum public. 20.45 Le contrat: Jean-Louis Debré. Magazine.

Direct 8

18.00 Dieu merci. 20.45 Le divertissement de la 8. Magazine.

KTO

11.45 Ultra! D'Arles à Saint-Jacques-de-Compostelle. 15.30 Icônes, miroirs du monde orthodoxe. 17.20 Les Franciscaines missionnaires. 20.40 VIP. 20.50 KTO Magazine. 21.45 L'histoire naturelle d'Armand David.

Demain matin

7.00 Hayet Ayad, un chant pour la vie. 8.25 Rythmes d'Afrique. Or, larmes et musique. 10.55 De la grotte au temple. 11.50 Le réveil des chrétiens d'Algérie. 12.20 Curés des villes.

TF1

12.00 Attention à la marche; 13.00 Journal - Météo - Météo des plages - Trafic info; 13.50 Les feux de l'amour; 14.40 Le bleu de l'océan (5/5), téléfilm; 16.45 New York: police judiciaire; 18.25 Crésus; 19.10 La roue de la fortune; 19.50 À vrai dire - Météo; 20.00 Journal - Résultat des courses - Météo - Trafic infos - Euro millions (+ 23h10).

20.50 Les enfants de la télé.

Divertissement animé par Arthur et Karen Minier. Invités: Hélène de Fougerolles, Claire Keim, Benjamin Castaldi, Elie Semoun, Charlotte de Turckheim, Jacques Weber et Armelle. 23.15 Les dossiers de Sans aucun doute.

Demain matin

6.45 TF1 info; 6.50 Shopping avenue matin; 7.35 Télévitrine; 8.05 Téléshopping; 8.55 TF1 Jeunesse - Météo; 11.00 Juste pour rire - Météo - Météo des plages.

France 2

12.00 Tout le monde veut prendre sa place; 12.50 Millionnaire - Météo; 13.00 Journal - Météo - Consomag - Point route (+ 15h35, 17h10, 18h50, 20h45); 13.50 Maigret; 15.40 Nestor Burma; 17.15 Boston public; 18.55 Le grand zapping de l'humour; 19.45 Samantha; 19.50 Météo - Météo des plages; 20.00 Journal - Météo - Point route.

20.45 Soirée polars: P.J.10.

Série française: «Recel». Avec Bruno Wolkowitch, Charles Schneider, Marc Betton. 21.50 P.J.: «Le 119»; 22.45 P.J.: «Délit de solidarité»; 23.45 Groupes flag: «Réaction en chaîne».

Demain matin

7.35 TD2A; 8.30 KD2A; 11.20 Point route (+ 12h50); Les z'amours; 12.00 Tout le monde veut prendre sa place.

France 3

11.40 «12/14». Actualités; 12.55 Derrick; 13.45 Keno; 13.50 Hootker; 15.30 La collection Cousteau; 16.25 Drôle de couple; 17.05 Chérie, j'ai rétréci les gosses; 17.50 C'est pas sorcier; 18.20 Un livre un jour; 18.25 Questions pour un champion; 18.50 «19/20». Actualités; 20.10 Tout le sport; 20.20 Plus belle la vie.

20.55 Douaniers au cœur de tous les trafics.

Documentaire de Stéphane Bentura et Gaël Leibling. 22.50 Keno - Météo - Journal: Soir 3. 23.20 NYPD blue. Série américaine: «L'honneur peut attendre».

Demain matin

6.00 Euronews; 6.55 Décrochez vos vacances; 7.55 Toowam; 11.25 C'est pas sorcier; 11.55 «12/14». Actualités.

France 5

12.00 Midi les zouzous; 14.10 L'explosion de la montagne Pelée; 15.05 Chili, le désert d'Atacama; 16.05 La Première Guerre mondiale; 17.55 Studio 5; 18.00 Et si Chavez réussissait.

Demain matin

7.00 5, rue Sésame; 7.25 Debout les zouzous; 11.10 Les citadins du futur.

Arte

19.00 Un monde sans père ni mari; 19.45 Arte info; 20.00 Le journal de la culture; 20.10 Météo; 20.15 L'Europe à vol d'oiseau - France.

20.40 Les Amants du baigneur.

Téléfilm français (2004), de Thierry Binisti (1h34). 22.15 Gérard Mortier et l'Opéra national de Paris - Les Petits Riens. Documentaire de Norbert Beilharz. 23.30 Thema - Passions scandaleuses: «Il était une fois... Le Dernier Tango à Paris». Documentaire de Serge July et Bruno Nuytten.

M6

11.50 Malcolm; 12.50 Le 12.50 - Météo; 13.10 Malcolm; 13.35 L'innocence perdue, téléfilm; 15.30 La météorite du siècle, téléfilm; 17.10 Le meilleur de génération hit; 17.50 Summerland; 18.50 Smallville; 19.50 Six'/Météo; 20.10 Touche pas à mes filles!; 20.35 Météo des plages - Kaamelott.

20.50 Numb3rs.

Série américaine: «Convergence». Avec Rob Morrow, David Krumholtz, Judd Hirsch. 21.45 Numb3rs: «Le génie». 22.30 Nip/Tuck 10.

Demain matin

6.55 M6 Kid; 9.00 M6 boutique; 10.00 Il est urgent de vous faire plaisir; 10.25 L'été du Hit Machine - Météo.

France-Musique

14.00 À portée de mots: Tanguy Viel, écrivain; 15.00 Prima la musica, Festival Pablo Casals à Prades (Mozart); 20.00 Prima la musica, Festival de Salzbourg.

Demain matin

9.05 Prima la musica: J. Colom, piano (Mozart, Mompou, Chopin); 11.00 Musique légère: La musique et le cinéma «comique».

France-Culture

14.30 La ronde des femmes; 15.30 Mardis du cinéma; 17.02 Radiosouvenirs; 19.00 L'université populaire de Caen; 20.30 Grands débats contemporains; 22.41 Tentatives premières: Une autre Amérique (5/5); 23.20 Du jour au lendemain.

Demain matin

9.10 Répliques; 10.00 Concordance des temps; 11.00 Le bien commun.

RCF*

13.07 Couleur Nature; 13.30 Rencontre; 16.00 Promenade; 16.30 Joueur de blues; 17.03 Contre courant: Roms: le combat de cœur tzigane en Serbie; 20.30/22.30 Prière monastique; 21.00 Au fil des pages: François Angelier «Le dictionnaire de Jules Verne» (Pygmalion); 22.00 Visages: François Cheng - Méditations sur la beauté. *Fréquences: 04.72.38.20.22.

Radio-Notre-Dame

14.30 Esprit de famille; 15.30 Chapellet; 17.00 Les Médias en question; 18.15 Des goûts et des couleurs; 19.00 Enquête de sens; 19.30 Chrétiens dans le monde; 21.00 Génération.

Demain matin

6.50/7.50/8.50 Évangile du jour; 8.00 Parole d'Évêque; 9.00 Cœur de métier; 10.00 Chrétiens dans le monde; 11.00 Matière à penser.

RADIO-VATICAN

21.30 Magazine: Regard chrétien sur le monde.

Chaque jour dans La Croix, le texte d'un écrivain voyageur

JULIE GUICHES/PICTURETANK

CHAPITRE I

Qu'il est glorieux d'ouvrir une nouvelle carrière, et de paraître tout à coup dans le monde savant, un livre de découvertes à la main, comme une comète inattendue étincelle dans l'espace!

Non, je ne tiendrai plus mon livre in petto; le voilà, messieurs, lisez. J'ai entrepris et exécuté un voyage de quarante-deux jours autour de ma chambre. Les observations intéressantes que j'ai faites, et le plaisir continu que j'ai éprouvé le long du chemin, me faisaient désirer de le rendre public; la certitude d'être utile m'y a décidé. Mon cœur éprouve une satisfaction inexprimable lorsque je pense au nombre infini de malheureux auxquels j'offre une ressource assurée contre l'ennui, et un adoucissement aux maux qu'ils endurent. Le plaisir qu'on trouve à voyager dans sa chambre est à l'abri de la jalousie inquiète des hommes; il est indépendant de la fortune.

Est-il, en effet, d'être assez malheureux, assez abandonné, pour n'avoir pas un réduit où il puisse se retirer et se cacher à tout le monde? Voilà tous les apprêts du voyage.

Je suis sûr que tout homme sensé adoptera mon système, de quelque caractère qu'il puisse être, et quel que soit son tempérament; qu'il soit avare ou prodigue, riche ou pauvre, jeune ou vieux, né sous la zone torride ou près du pôle, il peut voyager comme moi; enfin, dans l'immense famille

Xavier de Maistre*Voyage autour de ma chambre*

des hommes qui fourmillent sur la surface de la terre, il n'en est pas un seul – non, pas un seul (j'entends, de ceux qui habitent des chambres) – qui puisse, après avoir lu ce livre, refuser son approbation à la nouvelle manière de voyager que j'introduis dans le monde.

CHAPITRE II

Je pourrais commencer l'éloge de mon voyage par dire qu'il ne m'a rien coûté; cet article mérite attention. Le voilà d'abord prôné, fêté par les gens d'une fortune médiocre; il est une autre classe d'hommes auprès de laquelle il est encore plus sûr d'un heureux succès, par cette même raison qu'il ne coûte rien. – Auprès de qui donc? Et quoi! vous le demandez? C'est auprès des gens riches. D'ailleurs de quelle ressource cette manière de voyager n'est-elle pas pour les

malades? Ils n'auront point à craindre l'intempérie de l'air et des saisons. – Pour les poltrons, ils seront à l'abri des voleurs; ils ne rencontreront ni précipices ni fondrières. Des milliers de personnes qui avant moi n'avaient point osé, d'autres qui n'avaient pu, d'autres enfin qui n'avaient pas songé à voyager, vont s'y résoudre à mon exemple. L'être le plus indolent hésiterait-il à se mettre en route avec moi pour se procurer un plaisir qui ne lui coûtera ni peine ni argent? – Courage donc, partons. – Suivez-moi, vous tous qu'une mortification de l'amour, une négligence de l'amitié, retiennent dans votre appartement, loin de la petitesse et de la perfidie des hommes. Que tous les malheureux, les malades et les ennuyés de l'univers me suivent! – Que tous les paresseux se lèvent en masse! – Et vous qui roulez dans votre esprit des projets sinistres de réforme ou de retraite pour quelque infidélité; vous qui,

L'auteur

■ Fils d'un président du Sénat de Pavie, frère du philosophe Joseph de Maistre, Xavier de Maistre (1763-1852) fut surtout un écrivain dilettante, ne se consacrant que fort peu à l'écriture, passant une grande partie de sa vie à combattre Napoléon au sein de l'armée russe dont il devint l'un des généraux. Il mourut très âgé à Saint-Petersbourg, où il s'était fixé en 1839. Consigné dans sa chambre à la suite d'un duel, c'est là qu'il rédige, à l'âge de 30 ans, cet étonnant *Voyage autour de ma chambre* en forme de clin d'œil.

dans un boudoir, renoncez au monde pour la vie; aimables anachorètes d'une soirée, venez aussi: quittez, croyez-moi, ces noires idées; vous perdez un instant pour le plaisir sans en gagner un pour la sagesse: daignez m'accompagner dans mon voyage; nous marcherons à petites journées, en riant, le long du chemin, des voyageurs qui ont vu Rome et Paris; – aucun obstacle ne pourra nous arrêter; et, nous livrant gaiement à notre imagination, nous la suivrons partout où il lui plaira de nous conduire.

FIN